102e ANNÉE
VOL. 102

N° 43
5993

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 24 octobre 1970

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'wditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'wditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'wditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'wditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, October 24, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 33015—1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 33015 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

Accessoires à incendie de Québec inc.
Québec Fire Accessories Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Georges Dubé, 1105, avenue Belvédère, Québec, Roger Vallières, 2643, Brome, tous deux avocats, et Michel Doyon, étudiant, 1104, Dijon, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'équipements et appareils de toute nature, sous le nom de « Accessoires à incendie de Québec inc. — Québec Fire Accessories Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 238, rue des Lilas ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3735-1970

Agences-Sécurité de l'Ouest du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Paul Denoncourt, 336, Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20e rue, tous deux secrétaires, et

Letters Patent

Accessoires à incendie de Québec inc.
Québec Fire Accessories Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Dubé, 1105 Belvédère Avenue, Québec, Roger Vallières, 2643 Brome, both advocates, and Michel Doyon, student, 1104 Dijon, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in appliances and equipment of all kinds, under the name of "Accessoires à incendie de Québec inc. — Québec Fire Accessories Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 238 des Lilas Street West, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3735-1970

Agences-Sécurité de l'Ouest du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Denoncourt, 336 Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20th Street, both secretaries, and

Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, ces deux derniers de Noranda, pour les objets suivants:

Agir comme agences d'investigations et de sécurité, sous le nom de « Agences-Sécurité de l'Ouest du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2265-1970

Albert Investments Ltd.
Les placements Albert ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1970, constituant en corporation: Max Etingin, administrateur, 140 est, 81e rue, New York, Leonard H. Wisse, 4270, boulevard de Maisonneuve, Westmount, et Barry M. Shiller, 1125, rue Saint-Aubin, Saint-Laurent, ces deux derniers notaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction et de placements, sous le nom de « Albert Investments Ltd.— Les placements Albert ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3516-1970

Les aménagements Bergeron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1970, constituant en corporation: René Bergeron, gérant, Madeleine Bernatchez, ménagère, épouse dudit René Bergeron, tous deux de 6, rue Vallée, Maurice Bergeron, mécanicien, et Rose-Marie Lavoie, ménagère, épouse dudit Maurice Bergeron, ces deux derniers de 94, Livingston, tous quatre de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les aménagements Bergeron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6, rue Vallée, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3324-1970

Les amendements Calcaires inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Claude LeBel, notaire, Notre-Dame-du-Lac, Monique Fournier, Céline Laplante, toutes deux de Cabano, et Brigitte Pelletier, Saint-

Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Street, the latter two of Noranda, for the following purposes:

To act as security and investigation agencies, under the name of "Agences-Sécurité de l'Ouest du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2265-1970

Albert Investments Ltd.
Les placements Albert ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Etingin, executive, 140, 81st Street East, New York, Leonard H. Wisse, 4270 de Maisonneuve Boulevard, Westmount, and Barry M. Shiller, 1125 St. Aubin Street, Saint-Laurent, the latter two notaries, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and investment company, under the name of "Albert Investments Ltd.— Les placements Albert ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3516-1970

Les aménagements Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Bergeron, manager, Madeleine Bernatchez, housewife, wife of said René Bergeron, both of 6 Vallée Street, Maurice Bergeron, mechanic, and Rose-Marie Lavoie, housewife, wife of said Maurice Bergeron, the latter two of 94, Livingston, all four of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les aménagements Bergeron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6 Vallée Street, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3324-1970

Les amendements Calcaires inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude LeBel, notary, Notre-Dame-du-Lac, Monique Fournier, Céline Laplante, both of Cabano, and Brigitte Pelletier, Saint-Louis-du-Ha ! Ha !, the

Louis-du-Ha ! Ha !, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de pierre à chaux, de gravier et de sable, sous le nom de « Les amendements Calcaires inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3886-1970

latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate limestone, gravel and sand quarries, under the name of "Les amendements Calcaires inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3886-1970

Angelnor Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, Godmanchester, Angela B. Goodman, 4860, avenue Bourret, Marsha Cassoff, 2755, avenue Kent, tous deux de Montréal, et Jeannine Daunais, 2725, Louis Paré, Lachine, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placements, sous le nom de « Angelnor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3055-1970

Angelnor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, Godmanchester, Angela B. Goodman, 4860 Bourret Avenue, Marsha Cassoff, 2755 Kent Avenue, both of Montreal, and Jeannine Daunais, 2725 Louis Paré, Lachine, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Angelnor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3055-1970

Asphalte Jean-Jacques Lauzon ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1970, constituant en corporation: Gaston Binette, 102, De Bellefeuille, Guy Bélisle, 124, Grande-Côte, tous deux notaires, et Françoise Théorêt, secrétaire, épouse de Guy Jérôme, 91, De Bellefeuille, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Asphalte Jean-Jacques Lauzon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-du-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2248-1970

Asphalte Jean-Jacques Lauzon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Binette, 102 De Bellefeuille, Guy Bélisle, 124 Grande-Côte, both notaries, and Françoise Théorêt, secretary, wife of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille, all three of Saint-Eustache, for the following purposes:

To do business as general contractors in paving and building of all kinds, under the name of "Asphalte Jean-Jacques Lauzon ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph-du-Lac, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2248-1970

Association des Commissions scolaires confessionnelles du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Roy, avocat, 81, Beaulieu-est, Val-Morin, Paul Laframboise, ingénieur, 535, Lartigue, et Marjolaine Carrière,

Association des Commissions scolaires confessionnelles du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernard Roy, advocate, 81 Beaulieu-East, Val-Morin, Paul Laframboise, engineer, 535 Lartigue, and Marjolaine Carrière,

secrétaire, fille majeure, 967, Wilfrid-Laurier, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts de l'éducation, sous le nom de « Association des Commissions scolaires confessionnelles du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 28, rue Beaudet, Saint-Éphrem-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3789-1970

Association des propriétaires du Domaine Granger inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marc Alarie, camionneur, Hormisdas Allard, agent d'assurances, tous deux de Saint-Gabriel-de-Brandon, et Maurice Granger, opérateur, 2056, Montcalm, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts généraux et le bien-être des membres, sous le nom de « Association des propriétaires du Domaine Granger inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est rang V Nord, Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3759-1970

L'Association des propriétaires du Lac d'Aigle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Bergeron, entrepreneur, 52, Smith, Jean Lamontagne, payeur, 589, Gamache, Raymond Gagné, assureur-vie, 706, Bigonesse, et Jacques Thibeault, restaurateur, Lac d'Aigle, tous quatre de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « L'Association des propriétaires du Lac d'Aigle inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est 439, rue Brochu, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3094-1970

Association Fiscale Internationale
International Fiscal Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies,

secretary, spinster of the full age of majority, 967 Wilfrid-Laurier, the latter two of Laval, for the following purposes:

To promote the advantages of education, under the name of "Association des Commissions scolaires confessionnelles du Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $500,000.

The head office of the corporation is at 28 Beaudet Street, Saint-Éphrem-de-Beauce, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3789-1970

Association des propriétaires du Domaine Granger inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Marc Alarie, trucker, Hormisdas Allard, insurance agent, both of Saint-Gabriel-de-Brandon, and Maurice Granger, operator, 2056 Montcalm, Montreal, for the following purposes:

To promote the general interests and welfare of its members, under the name of "Association des propriétaires du Domaine Granger inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Range V North, Saint-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3759-1970

L'Association des propriétaires du Lac d'Aigle inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Bergeron, contractor, 52 Smith, Jean Lamontagne, disbursing official, 589 Gamache, Raymond Gagné, life-insurer, 706 Bigonesse, and Jacques Thibeault, restaurateur, Aigle Lake, all four from Sept-Iles, for th following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "L'Association des propriétaires du Lac d'Aigle inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $20,000.

The head office of the corporation is at 439 Brochu Street, Sept-Ioes, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3094-1970

Association Fiscale Internationale
International Fiscal Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued

il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Henri-Paul Lemay, 426, Champageur, Outremont, Maurice Paquin, 467, Radisson, Mont-Saint-Hilaire, Micheline Corbeil, fille majeure, 3470, Stanley, Montréal, Michel Gilbert, 200, Elgar, app. 204, Ile-aux-Soeurs, Claude Camirand, 7614, Place Trudel, Brossard, et Pierre Messier, 7565, Lacordaire, app. 208, Saint-Léonard, tous six avocats, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées dans l'étude du droit international et comparé en matière de finances publiques et spécialement le droit fiscal international et comparé ainsi que les aspects financiers et économiques de la fiscalité, sous le nom de « Association Fiscale Internationale — International Fiscal Association ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 800, Place Victoria, suite 1025, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3755-1970

Association sportive St-Mathieu (Quartier St-Michel) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Rocco A. Luccisano, dessinateur, 7160, 10e avenue, Joseph Quinto, vérificateur, 7055, 6e avenue, tous deux de Montréal, et Yvon Perras, comptable, 11138, l'Archevêque, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Aider et encourager les jeunes sur les plans physique, social et sportif, sous le nom de « Association sportive St-Mathieu (Quartier St-Michel) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3925-1970

Assurix inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1970, constituant en corporation: Yvon Forget, courtier d'assurances, Josée Forget, secrétaire, épouse dudit Yvon Forget, tous deux de 4975, Pierre Bernard, et Pierre Robert, représentant, 2523, St-Donat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de gravures, images, peintures, dessins, cartes de toutes sortes, d'imprimerie en général et autres produits semblables, sous le nom de « Assurix inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 467 Radisson, Mont-Saint-Hilaire, Micheline Corbeil, spinster of the full age of majority, 3470 Stanley, Montreal, Michel Gilbert, 200 Elgar, Apt. 204, Ile-aux-Soeurs, Claude Camirand, 7614 Trudel Place, Brossard, and Pierre Messier, 7565 Lacordaire, Apt. 208, Saint-Léonard, all six advocates, for the following purposes:

To group the persons interested in studying international and comparative law in the field of public finance and specially international and comparative fiscal law, as well as all financial and economical points of view of fiscality, under the name of "Association Fiscale Internationale—International Fiscal Association".

The amount to which is limited the annual revenues from the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at 800 Victoria Place, suite 1025, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3755-1970

Association sportive St-Mathieu (Quartier St-Michel) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rocco A. Luccisano, draftsman, 7160, 10th Avenue, Joseph Quinto, verifier, 7055, 6th Avenue, both of Montreal, and Yvon Perras, accountant, 11138 l'Archevêque, Montreal North, for the following purposes:

To help and encourage youth on the physical, social and sports levels, under the name of "Association sportive St-Mathieu (Quartier St-Michel) inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3925-1970

Assurix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Forget, insurance broker, Josée Forget, secretary, wife of the said Yvon Forget, both of 4975 Pierre Bernard, and Pierre Robert, representative, 2523 St-Donat, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in engravings, pictures, paintings, drawings, cards of all kinds, printing in general and other related products, under the name of "Assurix inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 50, Place Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3506-1970

Atec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1970, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e rue, Québec, Marthe Lessard, 2440, Place Prevel, Sainte-Foy, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Atec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3433-1970

Audio Atlas Associates Ltd.
Audio Atlas associés ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Leonard Vallins, 5720, boulevard Décarie, Saul Schnapp, tous deux marchands, et Bernice Schnapp, secrétaire, veuve de Sam Bordensky, ces deux derniers du 5045, Clanranald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de disques, tourne-disques, instruments de musique, musique en feuilles, livres, revues, journaux, périodiques, magazines, films et publications de toutes sortes, sous le nom de « Audio Atlas Associates Ltd.— Audio Atlas associés ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5045, avenue Clanranald, bureau 103, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3374-1970

Auto-École Roubec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 27e jour d'août 1970, constituant en corporation: Serge Morin, 7305, Jean-Bordon, Rosaire Desbiens, 2121, St-Mathieu, et Jude Parent, 3025, Linton, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une école de conduite, sous le nom de « Auto-École Roubec inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 50 Crémazie Place, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3506-1970

Atec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Québec, Marthe Lessard, 2440 Place Prevel, St. Foy, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Atec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3433-1970

Audio Atlas Associates Ltd.
Audio Atlas associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leonard Vallins, 5720 Décarie Boulevard, Saul Schnapp, both merchants, and Bernice Schnapp, secretary, widow of Sam Bordensky, the latter two of 5045 Clanranald, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in records, record playing machines, musical instruments, sheet music, books, reviews, journals, periodicals, magazines, films and publications of all kinds, under the name of "Audio Atlas Associates Ltd.— Audio Atlas associés ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5045 Clanranald Avenue, suite 103, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3374-1970

Auto-École Roubec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Morin, 7305 Jean-Bordon, Rosaire Desbiens, 2121 St-Mathieu, and Jude Parent, 3025 Linton, all three advocates from Montreal, for the following purposes:

To operate a driving school, under the name of "Auto-École Roubec inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 6707, rue Paul-Émile Lamarche, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2490-1970

The head office of the company is at 6707 Paul-Émile Lamarche Street, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2490-1970

B & B Gift, Tobacco Variety Store Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Paul Scolieri, barbier, Batistina Cunsolo, ménagère, épouse dudit Paul Scolieri, tous deux du 7, Parklane, Charles G. Smith, électricien, et Eileen Betty Price, comptable, épouse dudit Charles G. Smith, ces deux derniers du 110, Belmont, tous les quatre de Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de nouveautés, de souvenirs et de tabac, sous le nom de « B & B Gift, Tobacco Variety Stone Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 7, Parklane, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 3881-1970

B & B Gift, Tobacco Variety Store Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Scolieri, barber, Batistina Cunsolo, housewife, wife of the said Paul Scolieri, both of 7 Parklane, Charles G. Smith, electrician, and Eileen Betty Price, bookkeeper, wife of the said Charles G. Smith, the latter two of 110 Belmont, all four of Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To operate a gift, tobacco and variety store, under the name of "B & B Gift, Tobacco Variety Store Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 7 Parklane, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3881-1970

Bauer International (Canada) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, Susan Levitski, étudiant, tous deux du 17, Normandy Drive, Mont-Royal, et Dorothy Gunston, secrétaire, 1444, Mackay, app. 903, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, graines, articles et marchandises, sous le nom de « Bauer International (Canada) Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3199-1970

Bauer International (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, Susan Levitsky, student, both of 17 Normandy Drive, Mount Royal, and Dorothy Gunston, secretary, 1444 Mackay, Apt. 903, Montreal, the latter two spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, grains, articles and merchandise, under the name of "Bauer International (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3199-1970

Beacon Bay Decor Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Jean L'Heureux, 613, avenue Argyle, Verdun, René Lefebvre, 3450, rue Borduas, Brossard, et Donald Nichols, 535, 33e avenue, app. 204, Lachine, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de marchands de meubles, sous le nom de « Beacon Bay Decor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et 370 actions privilégiées de $100 chacune.

Beacon Bay Decor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean L'Heureux, 613 Argyle Avenue, Verdun, René Lefebvre, 3450 Borduas Street, Brossard, and Donald Nichols, 535, 33rd Avenue, Apt. 204, Lachine, all three salesmen, for the following purposes:

To carry on business as furniture dealers, under the name of "Beacon Bay Decor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $10 each and 370 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Baie-d'Urfée, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 2518-1970

Bernard Beaudoin assurances inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 11e jour d'août 1970, constituant en corporation: Bernard Beaudoin, courtier d'assurance, Gracia Champoux, épouse dudit Bernard Beaudoin, tous deux de 1095, St-Louis, Joliette, et Agathe Champoux, fille majeure, 690, Brossard, Saint-Paul, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Bernard Beaudoin assurances inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et en 1,800 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3471-1970

Claude Bélanger inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour d'août 1970, constituant en corporation: Claude Bélanger, gérant, Noëlla Pelletier, ménagère, épouse dudit Claude Bélanger, tous deux de Saint-Damase-de-L'Islet, et André Bombardier, industriel, Valcourt, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de camions, tracteurs, automobiles, autos-neige, motocyclettes, véhicules de toutes sortes, engins et moteurs de tous genres, sous le nom de « Claude Bélanger inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Damase-de-L'Islet, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3641-1970

G. Bergeron automobile inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gaston Bergeron, vendeur, 364, François, Gérard Cadieux, représentant, 356, François, tous deux de Laval, Robert Bourret, 3645, Berne, Brossard, Roger Cadieux, 6201, boulevard Lasalle, Verdun, tous deux médecins, et Jean-Guy Richard, chauffeur, 1134, boulevard Duhamel, Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules de toutes sortes ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « G. Bergeron automobile inc. », avec un

The head office of the company is at Baie-d'Urfée, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 2518-1970

Bernard Beaudoin assurances inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Beaudoin, insurance broker, Gracia Champoux, wife of said Bernard Beaudoin, both of 1095 St-Louis, Joliette, and Agathe Champoux, spinster of the full age of majority, 690 Brossard, Saint-Paul, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Bernard Beaudoin assurances inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, 2,000 category "A" preferred shares of $1 each and into 1,800 category "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3471-1970

Claude Bélanger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Bélanger, manager, Noëlla Pelletier, housewife, wife of said Claude Bélanger, both of Saint-Damase-de-L'Islet, and André Bombardier, industrialist, Valcourt, for the following purposes:

To manufacture and deal in trucks, tractors, automobiles, snowmobiles, motorcycles, vehicles of all kinds, engines and motors of all sorts, under the name of "Claude Bélanger inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Damase-de-L'Islet, judicial district of Montmagny.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3641-1970

G. Bergeron automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Bergeron, salesman, 364 François, Gérard Cadieux, representative, 356 François, both of Laval, Robert Bourret, 3645 Berne, Brossard, Roger Cadieux, 6201 Lasalle Boulevard, Verdun, both physicians, and Jean-Guy Richard, chauffeur, 1134 Duhamel Boulevard, Ile-Perrot, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in motor vehicles of all kinds as well as in their accessories and parts, under the name of "G. Bergeron automobile inc.", with a total

capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3805, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal,

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3911-1970

Bergial administration inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1970, constituant en corporation: André Bergevin, administrateur, 8715, Barbeau, Saint-Léonard, Jean Yale, annonceur, 7710, De Vendeens, et Pierre Hogue, avocat, 7312, Champchevrier, ces deux derniers d'Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Bergial administration inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3873-1970

Blais & Langlois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Julien Langlois, Albert Langlois et Henri Blais, tous trois commerçants, de Saint-Félix-de-Dalquier, pour les objets suivants:

Exploiter des scieries, moulins à planer et moulins à pulpe, sous le nom de « Blais & Langlois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félix-de-Dalquier, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3258-1970

Fernand Bois ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1970, constituant en corporation: Michel Tessier, avocat, Paulette Gagnon, ménagère, épouse dudit Michel Tessier, tous deux de 167, Hudon, et Christiane Turcotte, secrétaire, fille majeure, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Fernand Bois ltée », avec un capital total de $70,000, divisé en 70,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac-des-Aigles, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3662-1970

capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3805 Verdun Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3911-1970

Bergial administration inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Bergevin, administrator, 8715 Barbeau, Saint-Léonard, Jean Yale, announcer, 7710 De Vendeens, and Pierre Hogue, advocate, 7312 Champchevrier, the latter two from Anjou, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Bergial administration inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3873-1970

Blais & Langlois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julien Langlois, Albert Langlois and Henri Blais, all three traders of Saint-Félix-de-Dalquier, for the following purposes:

To operate saw-mills, planishing-mills and pulp-mills, under the name of "Blais & Langlois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Félix-de-Dalquier, judicial district of Abitibi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3258-1970

Fernand Bois ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Tessier, advocate, Paulette Gagnon, housewife, wife of the said Michel Tessier, both of 167 Hudon, and Christiane Turcotte, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Rimouski, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Fernand Bois ltée", with a total capital stock of $70,000 divided into 70,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Lac-des-Aigles, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3662-1970

Boulangerie Au Vieux Four ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour de juin 1970, constituant en corporation: Laurent Piquette, comptable, Lorraine Piquette, ménagère, épouse dudit Laurent Piquette, tous deux de 965, Le Gardeur, Boucherville, et Louis Kilburg, représentant, 62, L'Anse Bleue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Au Vieux Four ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2560-1970

Boulangerie Au Vieux Four ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Piquette, accountant, Lorraine Piquette, housewife, wife of said Laurent Piquette, both of 965 Le Gardeur, Boucherville, and Louis Kilburg, representative, 62 L'Anse Bleue, Laval, for the following purposes:

To carry on business as bakers, biscuit makers and manufacturers, under the name of "Boulangerie Au Vieux Four ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2560-1970

Boutique chez Francine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Aimé Duclos, agent d'assurances, John Méthot, tous deux de 458, Arnaud, et Gérald Tremblay, 456, Arnaud, ces deux derniers comptables, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de robes, sous le nom de « Boutique chez Francine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 164, Montagnais Crescent, Shefferville, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3346-1970

Boutique chez Francine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aimé Duclos, insurance agent, John Méthot, both of 458 Arnaud, and Gérald Tremblay, 456 Arnaud, the latter two accountants, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To run workshops and dress shops, under the name of "Boutique chez Francine inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 164 Montagnais Crescent, Shefferville, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3346-1970

Boutique Lama inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Mustafa M. Kalille, 176, Merry sud, Magog, Marcel Kalille, tous deux commerçants, et Fatima Kalille, vendeuse, fille majeure, ces deux derniers de 101, Jane, Cowansville, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de robes, sous le nom de « Boutique Lama inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rock Forest, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3192-1970

Boutique Lama inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mustafa M. Kalille, 176 Merry South, Magog, Marcel Kalille, both traders, and Fatima Kalille, saleswoman, spinster of the full age of majority, the latter two from 101 Jane, Cowansville, for the following purposes:

To operate dress stores and shops, under the name of "Boutique Lama inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rock Forest, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3192-1970

Boutique Madame de la Place, ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

Boutique Madame de la Place, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1970, have been issued by the

il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Mervyn N. Rosenstein, 1307, Beauvais, Saint-Laurent, B. Robert Benson, 652, Lansdowne, Westmount, Judah Wolofsky, 5714, Melling, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Seymour Blumer, homme d'affaires, 5051, Glencairn, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Madame de la Place, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place du Saguenay, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3086-1970

Au Bouvillon Rouge de Matane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Claude Desrosiers, vendeur, 1904, boulevard Manicouagan, Hauterive, Roger Levasseur, notaire, 23, avenue Damasse Potvin, et Jocelyne St-Pierre, secrétaire, fille majeure, 2, Michel Hémon, ces deux derniers de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers licenciés, sous le nom de « Au Bouvillon Rouge de Matane inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3749-1970

Buffet Place Laurier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jean Roy, 3145, Des Galais, Camille Têtu, 1270, La Lorraine, tous deux pharmaciens, de Sainte-Foy, et Pierre Joli-Coeur, avocat, 1025, chemin St-Louis, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Buffet Place Laurier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2708-1970

C.Q. Minerals Limited
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mervyn N. Rosenstein, 1307 Beauvais, Saint-Laurent, B. Robert Benson, 652 Lansdowne, Westmount, Judah Wolofsky, 5714 Melling, Côte Saint-Luc, all three advocates, and Seymour Blumer, businessman, 5051 Glencairn, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of every kind, under the name of "Boutique Madame de la Place, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1 Place du Saguenay, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3086-1970

Au Bouvillon Rouge de Matane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Desrosiers, salesman, 1904 Manicouagan Boulevard, Hauterive, Roger Levasseur, notary, 23 Damasse Potvin Avenue, and Jocelyne St-Pierre, secretary, spinster of the full age of majority, 2 Michel Hémon, the latter two of Baie-Comeau, for the following purposes:

To do business as licensed grocers-butchers, under the name of "Au Bouvillon Rouge de Matane inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3749-1970

Buffet Place Laurier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Roy, 3145 Des Galais, Camille Têtu, 1270 La Lorraine, both pharmacists, of St. Foy, and Pierre Joli-Coeur, advocate, 1025 St. Louis Road, Sillery, for the following purposes:

To do business as restaurant-owners, under the name of "Buffet Place Laurier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2708-1970

C.Q. Minerals Limited
(No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institu-

jour d'août 1970, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, Montreal, pour les objets suivants:

Prospecter et faire des recherches pour trouver des mines et du minerai, sous le nom de « C.Q. Minerals Limited » (No personal liability), avec un capital divisé en 10,000,000 actions sans valeur nominale ou valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 800 ouest, boulevard Dorchester, bureau 2610, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 3651-1970

Cacciatore & Sons Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1970, constituant en corporation: Vincenzo Cacciatore, marchand, Domenica Borsellino, ménagère, épouse dudit Vincenzo Cacciatore, tous deux de 41, place Fabre, et Antonino Cacciatore, marchand, 3, Linton Drive, tous trois de Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Cacciatore & Sons Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3484-1970

Camping, Plage La Liberté inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Lucien Laliberté, 795, Centrale, Paul Laliberté, 665, Bazinet, tous deux de Saint-Joseph, et Noël Laliberté, Saint-Liboire, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de camping, sous le nom de « Camping, Plage La Liberté inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2996-1970

Capri Shirts Inc.
Chemises Capri inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 3e jour d'août 1970, constituant en corporation: André Laurin, 75, Glengarry, app. 105, J.-François De Grandpré, 1025, boulevard Graham, app. 8B, tous deux étudiants, et John L. Howard, avocat, 3445, avenue Ridgewood, app. 312, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

tions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, both attorneys, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "C.Q. Minerals Limited" (No personal liability), with a capital stock divided into 10,000,000 shares without nominal or par value.

The head office of the company is at 800 Dorchester Boulevard West, Suite 2610, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3651-1970

Cacciatore & Sons Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vincenzo Cacciatore, merchant, Domenica Borsellino, housewife, wife of the said Vincenzo Cacciatore, both of 41 Fabre Place, and Antonino Cacciatore, merchant, 3 Linton Drive, all three of Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Cacciatore & Sons Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3484-1970

Camping, Plage La Liberté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Laliberté, 795 Centrale, Paul Laliberté, 665 Bazinet, both of Saint-Joseph, and Noël Laliberté, Saint-Liboire, all three businessmen, for the following purposes:

To run camping grounds, under the name of "Camping, Plage La Liberté inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph, judicial district of Saint-Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2996-1970

Capri Shirts Inc.
Chemises Capri inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Laurin, 75 Glengarry, Apt. 105, J.-François De Grandpré, 1025 Graham Boulevard, Apt. 8B, both students, and John L. Howard, advocate, 3445 Ridgewood Avenue, Apt. 312, all three of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de chemises, robes et autres vêtements, sous le nom de « Capri Shirts Inc.— Chemises Capri inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 5840, Des Marronniers, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3210-1970

Centre de nettoyage Zenith ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: André Levesque, 2533, des Hospitalières, Sillery, Jean-G. Bergeron, 3136, Hochelega, tous deux avocats, et Lucie Marchand, secrétaire, fille majeure, 749, Cherbourg, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, nettoyeurs, presseurs, teinturiers et faire la réparation de vêtements, tissus, marchandises et ameublements de maison, sous le nom de « Centre de nettoyage Zenith ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3771-1970

Centre des Hôtesses Jocelyne Paquette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour d'août 1970, constituant en corporation: Robert Paquette, représentant, Jocelyne Paquette, secrétaire, fille majeure, tous deux de 8711, Souligny, et André-R. Comeau, avocat, 3777, St-Urbain, app. 507, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence d'hôtesses et promouvoir le recrutement et la formation de personnes désireuses de devenir hôtesses, sous le nom de « Centre des Hôtesses Jocelyne Paquette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1600, rue Berri, suite 201, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3564-1970

Centre du pneu Universel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Julien Gosselin, 866, Moreau, Sainte-Foy, Jean-Claude Bergeron, tous deux gérants, et Yvette Parent, ménagère, épouse dudit Jean-

To manufacture and deal in shirts, dresses and other clothing, under the name of "Capri Shirts Inc.— Chemises Capri inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 5840 Des Marronniers, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3210-1970

Centre de nettoyage Zenith ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lévesque, 2533 des Hospitalières, Sillery, Jean-G. Bergeron, 3136 Hochelega, both advocates, and Lucie Marchand, secretary, spinster of the full age of majority, 749 Cherbourg, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as launderers, cleaners, pressers, dyers and to repair clothing, woven materials, house goods and furnishings, under the name of "Centre de nettoyage Zenith ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2700 Laurier Boulevard, St. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3771-1970

Centre des Hôtesses Jocelyne Paquette inc.

Notice si given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Paquette, agent, Jocelyne Paquette, secretary, spinster of the full age of majority, both of 8711 Souligny, and André-R. Comeau, advocate, 3777 St-Urbain, Apt. 507, all three of Montreal, for the following purposes:

To run a hostess bureau and to promote the hiring and training of persons desirous of becoming hostesses, under the name of "Centre des Hôtesses Jocelyne Paquette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1600 Berri Street, suite 201, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3564-1970

Centre du pneu Universel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julien Gosselin, 866 Moreau, St. Foy, Jean-Claude Bergeron, both managers, and Yvette Parent, housewife, wife of said Jean-Claude Bergeron, the latter

Claude Bergeron, ces deux derniers de 1241, des Pins, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de pneus, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Centre du pneu Universel inc. »; avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3540-1970

Cercle culturel de la Petite Bourgogne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Germaine Dupuis, épouse de André Doré, 814, Georges Vanier, Adrienne Bonin, épouse de Jacques Aumont, 2370, St-Antoine, et Jeannine Gendreau, épouse de André Valino, 2368, St-Antoine, toutes trois ménagères, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un centre de loisirs, sous le nom de « Cercle culturel de la Petite Bourgogne inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 2461, St-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2280-1970

Chanteclerc Bar-B-Q inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Yvon Comtois, vendeur, 4513A, Bordeaux, André Couturier, commis, 3182, Rouville, tous deux de Montréal, et Tony Carobene, marchand-tailleur, 20, Morand, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Chanteclerc Bar-B-Q inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 80, rue St-Vincent, Sainte-Agathe, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 4010-1970

Charbonneau & Claude Plumbing Inc.
Plomberie Charbonneau & Claude inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1970, constituant en corporation: Antoine Charbonneau, J.-Pierre Charbonneau, tous deux de 255, Constantin, et J.-Claude Leclerc, 143, 3e avenue, tous trois administrateurs, de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

two of 1241 des Pins, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in tires, machines and all their accessories and parts, under the name of "Centre du pneu Universel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3540-1970

Cercle culturel de la Petite Bourgogne inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Germaine Dupuis, wife of André Doré, 814 Georges Vanier, Adrienne Bonin, wife of Jacques Aumont, 2370 St-Antoine, and Jeannine Gendreau, wife of André Valino, 2368 St-Antoine, all three housewives from Montreal, for the following purposes:

To establish and support a recreational centre, under the name of "Cercle culturel de la Petite Bourgogne inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $200,000.

The head office of the corporation is at 2461 St. James West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2280-1970

Chanteclerc Bar-B-Q inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Comtois, salesman, 4513A Bordeaux, André Couturier, clerk, 3182 Rouville, both of Montreal, and Tony Carobene, merchant-tailor, 20 Morand, Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Chanteclerc Bar-B-Q inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 80 St-Vincent Street, Sainte-Agathe, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 4010-1970

Charbonneau & Claude Plumbing Inc.
Plomberie Charbonneau & Claude inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antoine Charbonneau, J.-Pierre Charbonneau, both of 255 Constantin, and J.-Claude Leclerc, 143, 3rd Avenue, all three executives, of Saint-Eustache, for the following purposes:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et refrigération, sous le nom de « Charbonneau & Claude Plumbing Inc. — Plomberie Charbonneau & Claude inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3480-1970

Chaussures Universelles ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: J.-Marcel Lamoureux, représentant, Josette Degrugiliers, ménagère, épouse dudit J.-Marcel Lamoureux, tous deux de 8862, Meunier, et J.-Édouard Lamoureux, rentier, 2265, Sauriol est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Chaussures Universelles ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 48D, 4e sud, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3706-1970

Chenil Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Robert Lanctôt, avocat, Lise Gagné, technicienne en radiologie, épouse dudit Robert Lanctôt, tous deux de 375, de la Colline, et Solange Chabot, ménagère, épouse de Étienne Pesant, 1004, Desnoyers, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce dans toutes ses spécialités des animaux de race canine, sous le nom de « Chenil Laval inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3872-1970

Les Chouettes, boutique de décoration inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Pierre Cartier, professeur, Suzanne Larente, conseillère en décoration, épouse dudit Jean-Pierre Cartier, tous deux de 87, Labonté, et André-P. Dufresne, retraité, 169, Longueuil, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Charbonneau & Claude Plumbing Inc. — Plomberie Charbonneau & Claude inc.", with a total capital capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3480-1970

Chaussures Universelles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Marcel Lamoureux, agent, Josette Degrugiliers, housewife, wife of the said J.-Marcel Lamoureux, both of 8862 Meunier, and J.-Édouard Lamoureux, annuitant, 2265 Sauriol East, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all kinds of shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Chaussures Universelles ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 48D, 4th South, Roxboro, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3706-1970

Chenil Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Lanctôt, advocate, Lise Gagné, radiology technician, wife of said Robert Lanctôt, both of 375 de la Colline, and Solange Chabot, housewife, wife of Étienne Pesant, 1004 Desnoyers, all three of Laval, for the following purposes:

The dealing in and breeding of Canidae animals in all its specialties, under the name of "Chenil Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3872-1970

Les Chouettes, boutique de décoration inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Cartier, professor, Suzanne Larente, decorating counsellor, wife of said Jean-Pierre Cartier, both of 87 Labonté, and André-P. Dufresne, pensioner, 169 Longueuil, all three of Longueuil, for thefollowing purposes:

Exploiter une boutique de décoration, sous le nom de « Les Chouettes, boutique de décoration inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 115, St-Laurent ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3885-1970

Club auto-neige St-Valérien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Bienvenue, boucher, Normand Harnois, contremaître, tous deux de Saint-Valérien-de-Milton, et Fernand Chagnon, garagiste, Saint-Dominiuqe, pour les objets suivants:

Administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club auto-neige St-Valérien inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Valérien-de-Milton, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3528-1970

Club auto-neige Ville-Marie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Couture, électricien, 24, Chanoine Blais, André Blouin, conseiller, 44, Visitation, Georges Bélanger, 71b, St-Louis, tous trois de Lévis, Lionel Ruel, Saint-Charles, comté de Bellechasse, Vital Labrie, tous trois mécaniciens, Jean-Marie Demers, entrepreneur, Clément Dumont, menuisier, tous trois de Saint-Louis-de-Pintendre, et Rosaire Morin, vendeur, 7, boulevard Langelier, Lauzon, pour les objetsuivants:

Former et exploiter un clug sportif, sous le nom de « Club auto-neige Ville-Marie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3946-1970

Club d'auto-neige Corona inc.
Corona Snowmobile Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Robert Redmond, représentant de ventes, 4254, Henri Bourassa, app. 3, Nicole Rivest, technicienne en laboratoire, fille majeure, 7398, Pie IX,

To operate an ornementation shop, under the name of "Les Chouettes, boutique de décoration inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 115 St-Laurent West, Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3885-1970

Club auto-neige St-Valérien inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Bienvenue, butcher, Normand Harnois, foreman, both of Saint-Valérien-de-Milton, and Fernand Chagnon, garage keeper, Saint-Dominique, for the following purposes:

To administer a sport club and to promote in particular the sport of snow-mobile, under the name of "Club auto-neige St-Valérien inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $20,000.

The head office of the corporation is at Saint-Valérien-de-Milton, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3528-1970

Club auto-neige Ville-Marie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Couture, electrician, 24 Chanoine Blais, André Blouin, counsellor, 44 Visitation, Georges Bélanger, 71b, St-Louis, all three of Lévis, Lionel Ruel, Saint-Charles, county of Bellechasse, Vital Labrie, all three mechanics, Jean-Marie Demers, contractor, Clément Dumont, carpenter, all three of Saint-Louis-de-Pintendre, and Rosaire Morin, salesman, 7 Langelier Boulevard, Lauzon, for the following purposes:

To form and operate a sports club, under the name of "Club auto-neige Ville-Marie".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3946-1970

Club d'auto-neige Corona inc.
Corona Snowmobile Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Redmond, sales agent, 4254 Henri Bourassa, apt. 3, Nicole Rivest, laboratory technician, spinster of the full age of majority, 7398 Pie IX, apt. 5,

app. 5, Denis-J. Blagrave, mécanicien, 5130, 9e Avenue, tous trois de Montréal, et André Girard, restaurateur, Rawdon, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club d'auto-neige Corona inc.— Corona Snowmobile Club Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3778-1970

Le Club d'auto-neige du Canton de Ham inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Ghislain Guay, secrétaire, Hervé Lapointe, épicier, Raymond Paquet, agent d'assurance, Grégoire Lehouiller, journalier, Léo-Paul Dubois, tous cinq de Ham-Nord, Laurier Roy, Saint-Martyrs-Canadiens, Ovide Morin, tous trois camionneurs, Fernand Leblanc, et Hector Ramsay, ces deux derniers cultivateurs, ces trois derniers de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham, pour les objets suivants:

Exploiter un club de motos-neige, sous le nom de « Le Club d'auto-neige du Canton de Ham inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Ham-Nord, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3424-1970

Le Club des Chevaliers de St-Éphrem (Beauce) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: René Bélanger, assureur, Louis Bolduc, marchand, et Roger Bureau, menuisier, tous trois de Saint-Éphrem-de-Beauce, pour les objets suivants:

Organiser des manifestations pour recueillir des fonds pour aider les familles nécessiteuses de la paroisse, sous le nom de « Le Club des Chevaliers de St-Éphrem (Beauce) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Éphrem-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2873-1970

Le Club du Lac Brière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e

Denis-J. Blagrave, mechanic, 5130, 9th Avenue, all three of Montreal, and André Girard, restaurant-owner, Rawdon, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Club d'auto-neige Corona inc.— Corona Snowmobile Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rawdon, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3778-1970

Le Club d'auto-neige du Canton de Ham inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ghislain Guay, secretary, Hervé Lapointe, grocer, Raymond Paquet, insurance agent, Grégoire Lehouiller, labourer, Léo-Paul Dubois, all five of Ham-North, Laurier Roy, Saint-Martyrs-Canadiens, Ovide Morin, all three truckers, Fernand Leblanc, and Hector Ramsay, the latter two farmers, the latter three of Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham, for the following purposes:

To operate a snow-mobile club, under the name of "Le Club d'auto-neige du Canton de Ham inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is of $40,000.

The head office of the corporation is at Ham-North, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3424-1970

Le Club des Chevaliers de St-Éhprem (Beauce) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Bélanger, insurer, Louis Bolduc, dealer, and Roger Bureau, carpenter, all three of Saint-Éphrem-de-Beauce, for the following purposes:

To organize manifestations to collect funds for the needy families of the parish, under the name of "Le Club des Chevaliers de St-Éphrem (Beauce) inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $25,000.

The head office of the corporation is at Saint-Éphrem-de-Beauce, judicial district of Beauce.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2873-1970

Le Club du Lac Brière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Compa-

jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Desbiens, commerçant, 12, rue Truchon, Jonquière, Lucien Bouchard, concierge, 213, Lamarche, Arvida, et Lucien Cormier, ouvrier, 84, rue Cabot, Kénogami, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif, sous le nom de « Le Club du Lac Brière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3377-1970

Le Club Lambert Closse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Ste-Marie, assistant syndic, 288, Lespérance, Pierre Busseau, ingénieur, 180, Putney, tous deux de Saint-Lambert, et André Renaud, avocat, 5560, Verdi, Brossard, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Le Club Lambert Closse inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3907-1970

Club nautique de Sacré-Coeur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Tremblay, professeur, Raymond Deschênes, épicier, Camille Deschênes, vendeur, et Jean-Marc Hovington, fonctionnaire, tous quatre de Sacré-Coeur-de-Jésus, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promoumoir en particulier le sport nautique, sous le nom de « Club nautique de Sacré-Coeur inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Sacré-Coeur-de-Jésus, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3887-1970

Club Optimiste Mille-Isles, Laval

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Alberte Desjardins, fille majeure, 1424, 95e avenue, tous deux de Laval, et Denise Valiquette, veuve de Georges Dagenais, 1681,

nies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri Desbiens, trader, 12 Truchon Street, Jonquière, Lucien Bouchard, janitor, 213 Lamarche, Arvida, and Lucien Cormier, workman, 84 Cabot Street, Kénogami, for the following purposes:

To operate a sport club, under the name of "Le Club du Lac Brière inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $10,000.

The head office of the corporation is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3377-1970

Le Club Lambert Closse inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Ste-Marie, assistant trustee, 288 Lespérance, Pierre Busseau, engineer, 180 Putney, both of Saint-Lambert, and André Renaud, advocate, 5560 Verdi, Brossard, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Le Club Lambert Closse inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3907-1970

Club nautique de Sacré-Coeur inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Tremblay, professor, Raymond Deschênes, grocer, Camille Deschênes, salesman, and Jean-Marc Hovington, functionary, all four of Sacré-Coeur-de-Jésus, for the following purposes:

To form and operate a sports club and to promote aquatic sports in particular, under the name of "Club nautique de Sacré-Coeur inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Sacré-Coeur-de-Jésus, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3887-1970

Club Optimiste Mille-Isles, Laval

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Lalande, advocate, 1, Place Laval, Alberte Desjardins, spinster of the full age of majority, 1424, 95th Avenue, both of Laval, and Denise Valiquette, widow of Georges

Sauvé, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme une philosophie de vie et promouvoir un intérêt actif dans les bonnes affaires gouvernementales et civiques, sous le nom de « Club Optimiste Mille-Isles, Laval ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 272-1970

Dagenais, 1681 Sauvé, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life and to promote an active interest in governmental and civic affairs, under the name of "Club Optimiste Mille-Isles, Laval".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 272-1970

Le Coin des Jeunes de St-Eustache inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: André Desroches, comptable, Sylvia Lamarre, marchande, épouse dudit André Desroches, tous deux de 217, De Bellefeuille, Saint-Eustache, et Gisèle Jobin, ménagère, épouse de Denis Roy, 4240, 1re avenue, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour enfants et adolescents, sous le nom de « Le Coin des Jeunes de St-Eustache inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 315, boulevard Arthur Sauvé, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3798-1970

Le Coin des Jeunes de St-Eustache inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Desroches, accountant, Sylvia Lamarre, trader, wife of said André Desroches, both of 217 De Bellefeuille, Saint-Eustache, and Gisèle Jobin, housewife, wife of Denis Roy, 4240, 1st Avenue, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing for children and adolescents, under the name of "Le Coin des Jeunes de St-Eustache inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 315 Arthur Sauvé Boulevard, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3798-1970

La Compagnie de construction les 88 inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1970, constituant en corporation: Pierre Sauvé, avocat, 11831, Bois de Boulogne, Huguette Allard, 2146, Darling, Louise Baribeau, 3063, Bossuet, toutes deux filles majeures, tous trois de Montréal, et Mireille Pelletier, épouse de Denis Doré, 558, Goyette, app. 1, Longueuil, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble de construction et de placement, sous le nom de « La Compagnie de construction les 88 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 180, boulevard Ducharme, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3565-1970

La Compagnie de construction les 88 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Sauvé, advocate, 11831 Bois de Boulogne, Huguette Allard, 2146 Darling, Louise Baribeau, 3063 Bossuet, both spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, and Mireille Pelletier, wife of Denis Doré, 558 Goyette, Apt. 1, Longueuil, the latter three secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "La Compagnie de construction les 88 inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 180 Ducharme Boulevard, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3565-1970

Le Consortium de recherche sur l'eau

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e

Le Consortium de recherche sur l'eau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Larkin Kerwin, 2166, Parc Bourbonnière, Sillery, André Laprade, 733, 30e Avenue, Lasalle, Maurice L'Abbé, 5625, Canterbury, Montréal, Stanley B. Frost, 5, Granville Road, Hampstead, tous quatre administrateurs, Raymond Desrochers, 1899, Rochefoucault, Sherbrooke, et Arthur N. Langford, 41, Cloughlin, Lennoxville, ces deux derniers professeurs, pour les objets suivants:

Promouvoir la recherche sur l'eau, sous le nom de « Le Consortium de recherche sur l'eau ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3076-1970

and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Larkin Kerwin, 2166 Parc Bourbonnière, Sillery, André Laprade, 733, 30th Avenue, Lasalle, Maurice L'Abbé, 5625 Canterbury, Montreal, Stanley B. Frost, 5 Granville Road, Hampstead, all four directors, Raymond Desrochers, 1899 Rochefoucault, Sherbrooke, and Arthur N. Langford, 41 Cloughlin, Lennoxville, the latter two professors, for the following purposes:

To promote water research, under the name of "Le Consortium de recherche sur l'eau".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $10,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3076-1970

Les constructions Fagi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: René Phaneuf, entrepreneur, 420, Laflamme, La Providence, Roger Girouard, courtier en immeubles, 450, Millette, et Manon Dufresne, secrétaire, épouse de Normand Lacoursière, 875, Rouleau, ces deux derniers de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les constructions Fagi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3687-1970

Les constructions Fagi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Phaneuf, contractor, 420 Laflamme, La Providence, Roger Girouard, real estate broker, 450 Millette, and Manon Dufresne, secretary, wife of Normand Lacoursière, 875 Rouleau, the latter two of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les constructions Fagi inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3687-1970

Coordination et Intégration des techniques de l'environnement (C.I.T.E.) ltée
Coordination and Integration of the Technique of Environment (C.I.T.E.) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 11e jour d'août 1970, constituant en corporation: Gérard Notebaert, architecte, 4900, Victoria, Montréal, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Saint-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires dans toutes les branches de la coordination et de l'intégration des techniques de l'environnement, sous le nom de « Coordination et Intégration des techniques de l'environnement (C.I.T.E.) ltée — Coordination and Integration of the Technique of Environment (C.I.T.E.) Ltd. », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 100,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Coordination et Intégration des techniques de l'environnement (C.I.T.E.) ltée
Coordination and Integration of the Technique of Environment (C.I.T.E.) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Notebaert, architect, 4900 Victoria, Montreal, Maurice Martel, advocate, 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business in all branches of the coordination and integration of the techniques of environment, under the name of "Coordination et Intégration des techniques de l'environnement (C.I.T.E.) ltée — Coordination and Integration of the Technique of Environment (C.I.T.E.) Ltd.", with a capital divided into 100,000 common shares without nominal value and 100,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 2011, de Salaberry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3473-1970

The head office of the company is at 2011 De Salaberry, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3473-1970

L.-P. Croteau et fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Louis-Philippe Croteau, 1605, St-Aimé, Richard Croteau, 853C, boulevard des Chutes, tous deux hommes d'affaires, de Drummondville-Sud, et Omer Croteau, comptable, 1548, chemin Normand, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et bétail de toutes sortes, sous le nom de « L.-P. Croteau et fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $2 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1605, rue St-Aimé, Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3649-1970

L.-P. Croteau et fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Philippe Croteau, 1605 St-Aimé, Richard Croteau, 853C Des Chutes Boulevard, both businessmen, of Drummondville-South, and Omer Croteau, accountant, 1548 Normand Road, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of food products, groceries, meats, poultry and livestocks, under the name of "L.-P. Croteau et fils ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $2 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1605 St-Aimé Street, Drummondville-South, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2649-1970

Danhec Finance (International) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1970, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, Sherbrooke, et Solange Crête, 202, Monseigneur-Durand, Coaticook, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de finance; manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Danhec Finance (International) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 826 sud, Belvédère, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3794-1970

Danhec Finance (International) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, Sherbrooke, and Solange Crête, 202 Monseigneur Durand, Coaticook, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company; to manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Danhec Finance (International) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 826 Belvédère South, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3794-1970

Décor mur à mur L.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Pierre Noreau, représentant, Micheline Larocque, ménagère, épouse dudit Pierre Noreau, tous deux de 7157, Candiac, Saint-Léonard, Louis Décarie, représentant, et Gail Burk, ménagère, épouse dudit Louis Décarie, ces deux derniers de 2055, Dutrisac, app. 311, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Décor mur à mur L.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Noreau, representative, Micheline Larocque, housewife, wife of said Pierre Noreau, both of 7157 Candiac, Saint-Léonard, Louis Décarie, representative, and Gail Burk, housewife, wife of said Louis Décarie, the latter two from 2055 Dutrisac, Apt. 311, Saint-Laurent, for the following purposes:

Agir comme conseiller en décoration intérieure résidentielle et commerciale, sous le nom de « Décor mur à mur L.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 7,200 actions ordinaires de $5 chacune et en 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 378, rue Ste-Anne, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3948-1970

To act as interior, residential and commercial decoration counsellors, under the name of "Décor mur à mur L.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 7,200 common shares of $5 each and into 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 378 Ste-Anne Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3948-1970

Gaétan Desjardins inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gaétan Desjardins, entrepreneur, Gisèle Giroux, ménagère, épouse dudit Gaétan Desjardins, tous deux de 1699, boulevard 41, et Gabriel Desjardins, soudeur, 1679, boulevard 41, tous trois de Saint-Antoine-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Gaétan Desjardins inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1699, boulevard 41, Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 4553-1967

Gaétan Desjardins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Desjardins, contractor, Gisèle Giroux, housewife, wife of said Gaétan Desjardins, both of 1699, 41 Boulevard, and Gabriel Desjardins, welder, 1679, 41 Boulevard, all three of Saint-Antoine-des-Laurentides, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and to deal in all kinds of materials, under the name of "Gaétan Desjardins inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1699 41, Boulevard, Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 4553-1967

Dorac Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Blaise Juillet, ingénieur, 71, Galt, Françoise Juillet, secrétaire, fille majeure, 80, Vaudreuil, et Robert Juillet, laitier, 124, Galt, tous trois de Dorion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Dorac Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 71, rue Galt, Dorion, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 1586-1970

Dorac Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Blaise Juillet, engineer, 71 Galt, Françoise Juillet, secretary, spinster of the full age of majority, 80 Vaudreuil, and Robert Juillet, milkman, 124 Galt, all three of Dorion, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Dorac Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 71 Galt Street, Dorion, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 1586-1970

F. Drapeau transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation: François Drapeau, manufacturier, Rhéa Daunais, ménagère, épouse dudit François Drapeau, et André St-Pierre, chauffeur, tous trois de Sainte-Julie, comté de Verchères, pour les objets suivants:

F. Drapeau transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Drapeau, manufacturer, Rhéa Daunais, housewife, wife of said François Drapeau, and André St-Pierre, chauffeur, all three of Sainte-Julie, county of Verchères, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « F. Drapeau transport inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Julie, comté de Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3895-1970

Paul Drolet limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 27e jour d'août 1970, constituant en corporation: Paul Drolet, homme d'affaires, Lisette Jean, commis, épouse dudit Paul Drolet, tous deux de 143, Powell, et Onésime Drolet, rentier, 116, Davis, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication et des articles, machines, appareils, meubles et équipement de bureau, sous le nom de « Paul Drolet limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3697-1970

L'École de voile du Lac St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Lessard, contremaître, 375, St-Sacrement, Yves Garon, métallurgiste, 345, Bourgeois, et Gaston Harvey, avocat, 70, Sacré-Coeur, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la voile, sous le nom de « L'École de voile du Lac St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3631-1970

Les entrepôts d'alimentation Bonis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 19e jour d'août 1970, constituant en corporation: Jean-Guy Provencher, avocat, 24, Beauchesne, app. 3, Arthabaska, André Bellavance, fille majeure, 89A, Perreault, et Angèle Bérubé, épouse de Michel Jolicoeur, route rurale 1, case postale 274, ces deux dernières secrétaires, de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Les entrepôts d'alimentation Bonis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000

To carry on business as a transport company, under the name of "F. Drapeau transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Julie, county of Verchères, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3895-1970

Paul Drolet limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Drolet, businessman, Lisette Jean, clerk, wife of the said Paul Drolet, both of 143 Powell and Onésime Drolet, annuitant, 116 Davis, all three of Alma, for the following purposes:

To manufacture and deal in tape-recording machines, equipment used in communications and articles, machines, appliances, furniture and office equipment, under the name of "Paul Drolet limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3697-1970

L'École de voile du Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roland Lessard, foreman, 375 St. Sacrement, Yves Garon, metallurgist, 345 Bourgeois, and Gaston Harvey, advocate, 70 Sacré-Coeur, all three of Alma, for the following purposes:

To operate a sport club and to promote particularly sailing sport, under the name of "L'École de voile du Lac St-Jean inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3631-1970

Les entrepôts d'alimentation Bonis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Provencher, advocate, 24 Beauchesne, Apt. 3, Arthabaska, André Bellavance, spinster of the full age of majority, 89A Perreault, and Angèle Bérubé, wife of Michel Jolicoeur, Rural Route 1, Post Office Box 274, the latter two secretaries of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Les entrepôts d'alimentation Bonis inc.", with a total capital stock of $40,000,

actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 419, rue Notre-Dame est, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3589-1970

divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 419 Notre-Dame Street East, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3589-1970

L'entreprise B.D.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette-Dagenais, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers de débosselage, de soudure, de mécanique et de peinture, sous le nom de « L'entreprise B.D.L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10549, rue Bellevois, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3758-1970

L'entreprise B.D.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette-Dagenais, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two secretaries from Montreal, for the following purposes:

To operate repair, welding, mechanical and paint workshops, under the name of "L'entreprise B.D.L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 10549 Bellevois Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3758-1970

Les entreprises G.C.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Aimé Duclos, agent d'assurances, John Méthot, tous deux de 458, Arnaud, et Gérald Tremblay, 456, Arnaud, ces deux derniers comptables, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Les entreprises G.C.L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 663, avenue Brochu, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3348-1970

Les entreprises G.C.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aimé Duclos, insurance agent, John Méthot, both of 458 Arnaud, and Gérald Tremblay, 456 Arnaud, the latter two accountants, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Les entreprises G.C.L. inc.", with a total capital stock of $40,000,divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 663 Brochu Avenue, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3348-1970

Les entreprises des consommateurs du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 17e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Jean-Marc Saucier, commerçant, 10180, Curotte, Paul Alarie, 10517, Verville, tous deux de Montréal, et André Brunet, 3981, Denomme, app. 1, Montréal-Nord, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Les entreprises des consommateurs du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Saucier, trader, 10180 Curotte, Paul Alarie, 10517 Verville, both of Montreal, and André Brunet, 3981 Denomme, Apt. 1, Montreal North, the latter two salesmen, for the following purposes:

Faire le commerce de meubles, stéréos, téléviseurs et appareils électriques et toutes autres sortes de marchandises, sous le nom de « Les entreprises des consommateurs du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3150-1970

Les entreprises Hampton ltée
Hampton Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1970, constituant en corporation: Richard Teodori, 2220, avenue Clifton, Montréal: Thomas Lawrence Teodori, tous deux constructeurs, et Patricia Teodori, ménagère, épouse dudit Thomas Lawrence Teodori, ces deux derniers du 485, Fothergill, LaSalle, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Hampton ltée — Hampton Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 2820-1970

Les entreprises Mc'Vi ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, Sherbrooke, et Solange Crête, 202, Monseigneur Durand, Coaticook, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de produits, articles ou marchandises, sous le nom de « Les entreprises Mc'Vi ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $99 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, rue Jacques-Cartier, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3068-1970

Les entreprises Thibeault & Tremblay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Émile Thibeault, Gilles Thibeault, tous deux de 36, St-Mathieu, Jonquière, et Georges-

To deal in furniture, stereos, televisions and electric appliances and all other kinds of goods, under the name of "Les entreprises des consommateurs du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, dividedinto 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3150-1970

Les entreprises Hampton ltée
Hampton Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Teodori, 2220 Clifton Avenue, Montreal, Thomas Lawrence Teodori, both builders, and Patricia Teodori, housewife, wife of the said Thomas Lawrence Teodori, the latter two of 485 Fothergill, Lasalle, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Hampton ltée — Hampton Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 2820-1970

Les entreprises Mc'Vi ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, R. R. 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, Sherbrooke, and Solange Crête, 202 Monseigneur Durand, Coaticook, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all kinds of products, articles or merchandise, under the name of "Les entreprises Mc'Vi ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $99 each.

The head office of the company is at 65 Jacques-Cartier Street, Saint-Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3068-1970

Les entreprises Thibeault & Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Thibeault, Gilles Thibeault, both of 36 St-Mathieu, Jonquière, and Georges-Henri Trem-

Henri Tremblay, 264, des Champs-Élysées, Chicoutimi, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Thibeault & Tremblay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3855-1970

blay, 264 des Champs-Élysées, Chicoutimi, all three contractors, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Thibeault & Tremblay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3855-1970

Les industries Nalec ltée
Nalec Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Georges-J. Langlois, 179, Des Marguerites, Châteauguay, Gaétan Chartrand, 13213, Maplewood, Pierrefonds, Michel Trahan, 9647, Merrit, Montréal, et Florent Benoit, 122, De Gaule, Repentigny, tous quatre administrateurs, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils d'intercommunication et autres articles, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les industries Nalec ltée — Nalec Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1820, rue Villeray, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3868-1970

Les industries Nalec ltée
Nalec Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-J. Langlois, 179 Des Marguerites, Châteauguay, Gaétan Chartrand, 13213 Maplewood, Pierrefonds, Michel Trahan, 9647 Merrit, Montreal, and Florent Benoit, 122 De Gaule, Repentigny, all four directors, for the following purposes:

To manufacture and deal in intercommunication apparatus and other articles, products and goods of all kinds, "Les industries Nalec ltée — Nalec Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1820 Villeray Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3868-1970

Terry Evanshen Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Yves L'Anglais, avocat, 4257, Jean-Brillant, Steven Stieber, étudiant, 3430, Ellendale, et Carol Partridge, secrétaire, fille majeure, 2240, Madison, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des services de gérance, surveillance, consultation ou autres à toutes sortes de compagnie, corporation, société, personne ou personnes, ou entreprises, sous le nom de « Terry Evanshen Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, carré Victoria, bureau 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3776-1970

Terry Evanshen Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves L'Anglais, advocate, 4257 Jean-Brillant, Steven Stieber, student, 3430 Ellendale, and Carol Partridge, secretary, spinster, 2240 Madison, all three of Montreal, for the following purposes:

To render managerial, supervisory, consultant or other services to any other company, corporation, firm, person or persons, or business, under the name of "Terry Evanshen Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3776-1970

F.P. Auto Leasing Ltd.
Location d'auto F.P. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1970, constituant en corporation: Billy Mauer, avocat, 28, avenue Franklin, Mont-Royal, Herschel Gavsie, étudiant en droit, 4655 avenue Bonavista, app. 402, et Susan Brickland, secrétaire, célibataire, 5311 ouest, rue Sherbrooke, app. 815, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Entretenir, développer, administrer, vendre toutes propriétés, mobilières ou immobilières, biens immobiliers ou personnels ou en disposer autrement, et généralement en faire le commerce, sous le nom de « F.P. Auto Leasing Ltd.— Location d'auto F.P. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 925, boulevard Laurentien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3545-1970

F.P. Auto Leasing Ltd.
Location d'auto F.P. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Billy Mauer, advocate, 28 Franklin Avenue, Mount Royal, Herschel Gavsie, law student, 4655 Bonavista Avenue, Apt. 402, and Susan Brickland, secretary, spinster, 5311 Sherbrooke Street West, Apt. 815, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To maintain, develop, administer, sell or otherwise dispose of and generally deal in and with any and all property, movable and immovable, real or personal, under the name of "F.P. Auto Leasing Ltd.— Location d'auto F.P. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 925 Laurentian Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3545-1970

Fininvest Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18e jour d'août 1970, constituant en corporation: David Corb, comptable, 27, Belcourt, Dollard-des-Ormeaux, Morton Jurbin, courtier, 3805, Marlowe, et Rudy Kozel, commerçant, 159, Sherbrooke est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Fininvest Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2990-1970

Fininvest Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Corb, accountant, 27 Belcourt, Dollard-des-Ormeaux, Morton Jurbin, broker, 3805 Marlowe, and Rudy Kozel, trader, 159 Sherbrooke East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Fininvest Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2990-1970

Fortenna Development & Associates Inc.
Développement Fortenna & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1970, constituant en corporation: Doug McLean, acheteur, Louise McLean, épouse dudit Doug McLean, tous deux de 55, d'Auvergne, Touraine, et Doug Jacques, 351, rue Richelieu, Vanier, Ontario, ces deux derniers professeurs, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Fortenna Development & Associates Inc. — Développment Fortenna & associés inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Fortenna Development & Associates Inc.
Développement Fortenna & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Doug McLean, purchasing agent, Louise McLean, wife of the said Doug McLean, both of 55 D'Auvergne, Touraine, and Doug Jacques, 351 Richelieu Street, Vanier, Ontario, the latter two teachers, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Fortenna Development & Associates Inc.— Développement Fortenna & associés inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 5,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 55, d'Auvergne, Touraine, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3454-1970

C. & G. Fortin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10e jour d'août 1970, constituant en corporation: Clément Fortin, 12037, Albert Duquesne, Montréal-Nord, Gaétan Fortin, 2830, Dollard, Laval, tous deux industriels, et Michael Rusko, avocat, 1390, avenue des Pins, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous genres de fenêtres, portes, auvents, panneaux, et autres objets utilisés en construction, sous le nom de « C. & G. Fortin inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3474-1970

Fredbois Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1970, constituant en corporation: Jack Friedman, George Friedman, tous deux constructeurs, 3194, avenue Kent, et Lenke Breiner, ménagère, épouse d'Imra Breiner, 360, Brighton, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Fredbois Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3194, avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3644-1970

A. G. Gagnon ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: André-G. Gagnon, gérant, Claire Grenier, secrétaire, épouse dudit André-G. Gagnon, tous deux de 540, Bellevue, et Paul Gagnon, mécanicien, 560, Frontenac, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de pièces d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « A. G. Gagnon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at 55 D'auvergne, Touraine, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3454-1970

C. & G. Fortin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Fortin, 12037, Albert Duquesne, Montreal-North, Gaétan Fortin, 2830 Dollard, Laval, both industrialists, and Michael Rusko, advocate, 1390 Des Pins Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of windows, doors, awirings, panels and other things used in construction, under the name of "C. & G. Fortin inc.", with a capital divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3474-1970

Fredbois Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Friedman, George Friedman, both builders, of 3194 Kent Avenue, and Lenke Breiner, housewife, wife of Imra Breiner, 360 Brighton, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Fredbois Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3194 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3644-1970

A. G. Gagnon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-G. Gagnon, manager, Claire Grenier, secretary, wife of the said André-G. Gagnon, both of 540 Bellevue, and Paul Gagnon, mechanic, 560 Frontenac, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobile, motor and machine parts and all their accessories, under the name of "A. G. Gagnon ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 538, rue Bellevue, Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3802-1970

Globe Circulation Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Mike Rosenbloom, 7908, chemin Westbrooke, Côte Saint-Luc, Pierre Provencher, 723, 26e avenue, Lachine, et Jack Mandelker, 4931, avenue Kent, Montréal, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Imprimer, publier, vendre des livres scolaires, éducatifs et autres revues, périodiques et imprimés de toutes sortes, et en faire le commerce, sous le nom de « Globe Circulation Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 625, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 3320-1970

Golden Joy Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1970, constituant en corporation: Ung Hee Ming, aide-cuisinier, Norman Kwan Moon Seen, tous deux de 374, Labadie, Woo Wai Keung, tous deux restaurateurs, et Woo Bing Tow, aide-cuisinier, ces deux derniers du 4656, Jeanne-Mance, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir restaurant, sous le nom de « Golden Joy Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4697 est, Henri-Bourassa, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3378-1970

The Golden Way Jewellery Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Vittorio Aldo Roberto Arcangeli, Constantina Facchino, épouse dudit Vittorio Aldo Roberto Arcangeli, tous deux bijoutiers, du 7423, Cellier, Anjou, et Gerald Friedlansky, notaire, 5947, avenue du Parc, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir bijoutiers, orfèvres, diamantaires, sertisseurs de pierres précieuses, horlogers et artisans de l'or, sous le nom de « The Golden Way Jewellery Co. Ltd. », avec un capital total

The head office of the company is at 538 Bellevue Street, Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3802-1970

Globe Circulation Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mike Rosenbloom, 7908 Westbrooke Road, Côte Saint-Luc, Pierre Provencher, 723, 26th Avenue, Lachine, and Jack Mandelker, 4931 Kent Avenue, Montreal, all three executives, for the following purposes:

To print, publish, sell and otherwise deal in school, college and other books and magazines, periodicals and printed matter generally, under the name of "Globe Circulation Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1440 St. Catherine Street West, Suite 625, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3320-1970

Golden Joy Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ung Hee Ming, kitchen helper, Norman Kwan Moon Seen, both of 374 Labadie, Woo Wai Keung, both restaurateurs, and Woo Bing Tow, kitchen helper, the latter two of 4656 Jeanne-Mance, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Golden Joy Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 4697 Henri-Bourassa East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3378-1970

The Golden Way Jewellery Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vittorio Aldo Roberto Arcangeli, Constantina Facchino, wife of the said Vittorio Aldo Roberto Arcangeli, both jewellers, of 7423 Cellier, Anjou, and Gerald Friedlansky, notary, 5947 Park Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, silversmiths, diamond merchants, stone setters, watchmakers and gold craftsmen, under the name of "The Golden Way Jewellery Co. Ltd.", with a total

de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7423, rue Cellier, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3036-1970

Golmor Mfg Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1970, constituant en corporation: Eli Michael Berger, 4840, chemin de la côte Saint-Luc, app. 502, Montréal, Larry Samuel Sazant, 40, Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, et Micheline D. Lamarche, secrétaire, épouse divercée de Victor Desjatnyk, 12, avenue Coolbreeze, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de vêtements, vêtements sport pour femmes et pour hommes, articles vestimentaires pour enfants, tissus, articles et marchandises, sous le nom de « Golmor Mfg Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 2889-1970

Grynspan Holdings Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1970, constituant en corporation: Samuel Stein, 196, chemin Harland, Hampstead, Alan M. Stein, 5042, Ponsard, et Irwin Rudick, 6637, Bailey, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Grynspan Holdings Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 15,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 2825-1970

Gui-Jex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacques Taschereau, 315, avenue Laurier, François Rainville, 1348, Frontenac, tous deux notaires, de Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 7423 Cellier Street, Anjou, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3036-1970

Golmor Mfg Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eli Michael Berger, 4840 Côte Saint-Luc Road, Apt. 502, Montreal, Larry Samuel Sazant, 40 Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, and Micheline D. Lamarche, secretary, divorced wife of Victor Desjatnyk, 12 Coolbreeze Avenue, Pointe-Claire, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of garments, ladies' and men's sportwear, children's articles of clothing, fabrics, materials and articles, under the name of "Golmor Mfg Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 2889-1970

Grynspan Holdings Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel Stein, 196 Harland Road, Hampstead, Alan M. Stein, 5042 Ponsard, and Irwin Rudick, 6637 Bailey, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Grynspan Holdings Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each, 15,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 15,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 2825-1970

Gui-Jex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Taschereau, 315 Laurier Avenue, François Rainville, 1348 Frontenac, both notaries from Québec, and Pauline Cantin, secretary, spinster of the full age of majority, 300 Valcartier, Loretteville, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Gui-Jex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3943-1970

Les immeubles J.D.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacques Demontigny, gérant, 679, Gamache, Denis Langlais, employé de Iron Ore Company, 494, Franquelin, app. 314, et Micheline Rioux, secrétaire, fille majeure, 230, Gallant, app. 7, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les immeubles J.D.L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 278, avenue Cartier, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3441-1970

Importations France-Québec inc.
France-Québec Importation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacques Larivière, 352, boulevard Quinn, André St-Jacques, 154, Anjou, tous deux avocats, de Longueuil, et Nicole Giroux, secrétaire, fille majeure, 26, Fréchette, Boucherville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Importations France-Québec inc. — France-Québec Importation Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1322, rue Chabanel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3803-1970

L'Information de l'Est, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Bernard Gratton, 1740, Boucherville, Saint-Bruno, William G. Morris, 115, Westcliffe, Pointe-Claire, tous deux avocats, et Ginette

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Gui-Jex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

36823 3943-1970

Les immeubles J.D.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Demontigny, manager, 679 Gamache, Denis Langlais, employee of Iron Ore Company, 494 Franquelin, Apt. 314, and Micheline Rioux, secretary, spinster of the full age of majority, 230 Gallant, Apt. 7, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les immeubles J.D.L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 278 Cartier Avenue, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

36823 3441-1970

Importations France-Québec inc.
France-Québec Importation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Larivière, 352 Quinn Boulevard, André St-Jacques, 154 Anjou, both advocates, of Longueuil, and Nicole Giroux, secretary, spinster of the full age of majority, 26 Fréchette, Boucherville, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Importations France-Québec inc. — France-Québec Importation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1322 Chabanel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

36823 3803-1970

L'Information de l'Est, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Gratton, 1740 Boucherville, Saint-Bruno, William G. Morris, 115 Westcliffe, Pointe-Claire, both advocates, and Ginette Gravel, secretary, spinster

Gravel, secrétaire, fille majeure, 1225, Gilford, app. 25, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces connexes, sous le nom de « L'Information de l'Est, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3812-1970

Jerana Fashions Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Jerry Hodess, gérant, 17, place Fabre, Dollard-des-Ormeaux, Irwin Rudick, 6637, chemin Baily, Côte Saint-Luc, John J. Swidler, 6252, avenue Westbury, tous deux avocats, et Jana Kanturek, mannequin, fille majeure, 3463, Sainte-Famille, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de robes pour dames et de vêtements sport de toute description, sous le nom de « Jerana Fashions Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3777-1970

La Jeune Chambre de Saint-Laurent inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Houde, représentant, 2687, Toupin, Jean-Jacques Desrochers, courtier d'assurances, 196, boulevard Deguire, et Pierre Mondor, avocat, 1665, de l'Église, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Protéger et promouvoir les intérêts sociaux, culturels et économiques des membres, sous le nom de "La Jeune Chambre de Saint-Laurent inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3743-1970

Jimmy's Sportswear Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1970, constituant en corporation:

of the full age of majority, 1225 Gilford, Apt. 25, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type-founders and other businesses related thereto, under the name of "L'Information de l'Est, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3812-1970

Jerana Fashions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jerry Hodess, manager, 17 Place Fabre, Dollard-des-Ormeaux, Irwin Rudick, 6637 Baily Road, Côte Saint-Luc, John J. Swidler, 6252 Westbury Avenue, both advocates, and Jana Kanturek, model, spinster, 3463 St. Famille, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' dresses and sportswear of every description, under the name of "Jerana Fashions Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3777-1970

La Jeune Chambre de Saint-Laurent inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Charles Houde, representative, 2687 Toupin, Jean-Jacques Desrochers, insurance broker, 196 Deguire Boulevard, and Pierre Mondor, advocate, 1665 De l'Église, all three of Saint-Laurent, for the following purposes:

To protect and promote the social, cultural and economical interest of its members, under the name of "La Jeune Chambre de Saint-Laurent inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3743-1970

Jimmy's Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Karl Marks,

Karl Marks, vendeur, 1394, terrasse Fraser, John J. Swidler, 6252, avenue Westbury, tous deux de Montréal, et Irwin Rudick, 6637, rue Baily, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles vestimentaires de toute description, sous le nom de « Jimmy's Sportswear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3395-1970

Laval Leasing Inc.
Location Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Richard Cliche, case postale 160, Paul Laflamme, rue Legendre, tous deux avocats, et Marie Audet, secrétaire, fille majeure, avenue du Palais, tous trois de Saint-Joseph-de-Beauce, pour les objets suivants:

Louer, vendre, prêter, construire, ériger, transporter des unités mobiles de maisons préfabriquées, sous le nom de « Laval Leasing Inc. — Location Laval inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3701-1970

La Ligue de hockey juvénile du Nord-Ouest du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Bélanger, avocat, 429, Dufaut, Paul Denoncourt, secrétaire, 336, Ménard, tous deux de Rouyn, et Gilberte Spencer, secrétaire, épouse de Robert D. Spencer, 19, Murdoch, Noranda, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, administrer et superviser le hockey juvénile dans le Nord-Ouest du Québec, sous le nom de « La Ligue de hockey juvénile du Nord-Ouest du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2999-1970

Lingerie Beaulieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

salesman, 1394 Fraser Terrace, John J. Swidler, 6252 Westbury Avenue, both of Montreal, and Irwin Rudick, 6637 Baily Street, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To manuvacture and deal in wearing apparel of every description, under the name of "Jimmy's Sportswear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3395-1970

Laval Leasing Inc.
Location Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Cliche, Post Office Box 160, Paul Laflamme, Legendre Street, both advocates, and Marie Audet, secretary, spinster of the full age of majority, Palais Avenue, all three of Saint-Joseph-de-Beauce, for the following purposes:

To rent, sell, lend, build, erect and transfer prefabricated home mobile units, under the name of "Laval Leasing Inc. — Location Laval inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph-de-Beauce, judicial district of Beauce.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3701-1970

La Ligue de hockey juvénile du Nord-Ouest du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Bélanger, advocate, 429 Dufaut, Paul Denoncourt, secretary, 336 Ménard, both of Rouyn, and Gilberte Spencer, secretary, wife of Robert D. Spencer, 19 Murdoch, Noranda, for the following purposes:

To promote, organize, manage and supervise juvenile hockey in North Western Québec, under the name of "La Ligue de hockey juvénile du Nord-Ouest du Québec inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2999-1970

Lingerie Beaulieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1970, have been issued

il a accordé des lettres patentes en date du 11e jour d'août 1970, constituant en corporation: J.-Gérard Beaulieu, marchand, Thérèse Beaulieu, gérante, épouse dudit J.-Gérard Beaulieu, tous deux de 325, Témiscouata, et Roger Beaulieu, commis, 341A, Témiscouata, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements, articles et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Lingerie Beaulieu inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 800 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3422-1970

Lubri-Mobil Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211, Dresden, Mont-Royal, et William D. Schwartz, 7452, Ostell Crescent, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes et de tous genres d'huiles, graisses, essences et lubrifiants liquides, sous le nom de « Lubri-Mobil Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3088-1970

Marou inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Ouimet, médecin, Roger Brazeau, commerçant, tous deux de Saint-Jovite, et Gustave-Maurice Paquin, avocat, 107, St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

La pratique du sport de l'aviation, l'étude et la protection de la faune aquatique et terrestre, sous le nom de « Marou inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 36, rue St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3507-1970

Menen Cleaners Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation:

by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Gérard Beaulieu, merchant, Thérèse Beaulieu, manager, wife of the said J.-Gérard Beaulieu, both of 325 Témiscouata, and Roger Beaulieu, clerk, 341A Témiscouata, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothes, articles and accessories of all sorts, under the name of "Lingerie Beaulieu inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 800 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3422-1970

Lubri-Mobil Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211 Dresden, Mount Royal, and William D. Schwartz, 7452 Ostell Crescent, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of oil, grease, gasoline and lubricating fluids, under the name of "Lubri-Mobil Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3088-1970

Marou inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marc Ouimet, physician, Roger Brazeau, businessman, both of St. Jovite, and Gustave-Maurice Paquin, advocate, 107 St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To practise the sport of flying, and to study and protect animal life in the water and on land, under the name of "Marou inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at 36 St-Vincent Street, Saint-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3507-1970

Menen Cleaners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander S.

Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, tous deux de Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003, Lacombe, et Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Teindre, nettoyer, améliorer, rénover et réparer toutes sortes de vêtements, articles et tissus, sous le nom de « Menen Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5290, rue Walkley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3739-1970

Konigsberg, 2378 Frenette, Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, both of Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, and Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To dye, clean, embellish, renovate and repair all kinds of clothes, goods, materials and articles, under the name of "Menen Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5290 Walkley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3739-1970

Metropolitan Carpet Distributors Inc.
Les Distributeurs de Tapis Métropolitains inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1970, constituant en corporation: Leonard Liverman, 671, Bertrand Circle, Saint-Laurent, Israel H. Kaufman, 10960, James Morrice, tous deux avocats, et Kathleen Dionne, réceptionniste, épouse de Jean Dionne, 8810, 7e Avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de fournitures de maison, tapis, moquettes, meubles et nouveautés de toute description, sous le nom de « Metropolitan Carpet Distributors Inc.— Les Distributeurs de Tapis Métropolitains inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5605, avenue de Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3518-1970

Metropolitan Carpet Distributors Inc.
Les Distributeurs de Tapis Métropolitains inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leonard Liverman, 671 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Israel H. Kaufman, 10960 James Morrice, both advocates, and Kathleen Dionne, receptionist, wife of Jean Dionne, 8810, 7th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in home furnishings, carpets, rugs, furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Metropolitan Carpet Distributors Inc.— Les Distributeurs de Tapis Métropolitains inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares at a par value of $1 each and 35,000 preferred shares at a par value of $1 each.

The head office of the company is at 5605 de Gaspé Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3518-1970

J. L. Michaud & associés inc.
J. L. Michaud and Associates Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Andrée Laviolette, 7285, Fabre, Danielle Trudel, 7125, Louis Hémon, et Nicole Viau, 6834, Des Écores, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme analyste et conseiller en matières administratives, commerciales, économiques, financières, industrielles, scientifiques, techniques et autres et faire affaires comme compagnie de portefeuille et de gestion, sous le nom de « J. L. Michaud & associés inc.— J. L. Michaud & Associates Inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

J. L. Michaud & associés inc.
J. L. Michaud and Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Andrée Laviolette, 7285 Fabre, Danielle Trudel, 7125 Louis Hémon, and Nicole Viau, 6834 Des Écores, all three secretaries, spinsters of the full age of majority from Montreal, for the following purposes:

To act as analysts and counsellors in administrative, commercial, economical, financial, industrial, scientific, technical and other matters and to carry on business as a holding and management company, under the name of "J. L. Michaud & associés inc.— J. L. Michaud & Associates Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3232-1970

Millvale Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1970, constituant en corporation: David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, Gordon Echenberg, 1545, avenue McGregor, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, tous deux de Montréal, et Jonathan Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placements, sous le nom de « Millvale Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3072-1970

Montreal International Auto Salon Ltd. Salon international de l'auto de Montréal ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1970, constituant en corporation: Peter Macfarlane Blaikie, avocat, 4435 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, Lise Quesnel, 4611, avenue Earnscliffe, et Céline Trudeau, 2132, rue Bossuet, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder des automobiles, camions et autres genres de véhicules et présenter, promouvoir et encourager des salons et des expositions de ces véhicules, sous le nom de « Montreal International Auto Salon Ltd. — Salon international de l'auto de Montréal ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3600, avenue Barclay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3609-1970

L. P. Morin et associés inc. L. P. Morin and Associates Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Louis-Philippe Morin, agent manufacturier, Simone Méthot, ménagère, épouse dudit Louis-Philippe Morin, et Roger-A. Morin, professeur,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3232-1970

Millvale Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, Gordon Echenberg, 1545 McGregor Avenue, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, both of Montreal, and Jonathan Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Millvale Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3072-1970

Montreal International Auto Salon Ltd. Salon international de l'auto de Montréal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Macfarlane Blaikie, advocate, 4435 Sherbrooke Street West, Westmount, Lise Quesnel, 4611 Earnscliffe Avenue, and Céline Trudeau, 2132 Bossuet Street, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To own, operate, promote and develop shows and exhibitions of automobiles, trucks and all other types of vehicles, under the name of "Montreal International Auto Salon Ltd. — Salon international de l'auto de Montréal ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 3600 Barclay Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3609-1970

L. P. Morin et associés inc. L. P. Morin and Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Philippe Morin, manufacturer's agent, Simone Méthot, housewife, wife of said Louis-Philippe Morin, and Roger-A. Morin professor, all three

tous trois de 305, St-Charles, Longueuil, pour les objets suivants:

Acheter et vendre des marchandises de toutes sortes, sous le nom de « L. P. Morin et associés inc. — L. P. Morin and Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 13, rue Calumet, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3227-1970

of 305 St-Charles, Longueuil, for the following purposes:

To buy and sell all kinds of merchandise, under the name of "L. P. Morin et associés inc. — L. P. Morin and Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 13 Calumet Street, Bonaventure Place, Montreal, judicial district of Montreal.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3227-1970

Normandy Carpets Ltd.
Tapis Normandie ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Annie McNamee, secrétaire, fille majeure, 6550 ouest, rue Sherbrooke, app. 918, Israel H. Kaufman, 10960, James Morrice, tous deux de Montréal, et Leonard Liverman, 671, Bertrand Circle, Saint-Laurent, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'ameublement de maison, tapis, moquettes, meubles et nouveautés d'ameublement de toutes sortes, sous le nom de « Normandy Carpets Ltd. — Tapis Normandie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 4,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,200 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est établi au 5605, avenue de Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3120-1970

Normandy Carpets Ltd.
Tapis Normandie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Annie McNamee, secretary, fille majeure, 6550 Sherbrooke Street West, Apt. 918, Israel H. Kaufman, 10960 James Morrice, both of Montreal, and Leonard Liverman, 671 Bertrand Circle, Saint-Laurent, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in home furnishings, carpets, rugs, furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Normandy Carpets Ltd. — Tapis Normandie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares at a par value of $1 each, 4,000 preferred shares class "A" at a par value of $1 each and 3,200 preferred shares class "B" at a par value of $10 each.

The head office of the company is at 5605 de Gaspé Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3120-1970

North American Wool Stock Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Lci des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juin 1970, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, 6240, avenue Westbury, Max Bernfeld, 4635, avenue Clanranald, tous deux avocats, de Montréal, et Tibor Zoltan, brocanteur, 7511, chemin Eastluc, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chiffons et retailles de toutes sortes, sous le nom de « North American Wool Stock Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 2819-1970

North American Wool Stock Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury Avenue, Max Bernfeld, 4635 Clanranald Avenue, both advocates, of Montreal, and Tibor Zoltan, waste dealer, 7511 Eastluc Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in all kinds of textile waste, under the name of "North American Wool Stock Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2819-1970

O.K.M. Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e

O.K.M. Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Compa-

jour d'août 1970, constituant en corporation: Wafic Hokayem, 2520, chemin Ste-Foy, Riad Dayeh, tous deux hommes d'affaires, et Rafic Hokayem, professeur, ces deux derniers de 3061, de la Seine, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, motels et hôtels et faire affaires comme compagnie de placements immobiliers, sous le nom de « O.K.M. Corporation », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale et en 40,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2520, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3745-1970

nies and Cooperatives, incorporating: Wafic Hokayem, 2520 Ste-Foy Road, Riad Dayeh, both businessmen, et Rafic Hokayem, professor, the latter two of 3061 de la Seine, all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To operate restaurants, motels and hotels and to carry on business as a real estate investments company, under the name of "O.K.M. Corporation", with a capital divided into 400 common shares of without nominal value and 40,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 2520 Ste-Foy Road, Ste-Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, ,Companies and Cooperatives.

36823 3745-1970

Original Turkish Delight Distributing Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1970, constituant en corporation: Suzanne Desjardins, 4218, Bellechasse, Shirley Atkinson, 3440, Durocher, tous deux de Montréal, Cathie Watters, 4200, Sir George Simpson, Lachine, et Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, toutes les quatre secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Original Turkish Delight Distributing Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 99,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9699, rue Foucher, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3126-1970

Original Turkish Delight Distributing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Suzanne Desjardins, 4218 Bellechasse, Shirley Atkinson, 3440 Durocher, both of Montreal, Cathie Watters, 4200 Sir George Simpson, Lachine, and Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, all four secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Original Turkish Delight Distributing Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 99,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 9699 Foucher Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3126-1970

Photographie Industrielle ltée Industrial Photographic Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1970, autorisant la fusion de « Photo Craft Corporation, constituée par lettres patentes en date du 27 décembre 1962, et « Industrial Photographic Corp. », constituée par lettres patentes en date du 20 septembre 1957, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographe et faire la reproduction d'images et photographies de toutes sortes, sous le nom de «Photographie Industrielle ltée — Industrial Photographic Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de la valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de la valeur au pair de $10 chacune.

Photographie Industrielle ltée Industrial Photographic Ltd.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under Part I of the Companies Act, he granted letters patent, dated the 8th day of September, 1970, authorizing the amalgamation of "Photo Craft Corporation", incorporated by letters patent dated December 27, 1962, and "Industrial Photographic Corp.", incorporated by letters patent dated September 20, 1957, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as photographers and to deal in the reproduction of pictures and photographs of all kinds, under the name of "Photographie Industrielle ltée — Industrial Photographic Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au numéro 8515, Neuvième avenue, Montréal (St-Michel), district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 1170-70

Placements La Vigne ltée
La Vigne Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, autorisant la fusion de « Côte des Neiges Finance ltée », constituée par lettres patentes en date du 3 décembre 1958, et « C.-E. Lavigne limitée », constituée par lettres patentes en date du 9 septembre 1955, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de finance, sous le nom de « Placements La Vigne ltée — La Vigne Investments Ltd. » avec un capital total de $100,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et 95,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciairede Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3805-70

Plani-Clinique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1970, constituant en corporation: Louisette Rhéaume, secrétaire, fille majeure, 3444, Carré de Tilly, Sainte-Foy, Pierre Martin, avocat, 265, des Lilas ouest, Québec, et Bernard Paré, clerc-avocat, 4300, 4e avenue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exploiter un bureau de planification financière dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Plani-Clinique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1035, boulevard Pie XII, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3602-1970

Pneus Larose ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Michael Garber, 4338, Montrose, Westmount, Harry Y. Garber, 141 sud, Ballantyne, Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, app. 17, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de pneus, chambres à air, accessoires pour automobiles et produits

The head office of the company is at 8515 Ninth Avenue, Montreal (St-Michel), judicial judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 1170-70

Placements La Vigne ltée
La Vigne Investments Ltd.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under Part I of the Companies Act, he granted letters patent dated the 1st day of September, 1970, authorizing the amalgamation of "Côte des Neiges Finance ltée", incorporated by letters patent dated December 3, 1958, and "C.-E. Lavigne limitée", incorporated by letters patent dated September 9, 1955, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "Placements La Vigne ltée — La Vigne Investments Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 95,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is in Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3805-70

Plani-Clinique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louisette Rhéaume, secretary, spinster of the full age of majority, 3444 Carré de Tilly, St. Foy, Pierre Martin, advocate, 265 des Lilas west, Québec, and Bernard Paré, probationary advocate, 4300, 4th Avenue east, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on a business specializing in financial planning, under the name of "Plani-Clinique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1035 Pie XII Boulevard, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3602-1970

Pneus Larose ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Garber, 4338 Montrose, Westmount, Harry Y. Garber, 141 Ballantyne South, Montreal West, both advocates, and Irene Rubin, secretary, spinster, 5552 Snowdon Avenue, Apt. 17, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tires, tubes, automobile accessories and rubber products of all

de caoutchouc de toutes sortes, sous le nom de « Pneus Larose ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3185-1970

Positron Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1970, constituant en corporation: Edward J. Druker, 5763, avenue McMurray, Côte Saint-Luc, Robert G. Wolfe, 2050, boulevard Maisonneuve, app. 1204, Montréal, tous deux avocats, et Rachel R. Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659, terrasse Des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils électriques, pièces constituantes et marchandises semblables, y compris des pièces électroniques composantes et ordinateurs, en faire le commerce, sous le nom de « Positron Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3637 est, boulevard Métropolitain, bureau 1206, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3457-1970

Les productions Actuelles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Michel Dagenais, avocat, 383, chemin Ste-Catherine, Outremont, Ange-Marie Boivin, fille majeure, 6460, Ernest-Lavigne, Montréal, et Maud Moreau, épouse de Guy Monette, 1686, Lucerne, Laval, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer, sous forme de royauté, ou autrement assigner, vendre, exploiter, sous royauté ou autrement, tout ouvrage sonore, musical, théâtral, ou artistique quelconque, sous le nom de « Les productions Actuelles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3836-1970

Les productions MoJack inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 26e jour d'août 1970, constituant en corporation: Jacques Fortin, médecin, 1212, avenue des Pins,

kinds, under the name of "Pneus Larose ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3185-1970

Positron Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward J. Druker, 5763 McMurray Avenue, Côte Saint-Luc, Robert G. Wolfe, 2050 Maisonneuve Boulevard, Apt. 1204, Montreal, both advocates, and Rachel R. Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 Des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances, component parts and kindred merchandise including electronic components and computers, under the name of "Positron Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a par value of $1 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 3637 Metropolitan Boulevard East, suite 1206, Lachine, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial, Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3457-1970

Les productions Actuelles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Dagenais, advocate, 383 St. Catherine Road, Outremont, Ange-Marie Boivin, spinster of the full age of majority, 6460 Ernest-Lavigne, Montreal, and Maud Moreau, wife of Guy Monette, 1686 Lucerne, Laval, the latter two secretaries, for the following purposes:

To request, obtain, register, purchase, rent, under form of royalty, or otherwise assign, sell, operate, under royalty or otherwise, all sonorous, musical, theatrical or artistic works whatsoever, under the name of "Les productions Actuelles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3836-1970

Les productions MoJack inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Fortin, physician, 1212 des Pins Avenue, Montreal,

Montréal, Georges Tremblay, musicien, 5302, Marquis, et Raymond Chartrand, administrateur, 5290, Marquis, ces deux derniers de Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radiodiffusion et de télévision, sous le nom de « Les productions MoJack inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3686-1970

Publicité Arcobo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 11e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Paul Arsenault, administrateur scolaire, Gilles Boudreault, administrateur, et Denys Courchesne, agent d'information, tous trois de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Publicité Arcobo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3768-1970

Québechecs

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Labelle, étudiant, 3151, boulevard Montpetit, Montréal, Sylvio Morissette, professeur, 54, St-Joseph est, Rimouski, et Gilles Brodeur, apparitеur, 343, Bord-du-Lac, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

À des fins philantropiques, sociales et culturelles, publier une revue traitant des jeux d'échecs, sous le nom de « Québechecs ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 343, Bord-du-Lac, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3880-1970

Rapid Service Foods Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1970, constituant en corporation: Tom Jarvis, vendeur, Casier postal 627, Sainte-Adèle, Mary O'Hara, secrétaire, fille majeure, Mont-Royal, et Robert Papalia, agent de change, Montréal, pour les objets suivants:

Georges Tremblay, musician, 5302 Marquis, and Raymond Chartrand, administrator, 5290 Marquis, the latter two of Saint-Léonard, for the following purposes:

To operate broadcasting and television transmitting and receiving stations, under the name of "Les productions MoJack inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3686-1970

Publicité Arcobo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Arsenault, school director, Gilles Boudreault, administrator, and Denys Courchesne, information agent, all three of Gaspé, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and counsellors, under the name of "Publicité Arcobo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3768-1970

Québechecs

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Labelle, student, 3151 Montpetit Boulevard, Montreal, Sylvio Morissette, professor, 54 St. Joseph East, Rimouski, and Gilles Brodeur, apparitor, 343 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, for the following purposes:

To publish a magazine dealing in chess games, for philanthropic, social and cultural purposes, under the name of "Québechecs".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 343 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3880-1970

Rapid Service Foods Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Tom Jarvis, salesman, P.O. Box 627, Sainte-Adèle, Mary O'Hara, secretary, fille majeure, Mount Royal, and Robert Papalia, stockbroker, Montreal, for the following purposes:

Exploiter restaurants, cafés, petits restaurants et salles à manger, sous le nom de « Rapid Service Foods Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3365-1970

Renato Construction Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1970, constituant en corporation: Renato Fantetti, entrepreneur, Pietro Lemme, gérant, tous deux du 12040, de Poutrincourt, et Augusto Angelozzi, industriel, 7495, Cartier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de « Renato Construction Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3620-1970

Lucien Roy et fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Léger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, et Lorne H. Marchand, 3455, place Decelles, #312, Montreal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs et constructeurs et faire affaires dans l'industrie et le commerce de fournitures utilisées dans la construction, sous le nom de « Lucien Roy et fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 21, rue Roy, Saint-Joseph-de-Lanoraie, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 3315-1970

St. Leonard Industrial Park Ltd.
Le parc industriel de Saint-Léonard ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1970, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-ouest, Samuel Wex, 21, chemin Cleve, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491, avenue Huntingdon, Pierrefonds, tous trois avocats, et Pierrette Gougeon, secrétaire, épouse de François-Michel Gagnon, 5195 avenue Coolbrook, Montréal, pour les objets suivants:

To operate restaurants, cafés, lunch rooms and dining rooms, under the name of "Rapid Service Foods Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3365-1970

Renato Construction Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Renato Fantetti, contractor, Pietro Lemme, manager, both of 12040 de Poutrincourt, and Augusto Angelozzi, industrialist, 7495 Cartier, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Renato Construction Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3620-1970

Lucien Roy et fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Menashe Broder, 5715 Léger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, and Lorne H. Marchand, 3455 Decelles Place, #312, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders and to manufacture and deal in all supplies used in building and construction, under the name of "Lucien Roy et fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 21 Roy Street, Saint-Joseph-de-Lanoraie, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3315-1970

St. Leonard Industrial Park Ltd.
Le parc industriel de Saint-Léonard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 21 Cleve Road, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491 Huntingdon Avenue, Pierrefonds, all three advocates, and Pierrette Gougeon, secretary, wife of François-Michel Gagnon, 5195 Coolbrook Avenue, Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « St. Leonard Industrial Park Ltd.— Le parc industriel de Saint-Léonard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 717, avenue Nalper, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3431-1970

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "St. Leonard Industrial Park Ltd.—Le parc industriel de Saint-Léonard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 717 Halper Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3431-1970

S.K. Furniture Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Edward Schweitzer, marchand, 5900, boulevard Décarie, bureau 1403, Moe Moscovich, avocat, 6077, Wilderton, tous deux de Montréal, et Diana Batah, secrétaire, épouse de Wayne Moufrage, 25, Brittany, app. 301, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer des meubles et nouveautés de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « S.K. Furniture Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 3321-1970

S.K. Furniture Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Schweitzer, merchant, 5900 Decarie Boulevard, Suite 1403, Moe Moscovitch, advocate, 6077 Wilderton, both of Montreal, and Diana Batah, secretary, wife of Wayne Moufrage, 25 Brittany, Apt. 301, Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "S. K. Furniture Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3321-1970

S.L.Y.C. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Ben Saskin, administrateur, 845, Abbott, Isaac Katofsky, travailleur social, 2107, Noël, Gus Bauer, marchand, Eudice Adelson, ménagère, épouse dudit Gus Bauer, tous deux du 980, Alexis Nihon, tous les quatre de Saint-Laurent, Lionel Packer, distributeur, Shirley Nadell, professeur, épouse dudit Lionel Packer, tous deux du 2470, Nantel, Louis Kushner, homme d'affaires, Mona Bley, ménagère, épouse dudit Louis Kushner, tous deux du 2370, Mantha, et Yves St-Pierre, travailleur social, 5460, Bessborough, app. 15, ces cinq derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, maintenir et diriger un club social, culturel et récréatif pour la jeunesse, sous le nom de « S.L.Y.C. Inc. ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder et détenir, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 1575, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 2548-1970

S.L.Y.C. Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ben Saskin, executive, 845 Abbott, Isaac Katofsky, social worker, 2107 Noël, Gus Bauer, merchant, Eudice Adelson, housewife, wife of the said Gus Bauer, both of 980 Alexis Nihon, all four of Saint-Laurent, Lionel Packer, distributor, Shirley Nadell, teacher, wife of the said Lionel Packer, both of 2470 Nantel, Louis Kushner, businessman, Mona Bley, housewife, wife of the said Louis Kushner, both of 2370 Mantha, and Yves St. Pierre, social worker, 5460 Bessborough, Apt. 15, the latter five of Montreal, for the following purposes:

To operate, maintain and manage a social, cultural and recreational youth club, under the name of "S.L.Y.C. Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 1575 Côte Vertu, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 2548-1970

Salon Funéraire Arthur Belisle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1970, constituant en corporation: Pierre-C. Fournier, 1880, de Rouville, André Rodrigue, 206, Kennedy sud, et Ronald Dudemaine, 630, Jacques-Cartier nord, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Salon Funéraire Arthur Belisle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3764-1970

Service Inter-Provincial de protection St-Denis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Janis Tomsons, 4000, Linton, Montréal, Cereno St-Denis, tous deux agents de sécurité, et Raymonde Brissette, maîtresse de maison, épouse dudit Cereno St-Denis, ces deux derniers de 3933, 3e rue, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes leurs spécialités des agences de sécurité ou de garde, sous le nom de « Service Inter-Provincial de protection St-Denis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 1588-1970

Services financiers R.M. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1970, constituant en corporation: Roger Martin, homme d'affaires, Virginia Anderson, maîtresse de maison, épouse dudit Roger Martin, tous deux de 4675, Amiens, et Claude Martin, contremaître, 11715, Georges Pichet, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Services financiers R.M. inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4675, rue Amiens, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3213-1970

Salon Funéraire Arthur Belisle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-C. Fournier, 1880 de Rouville, André Rodrigue, 206 Kennedy South, and Ronald Dudemaine, 630 Jacques-Cartier North, all three advocates of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Salon Funéraire Arthur Belisle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $10 each and 3,600 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3764-1970

Service Inter-Provincial de protection St-Denis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Janis Tomsons, 4000 Linton, Montreal, Cereno St-Denis, both security agents, and Raymonde Brissette, housewife, wife of said Cereno St-Denis, the latter two of 3933, 3rd Street, Laval, for the following purposes:

To operate security or protection agencies in all their specialties, under the name of "Service Inter-Provincial de protection St-Denis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 1588-1970

Services financiers R.M. inc.

No Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Martin, businessman, Virginia Anderson, housewife, wife of said Roger Martin, both of 4675 Amiens, and Claude Martin, foreman, 11715 Georges Pichet, all three from Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as money lenders in all its specialties, under the name of "Services financiers R.M. inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 9,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 4675 Amiens Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3213-1970

Slim & Trim Manufacturing Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1970, constituant en corporation: Frank Yankofsky, Freda Weider, épouse dudit Frank Yankofsky, tous deux directeurs, et Barbara Yankofsky, étudiante, fille majeure, tous trois du 7065, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles de sport, de vêtements et équipement de toutes sortes pour le sport, sous le nom de « Slim & Trim Manufacturing Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3727-1970

Snow Queen Electric Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1970, constituant en corporation: Edward Susser, entrepreneur en électricité, Lola Susser, épouse dudit Edward Susser, tous deux du 5766, avenue Glenarden, Côte Saint-Luc, et Norma Nissenbaum, épouse de Rauld Nissenbaum, 170, rue Campbell, Mont-Saint-Hilaire, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise spécialisée dans l'électricité et l'électronique, sous le nom de « Snow Queen Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 2496-1970

Société de Biologie de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Renaud, notaire, 5565, rue Wilderton, Montréal, Raymond McNeil, 246, Maple, Châteauguay, et Jean-Louis Simard, 75, Linwood Crescent, Mont-Royal, ces deux derniers biologistes, pour les objets suivants:

Promouvoir la biologie ou toute autre science connexe, sous le nom de « Société de Biologie de Montréal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2832-1970

Slim & Trim Manufacturing Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frank Yankofsky, Freda Weider, wife of the said Frank Yankofsky, both managers, and Barbara Yankofsky, student, spinster, all three of 7065 Wavell Road, Côte Sainte-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, under the name of "Slim & Trim Manufacturing Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3727-1970

Snow Queen Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Susser, electrical contractor, Lola Susser, wife of the said Edward Susser, both of 5766 Glenarden Avenue, Côte Saint-Luc, and Norma Nissenbaum, wife of Rauld Nissenbaum, 170 Campbell Street, Mont-Saint-Hilaire, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business as an electrical and electronics company, under the name of "Snow Queen Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 2496-1970

Société de Biologie de Montréal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvon Renaud, notary, 5565 Wilderton Street, Montreal, Raymond McNeil, 246 Maple, Châteauguay, and Jean-Louis Simard, 75 Linwood Crescent, Mount Royal, the latter two biologists, for the following purposes:

To promote biology and related sciences, under the name of "Société de Biologie de Montréal inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2832-1970

Spisi-Alma inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Rosaire Boutet, courtier, 223, Lafontaine, Micheline Rioux, 230, Gallant, app. 7, et Michèle Côté, 887, Doucet, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Spisi-Alma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400, rue Bergeron, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2773-1970

Spisi-Alma inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaire Boutet, broker, 223 Lafontaine, Micheline Rioux, 230 Gallant, Apt. 7, and Michèle Côté, 887 Doucet, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Spisi-Alma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 400 Bergeron Street, Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

36823 2773-1970

Star Fabrics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1970, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211, Dresden, Mont-Royal, et William D. Schwartz, 7452, Ostell Crescent, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes et de tous genres de nouveautés, tissus et vêtements, sous le nom de « Star Fabrics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3476-1970

Star Fabrics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211 Dresden, Mount Royal, and William D. Schwartz, 7452 Ostell Crescent, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of dry goods, yard goods, fabrics and clothing, under the name of "Star Fabrics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3476-1970

Syri Poultry Equipment Ltd.
Équipement avicole Syri ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Hans Syri, manufacturier, Denise Hénault, ménagère, épouse dudit Hans Syri, tous deux de Saint-Félix-de-Valois, et Maurice Garceau, commerçant, Saint-Ambroise, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Syri Poultry Equipment Ltd. — Équipement avicole Syri ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2049-1970

Syri Poultry Equipment Ltd.
Équipement avicole Syri ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hans Syri, manufacturer, Denise Hénault, housewife, wife of the said Hans Syri, both of Saint-Félix-de-Valois, and Maurice Garceau, merchant, Saint-Ambroise, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, machines, their parts and accessories, under the name of "Syri Poultry Equipment Ltd. — Équipement avicole Syri ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Félix-de-Valois, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

36823 2049-1970

Swift Laboratories Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1970, constituant en corporation: Isadore Swift, 5779, Mapleridge, Harold Wine, 5629, avenue Alpine, tous deux de Côte-Saint-Luc, Marvin Chankowsky, 4559, 9e rue, Laval, et Michael Weshler, 415, avenue Patricia, Willowdale, tous les quatre administrateurs, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise de recherche et de mise en marché, sous le nom de « Swift Laboratories Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et 20,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 3502-1970

Tentex Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1970, constituant en corporation: Isaac Namer, gérant des ventes, 4990, Édouard-Montpetit, Maurice Cohen, comptable, 2170, Scott, tous deux de Montréal, et Mandy Marcus, ingénieur chimiste, 7527, chemin Earle, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise de teinture et de finition de toutes sortes de tissus, robes, tricots, articles de modes et autres, sous le nom de « Tentex Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions, classe « A », de $1 chacune, 1,000 actions, classe « B », de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3617-1970

Maurice Thériault ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 6e jour d'août 1970, constituant en corporation: Maurice Thériault, 589, St-Bernard, Maurice Tremblay, 340, Gauthier, tous deux d'Alma, et Raymond Dolbec, Sainte-Croix, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et constructions de toutes sortes, sous le nom de « Maurice Thériault ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 589, rue St-Bernard, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3396-1970

Swift Laboratories Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Isadore Swift, 5779 Mapleridge, Harold Wine, 5629 Alpine Avenue, both of Côte-Saint-Luc, Marvin Chankowsky, 4559, 9th Street, Laval, and Michael Weshler, 415 Patricia Avenue, Willowdale, all four executives, for the following purposes:

To engage in the operation of a research and marketing business, under the name of "Swift Laboratories Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 20,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3502-1970

Tentex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Isaac Namer, sales manager, 4990 Édouard-Montpetit, Maurice Cohen, accountant, 2170 Scott, both of Montreal, and Mandy Marcus, chemical engineer, 7527 Earle Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of dyers and finishers of all textiles, dress goods, knit goods, millinery and other goods, under the name of "Tentex Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of $1 each, 1,000 class "B" shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3617-1970

Maurice Thériault ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Thériault, 589 St-Bernard, Maurice Tremblay, 340 Gauthier, both of Alma, and Raymond Dolbec, Sainte-Croix, all three contractors, for the following purposes:

To carry on business as general paving and constructions of all kinds contractors, under the name of "Maurice Thériault ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 589 St-Bernard Street, Alma, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3396-1970

Transport La Chaudière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Paul Mercure, 1351, Maguire, Sillery, Gabrielle Vallée, fille majeure, 798, de Longpré, et Victor Cayer, 615, de Norvège, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport La Chaudière inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3884-1970

Transport La Chaudière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Mercure, 1351 Maguire, Sillery, Gabrielle Vallée, spinster of the full age of majority, 798 de Longpré, and Victor Cayer, 615 de Norvège, the latter two of Sainte-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, the name of "Transport La Chaudière inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3884-1970

Triple B Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Norman May, avocat, 37, Aldred Crescent, Hampstead, Herschel Gavsie, étudiant, 4655, Bonavista, Miriam Bernard, 2980, chemin Bedford, et Stephanie Taub, 4855, avenue Roslyn, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Triple B Holdings Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2670, rue Paulus, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3057-1970

Triple B Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Norman May, advocate, 37 Aldred Crescent, Hampstead, Herschel Gavsie, student, 4655 Bonavista, Miriam Bernard, 2980 Bedford Road, and Stephanie Taub, 4855 Roslyn Avenue, the latter two secretaries, spinsters, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Triple B Holdings Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of the par value of $10 each and 7,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 2670 Paulus Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3057-1970

A. Frs Turcotte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Jules Turcotte, 1055, des Braves, Québec, Michel Turcotte, 1235, des Gouverneurs, tous deux courtiers, et Richard Drouin, avocat, 1780, Côte Gignac, ces deux derniers de Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie et de mercerie, sous le nom de « A. Frs Turcotte inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 990 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3748-1970

A. Frs Turcotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Turcotte, 1055 des Braves, Québec, Michel Turcotte, 1235 des Gouverneurs, both brokers, and Richard Drouin, advocate, 1780 Côte Gignac, the latter two of Sillery, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and goods that are generally the purposes of a grocery and haberdashery business, under the name of "A. Frs Turcotte inc.", with a capital divided into 1,000 common shares without nominal value and 990 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3748-1970

United Building Service & Maintenance Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1970, constituant en corporation: Édouard Schachter, entrepreneur en entretien, 4785, Bouchette, Philip Shaposnick, 6870, Chester, David Goldenblatt, 3500, Mountain, tous trois de Montréal, et Gary Moscowitz, 260, Saint-Aubin, Saint-Laurent, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

S'engager par contrat à fournir des services d'entretien de concierge et autres services pour des édifices publics, sous le nom de « United Building Service & Maintenance Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 3645-1970

United Building Service & Maintenance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Édouard Schachter, maintenance contractor, 4785 Bouchette, Philip Shaposnick, 6870 Chester, David Goldenblatt, 3500 Mountain, all three of Montreal, and Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, the latter three attorneys, for the following purposes:

To contract for the performance of janitorial, building maintenance and other services, under the name of "United Building Service & Maintenance Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3645-1970

Utilex Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Léonard Bélanger, technicien, 5310, Charlemagne, app. 1, Montréal, Pierre Bernard, contremaître, 241, Victoria, et Lionel Monette, gérant des ventes, 131, 2e avenue, ces deux derniers de Saint-Constant, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles, camions, roulottes, autobus, autos-neige, avions ou appareils du même genre, chaloupes à moteurs, véhicules de toutes sortes, engins de toutes natures et tous leurs accessoires, sous le nom de « Utilex Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5310, Charlemagne, suite 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3843-1970

Utilex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonard Bélanger, technician, 5310 Charlemagne, Apt. 1, Montreal, Pierre Bernard, foreman, 241 Victoria, and Lionel Monette, sales manager, 131, 2nd Avenue, the latter two of Saint-Constant, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, trucks, trailers, buses, snowmobiles, planes or apparatus of the same kind, motor-boats, vehicles of all kinds, engines of every description and all their accessories, under the name of "Utilex Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5310 Charlemagne, Suite 1, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3843-1970

Waterton Realties Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1970, constituant en corporation: Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, et Jonathan Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placements, sous le nom de « Waterton Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Waterton Realties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, and Jonathan Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Waterton Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3397-1970

C. Wells Pants Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Françoise Ollivier, fille majeure, 200, Willowdale, Outremont, Jack Greenstein, 4830, Fulton, Montréal, et Jack Shayne, 5781, Melling, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « C. Wells Pants Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 3290-1970

Woodpark Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1970, constituant en corporation: Sam Greenberg, 901, boulevard Alexis Nihon, Bernard Kogan, 1730, rue du Collège, Moishe Katz, 1735, Hartenstein, tous trois de Saint-Laurent, et Saul Ettinger, 5014, rue Ponsard, Montréal, tous les quatre agents immobiliers, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Woodpark Development Corp. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7, chemin de la côte Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3694-1970

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3397-1970

C. Wells Pants Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Ollivier, spinster, 200 Willowdale, Outremont, Jack Greenstein, 4830 Fulton, Montreal, and Jack Shayne, 5781 Melling, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, merchandise and products of all kinds, under the name of "C. Wells Pants Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3290-1970

Woodpark Development Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sam Greenberg, 901 Alexis Nihon Boulevard, Bernard Kogan, 1730 College Street, Moishe Katz, 1735 Hartenstein, all three of Saint-Laurent, and Saul Ettinger, 5014 Ponsard Street, Montreal, all four realtors, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Woodpark Development Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 7 Côte St. Catherine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 3694-1970

Lettres patentes supplémentaires

Roger Baudin Automobiles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de juillet 1970, à la compagnie « Auto-Air Leasing Limited », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de février 1963, changeant son nom en celui de « Roger Baudin Automobiles inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 490-63

Supplementary Letters Patent

Roger Baudin Automobiles inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Auto-Air Leasing Limited", incorporated by letters patent dated the 1st day of February, 1963, changing its name to that of "Roger Baudin Automobiles inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 490-63

Pierre Bédard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de septembre 1970, à la compagnie « Pierre Bédard inc. », augmentant son capital de $40,000 à $200,000 par la création de 16,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 4460-69

Pierre Bédard inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pierre Bédard inc.", increasing its capital from $40,000 to $200,000, by the creation of 16,000 preferred shares of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 4460-69

Bonded Business Brokers Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de septembre 1970, à la compagnie « Bonded Business Brokers Ltd. », augmentant son capital par la création de 60,000 actions sans valeur au pair pouvant être émises pour une considération totale de $60,000.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3285-69

Bonded Business Brokers Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bonded Business Brokers Ltd.", increasing its capital by the creation of 60,000 shares without par value which could be issued for a total consideration of $60,000.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3285-69

Boulangerie Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de septembre 1970, à la compagnie « Boulangerie Montréal inc. », augmentant son capital de $100,000 à $400,000 par la création de 1,000 actions ordinaires de $100 chacune et 2,000 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 13504-61

Boulangerie Montréal inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Boulangerie Montréal inc.", increasing its capital from $100,000 to $400,000 by the creation of 1,000 common shares of $100 each and 2,000 class "B" preferred shares of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 13504-61

Club de Yacht de Québec (1964) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de septembre 1970, à la compagnie « Club de Yacht de Québec (1964) inc. », augmentant son capital de $160,000 à $205,000 par la création de 900 actions ordinaires de $50 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 1355-64

Club de Yacht de Québec (1961) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club de Yacht de Québec (1964) inc.", increasing its capital from $160,000 to $205,000 by the creation of 900 common shares of $50 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 1355-64

Club Horizons du Monde inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de juillet 1970, à la compagnie « Club Horizons du Monde inc. », 1° subdivisant et changeant 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 20,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 80,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 et 200 actions privilégiées de $100 chacune en 20,000 actions privilégiées

Club Horizons du Monde inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club Horizons du Monde inc.", 1. subdividing and changing 2,000 common shares of a par value of $10 each into 20,000 shares class "B" of a par value of $1 each; 800 preferred shares of a par value of $100 each into 80,000 shares class "B" of a par value of $1 each and 200 preferred shares of $100 each into 20,000 preferred shares class "B" of a par value of $1 each; 2. increasing its

classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 200,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 200,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 280,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 797-68

capital by the creation of 200,000 shares class "A" of a par value of $1 each and 200,000 preferred shares class "A" of $1 each and 280,000 preferrd shares class "B" of a par value of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 797-68

Claude Croteau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1970, à la compagnie « Claude Croteau (La Tuque) inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de mai 1969, changeant son nom en celui de « Claude Croteau inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2010-69

Claude Croteau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Claude Croteau (La Tuque) inc.", incorporated by letters patent on the 14th day of May, 1969, changing its name to that of "Claude Croteau inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2010-69

Deschênes & Fils (1969) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, supplémentaires en date du 21e jour d'août 1970, à la compagnie « Deschênes & Fils (1969) ltée », 1° redésignant les actions ordinaires sans valeur au pair en actions classe « B » 2° augmentant son capital par la création de 1,000,000 d'actions classe « A » sans valeur au pair, dont la considération totale pour laquelle elles seront émises n'excédera pas $2,000,000 et de 75,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 3° diminuant le taux de dividende sur les actions privilégiées de 8% à 5%

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3502-69

Deschênes & Fils (1969) ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Deschênes & Fils (1969) ltée", 1. redesignating the common shares without par value into class "B" shares 2. increasing its capital by the creation of 1,000,000 class "A" shares without par value, the total consideration for which it shall be issued shall not exceed $2,000,000 and 75,000 preferred shares of a par value of $10 each; 3. reducing the dividend rate on preferred shares from 8% to 5%.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3502-69

J. J. Dunn Investment inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1970, à la compagnie « J. J. Dunn Investment inc. », augmentant son capital de $208,000 à $500,000 par la création de 2920 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 14047-59

J. J. Dunn Investment inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. J. Dunn Investment inc.", increasing its capital from $208,000 to $500,000 by the creation of 2920 preferred shares of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 14047-59

Fédération des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (F.E.U.S.)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'août 1970, à la corporation « Association Générale des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.) », constituée

Fédération des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (F.E.U.S.)

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Association Générale des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.)", incorporated by let-

par lettres patentes en date du 6e jour d'octobre 1959, changeant son nom en celui de « Fédération des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (F.E.U.S.) ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 14369-59

Fortin Delage & Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de juin 1970, à la compagnie « Fortin Delage & Associés inc. », réduisant son capital de $200,000 à $125,000, par la réduction de la valeur au pair des actions privilégiées de $100 à $50.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2027-68

Foyer Ste-Agathe-des-Monts inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour d'août 1970, à la corporation « Foyer Ste-Agathe-des-Monts inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $500,000 à $2,000,000.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3223-68

Gestor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'août 1970, à la compagnie « Gestor inc. », augmentant son capital de $100,000 à $300,000 par la création de 20,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3377-69

Alphonse Goulet ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de septembre 1970, à la compagnie « Alphonse Goulet ltée », augmentant son capital de $49,000 à $429,000 par la création de 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2945-43

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de septembre 1970, à la cor-

ters patent date the 6th day of October, 1959, changing its name to that of "Fédération des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (F.E.U.S.)".

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 14369-59

Fortin Delage & Associés inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Fortin Delage & Associés inc.", reducing its capital from $200,000 to $125,000, by the reduction of the par value of preferred shares from $100 to $50.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 2027-68

Foyer Ste-Agathe-des-Monts inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Foyer Ste-Agathe-des-Monts inc.", increasing the amount to which is limited the immovable property which the said corporation may acquire and possess from $500,000 to $2,000,000.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3223-68

Gestor inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gestor inc.", increasing its capital from $100,000 to $300,000 by the creation of 20,000 common shares of $10 each.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 3377-69

Alphonse Goulet ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Alphonse Goulet ltée", increasing its capital from $49,000 to $249,000 by the creation of 2,000 preferred shares of a par value of $100 each.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 2945-43

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to

poration « Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 2960-49

C.-E. Lavigne limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'août 1970, à la compagnie « C.-E. Lavigne limitée », réduisant son capital de $200,000 à $185,000 par l'annulation de 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 12391-55

A. Manach inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de juin 1970, à la compagnie « Corvest & Manach inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de novembre 1968, changeant son nom en celui de « A. Manach inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 4057-68

Serge Ménard ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de septembre 1970, à la compagnie « Construction Beaulieu & Ménard ltée — Beaulieu & Ménard Construction Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de juin 1965, changeant son nom en celui de « Serge Ménard ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2651-65

Mount Bruno Association, Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'août 1970, à la compagnie « Mount Bruno Association, Limited », 1° subdivisant 500 actions ordinaires de $100 chacune en 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $8.331/3 chacune; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 558-30

The Nalpac Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1970, à la compagnie « The Nalpac Company », 1° diminuant son

"Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce", amending the provisions of its letters patent.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON,

36823 2960-49

C.-E. Lavigne limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "C.-E. Lavigne limitée", reducing its capital from $200,000 to $185,000 by the annulment of 150 preferred shares of $100 each.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON,

36823 12391-55

A. Manach inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Corvest & Manach inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of November, 1968, changing its name to that of "A. Manach inc.".

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON,

36823 4057-68

Serge Ménard ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Construction Beaulieu & Ménard ltée — Beaulieu & Ménard Construction Ltd.", incorporated by letters patent on the 4th day of June, 1965, changing its name to that of "Serge Ménard ltée".

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

36823 2651-65

Mount Bruno Association, Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperative to "Mount Bruno Association, Limited", 1. subdividing 500 common shares of $100 each into 6,000 common shares of a par value of $8.331/3 each; 2. modifying its powers.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON,

36823 558-30

The Nalpac Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Nalpac Company", 1. reducing its capital

capital par l'annulation de 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 1,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune; 3° redésignant ses actions privilégiées en actions privilégiées catégorie « A ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 5272-41

The Papineauville Lumber Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour d'août 1970, à la compagnie « The Papineauville Lumber Company », augmentant son capital de $100,350 à $260,350 par la création de 16,000 actions privilégiées de deuxième rang d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 7-01

Les Placements Miracle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de septembre 1970, à la compagnie « Les Placements Miracle inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 749-68

Les Pneus Transco ltée
Transco Tires Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de septembre 1970, à la compagnie « Les Pneus Trans-Québec ltée — Trans-Québec Tire Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour d'octobre 1969, changeant son nom en celui de « Les Pneus Transco ltée — Transco Tires Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 4645-69

Produits Esto limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de septembre 1970, à la compagnie « Produits Esto limitée », 1° subdivisant 17,000 actions ordinaires de $100 chacune en 170,000 actions ordinaires de $10 chacune; 2° refondant 5,000 actions privilégiées de $10 chacune en 500 actions privilégiées de $100 chacune; 3° convertissant 2,500 actions ordinaires de $100 chacune en 2,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 3640-65

by the cancellation of 1,500 preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital by the creation of 1,500 class "B" preferred shares of the par value of $100 each; 3. redesignating its preferred shares as class "A" preferred shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 5272-41

The Papineauville Lumber Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Papineauville Lumber Company", increasing its capital from $100,350 to $260,350 by the creation of 16,000 second class preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 7-01

Les Placements Miracle inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Placements Miracle inc.", extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 749-68

Les Pneus Transco ltée
Transco Tires Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Pneus Trans-Québec ltée — Trans-Québec Tire Ltd.", incorporated by letters patent on October 2, 1969, changing its name to that of "Les Pneus Transco ltée — Transco Tires Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 4645-69

Produits Esto limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Produits Esto limitée", 1. subdividing 17,000 common shares of $100 each into 170,000 common shares of $10 each; 2. revising 5,000 preferred shares of $10 each into 500 preferred shares of $100 each; 3. converting 2,500 common shares of $100 each into 2,500 preferred shares of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3640-65

Provigo (Saguenay) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de septembre 1970, à la compagnie « Lamontagne limitée — Lamontagne Limited », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de juillet 1961 changeant son nom en celui de « Provigo (Saguenay) ltée ».

Le sous ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 13769-61

Les Publications Éclair ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de septembre 1970, à la compagnie « Les Publications Éclair ltée », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 11124-61

Les Publications Neoscope ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'août 1970, à la compagnie « Les Publications Neoscope ltée », 1° augmentant son capital de $40,000 à $143,000 par la création de 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° redésignant ses actions privilégiées comme actions privilégiées classe « A ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 1904-66

Restaurant au Pékinois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de septembre 1970, à la compagnie « Restaurant au Pékinois inc. », convertissant et subdivisant 3,000 actions ordinaires de $10 chacune en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale. La considération totale maximum pour laquelle peuvent être émises ces 3,000,000 d'actions ordinaires est de $40,000 ou toute autre condidération supérieure que les administrateurs pourront décider par résolution sur paiement des droits gouvernementaux additionnels requis en tel cas.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 4109-65

Robac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires

Provigo (Saguenay) ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to « Lamontagne limitée — Lamontagne Limited", incorporated by letters patent dated the 20th day of July, 1961, changing its name to that of "Provigo (Saguenay) ltée".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 13769-61

Les Publications Éclair ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementay letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Publications Éclair ltée", modifying the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 11124-61

Les Publications Neoscope ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of August 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Publications Neoscope ltée", 1. increasing its capital from $40,000 to $143,000 by the creation of 10,000 preferred shares of the par value of $10 each and 3,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each; 2. redesignating its preferred shares as class "A" preferred shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 1904-66

Restaurant au Pékinois inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Restaurant au Pékinois inc.", converting and sub-dividing 3,000 common shares of $10 each into 3,000,000 common shares of no nominal value. The maximum total sum for which the 3,000,000 common shares can be issued is $40,000 or any other sum in excess of this which the directors may decide by adopting a resolution specifying payment of additional government rights which are required in such a case.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 4109-65

Robac inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institu-

en date du 27e jour d'août 1970, à la compagnie « Robac inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 2072-70

St-Jean Cartage inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de février 1970, à la compagnie « St-Jean Cartage inc. », augmentant son capital de $40,000 à $240,000 par la création de 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 5054-64

S.M.T. Manufacturers Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'août 1970, à la compagnie « Moleba Auto-Neige ltée », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de novembre 1966, 1° changeant son nom en celui de « S.M.T. Manufacturers Company Ltd. », 2° augmentant son capital de $250,000 à $1,000,000 par la création de 55,000 actions catégorie « A » de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre associé ces institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823-o 4841-66

Summit Publishing Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'août 1970 à la compagnie « Summit Publishing Company », 1° augmentant son capital de $40,000 à $340,600 par la création de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 600 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° redésignant ses actions privilégiées comme actions privilégiées classe « A ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.
J.-ALBERT GAGNON.

36823 1576-66

Val Hugues (Canada) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'août, 1970, à la compagnie « Select Import & Export Corp. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour d'octobre 1968, 1° changeant son nom en celui de « Val Hugues (Canada) Ltd. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823 4986-68

tions, Companies and Cooperatives to "Robac inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 2072-70

St-Jean Cartage inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "St-Jean Cartage inc.", increasing its capital from $40,000 to $240,000 by the creation of 5,000 common shares of a par value of $10 each and 1,500 preferred shares of a par value of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 5054-64

S.M.T. Manufacturers Company Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Moleba Auto-Neige ltée", incorporated by letters patent dated the 25th day of November, 1966, 1. changing its name to that of "S.M.T. Manufacturers Company Ltd.", 2. increasing its capital stock from $250,000 to $1,000,000 by the creation of 55,000 class "A" shares of $10 each and 20,000 preferred shares of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 4841-66

Summit Publishing Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of August 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Summit Publishing Company", 1. increasing its capital from $40,000 to $340,600 by the creation of 30,000 preferred shares of the par value of $10 each and 600 class "B" preferred shares of the par value of $1 each; 2. redesignating its preferred shares as class "A" preferred shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 1576-66

Val Hugues (Canada) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of August 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Select Import & Export Corp.", incorporated by letters patent dated 24th day of October 1968, 1. changing its name to that of "Val Hugues (Canada) Ltd.", 2. modifying its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 4986-68

Zimmcor Company
La Compagnie Zimmcor

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'août 1970, à la compagnie « Zimmcor Company — La Compagnie Zimmcor », 1° subdivisant 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 250,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $0.10 chacune; 2° subdivisant 47,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune en 475,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $500,000 à $600,000 par la création de $100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 9856-51

Zimmcor Company
La Compagnie Zimmcor

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Zimmcor Company — La Compagnie Zimmcor", 1. subdividing 2,500 common shares of the par value of $10 each into 250,000 preferred shares of the par value of $0.10 each; 2. subdivising 47,500 preferred shares of the par value of $10 each into 475,000 preferred shares of the par value of $1. each; 3. increasing its capital from $500,000 to $600,000 by the creation of 100,000 preferred shares of the par value of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 9856-51

Ventes pour taxes

Cité de Westmount

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la cité de Westmount, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du Conseil de l'Hôtel de ville, 4333 ouest, rue Sherbrooke Ouest, cité de Westmount, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE, 1970 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

City of Westmount

Public notice is hereby given that the immovables described hereunder, situated in the city of Westmount, will be sold by public auction, in the Council Hall of the City Hall, 4333 Sherbrooke Street West, city of Westmount, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1970 at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Mme-Mrs. Andrew J. Johnstone, née E. Bonner	1434	NW Pt. 78.
Cette étendue de terrain ayant front sur l'avenue Abbott, dans la cité de Westmount, district de Montréal, connue et désignée comme étant la partie nord-ouest de la subdivision soixante-dix-huit du lot numéro mille quatre cent trente-quatre (1434-N.O. Ptie 78) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ladite partie mesurant vingt pieds de largeur par la pleine profondeur de ladite subdivision étant quatre-vingt-quinze pieds et trois pouces, plus ou moins, mesure anglaise, et bornée comme suit: en front, par ladite avenue Abbott, en arrière, par une ruelle (1434-71), d'un côté, au sud-est par le résidu de ladite subdivision soixante-dix-huit dudit lot mille quatre cent trente-quatre (1434-R. 78) et de l'autre côté au nord-ouest, par la subdivision soixante-dix-sept dudit lot mille quatre cent trente-quatre (1434-77) auxdits plan et livre de renvoi officiels, avec bâtisses dessus érigées.	That certain emplacement fronting on Abbott Avenue, in the city of Westmount, district of Montreal, known and designated as being the northwest part of subdivision seventy-eight of lot number one thousand four hundred and thirty-four (1434-N.W. Pt. 78) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, said part measuring twenty feet in width by the full depth of said subdivision being ninety-five feet and three inches, more or less, English measure, and being bounded as follows: in front, by said Abbott Avenue, in rear, by a lane (1434-71), on one side, to the southeast, by the residue and remainder of said subdivision seventy-eight of said lot one thousand four hundred and thirty-four (1434-R. 78), and on the other side, to the northwest, by subdivision seventy-seven of said lot one thousand four hundred and thirty-four (1434-77) on the said official plan and book of reference; with the buildings thereon erected.	
Mme-Mrs. Colin A. Gravenor, née Patricia M. Roberts	218 218	10-1. 9-1.
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Succ.-Est. Mme-Mrs. Michael Shannon, née R. Lee	214 214	29-G-1. 30-B-3.
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Maxtate Investments	282	436.
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	

Les immeubles susdits seront vendus avec et sujet à toutes servitudes actives et passives.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Montréal et situés dans la cité de Westmount.

Donné à Westmount, ce 8e jour d'octobre 1970.

Le greffier,
R. B. SEAMAN.

36812-42-2-o

The above immovables will be sold together with and subject to all active or passive servitudes.

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the parish of Montreal and situated in the city of Westmount.

Given at Westmount, this 8th day of October, 1970.

R. B. SEAMAN,
City Clerk.

36812-42-2-o

Ville de Shawinigan-Sud

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique, à la Salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, 900, 6e avenue, Shawinigan-Sud, MERCREDI le ONZIÈME jour de NOVEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais encourus ou qui pourraient être encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Shawinigan-Sud

Public notice is hereby given that the immovable properties described hereunder, situated in the town of Shawinigan-Sud, will be sold by Public Auction, in the council Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-Sud, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of NOVEMBER 1970, at TEN a.m. to satisfy the payment of the municipal taxes and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before sale.

Propriétaire-Adresse Owner-Address	Cadastre	Taxes mun. Mun. Taxes	Taxes scol. School Taxes	Frais Costs
Beaudoin, Claude 455, boulevard Lamontagne, Bélair, Qué.	901-11	$ 65.07	$ 33.24	.....
Kerry, C.W. 17 Subunban Drive, Streetville, Ont.	745-26	30.60	48.21	.....
Leblanc, Abel 1335, 124e rue, Shawinigan-Sud, Qué.	914a-104	1,218.80	855.56	.....
Panorama Development Inc., 2620 Kent Avenue app. 221 Montréal 251	897-46	60.11	52.89	.....

Les propriétés immobiliaires susdites sont du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel et situées dans la ville de Shawinigan-Sud.

La Commission municipale, par une décision en date du 14 septembre 1970, a autorisé l'énumération abrégée des numéros de cadastre des propriétés ci-haut décrites.

Donné à Shawinigan-Sud, ce 7e jour du mois d'octobre 1970.

Conditions, comptant.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES PINEL.

36724-42-2-o

The above immovable properties are on the plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel and situated in the town of Shawinigan-Sud.

The Québec Municipal Commission, by a decision dated September 14, 1970, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the above immovables.

Given at Shawinigan-Sud, this 7th day of October 1970.

Conditions, cash.

GILLES PINEL,
Secretary-Treasurer.

36724-42-2-o

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la Cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la Cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et/ou scolaires, ainsi que les frais encourus.

City of Hull

Notice is hereby given by the undersigned City Clerk of Hull, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction on THURSDAY, the TWELFTH day of NOVEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forennoon in the Municipal Hall of the City of Hull in default of payment of municipal and/or school taxes and costs incurred.

Quartier Laurier — Laurier Ward

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
51	Bélisle, Louis & Mme, 67-69, rue St-Laurent	5	N-487		$ 145.28	$1.60	$ 146.88

Quartier Laurier (*suite*) — Laurier Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
136-2	Savard, Gérard-Arthur (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Cie Publication de la Patrie Ltée — La Prévoyance, Cie d'Assurance, 507, Place d'Armes, Montréal), 144-146, boul. Sacré-Coeur	5..	217-Pt. C, D-1	$ 526.18	$ 221.41	$3.40	$ 750.99
393	Vaillant, Gaston & Mme (Émile Laurin, 84, Papineau), 132, rue Kent	5..	N-498	.....	80.73	2.20	82.93
416	Dupont, J. C. & Mme (Dame Arthur P. Denis, 79, Dollard, Hull), 77-79, rue Dollard	4..	40-1	272.01	175.28	2.80	450.09
428	Cabana, Mme Ovila, 105, rue Dollard	5..	N-499	239.06	210.22	2.20	451.48
441	Cyr, Rhéal & Mme, 137, rue Dollard	5..	N-444	357.99	119.36	2.20	479.55
468	Bastien, Jean-Paul, 197, rue Dollard	5..	217E-17, 20	498.39	216.22	2.20	716.81
528	Robitaille, Ls.-George & Mme, 151, rue Maisonneuve	4..	43-2	.....	31.15	1.60	32.75
550	Nicholas, Elzéar & Mme (Émérencienne Bélisle-Brière, 61, St-Henri, Hull — Roland St-Onge), 207, rue Maisonneuve	5..	S-454	199.03	.....	2.80	201.83
630	Petit, Paul & Mme (René Gibeau, 1908, Carling, Ottawa), 294, rue Maisonneuve	5..	½-N-189	.....	208.14	2.20	210.34
646	Champagne, Mme Aurèle (Jean-Claude Renaud, 10, Athol Doune, Lucerne — Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 258, rue Maisonneuve	5..	S-290	430.24	156.86	3.40	590.50
705	Boucher, Fernand & Bourgeois, Eugène (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 197, rue Champlain	5..	S-533	.....	256.01	2.20	258.21
719	L'Abbé Albert Cunha (Louis Beaumont, 59, Notre-Dame, Aylmer — Caisse Populaire de Hull, 41, Victorie, Hull), 239, rue Champlain	5..	349	1,954.00	1,091.56	3.40	3,048.96
744	Guindon, Aurèle & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull — Banque Provinciale du Canada, Rockland, Ont.), 309, rue Champlain	5..	N-209	.....	177.63	3.40	181.03
752	Petit, Paul & Mme (René Gibeau, 1908, Carling, Ottawa), 327, rue Champlain	5..	N-190	.....	376.53	2.20	378.73
927	Robineau, Amédée & Mme — Giroux, Mme Omer (Raymond Proux, 240, Place Tudor, Vanier), 273, rue Notre-Dame	5..	N-271	348.27	307.94	2.80	659.01

Quartier Frontenac — Frontenac Ward

1541	St-Louis, Paul & Mme, 67, rue Papineau	2..	96-4-1, 96-3-2	$ 737.96	$ 415.18	$2.20	$ 1,155.34
1631	Madore, Laurier (En Fiducie) (Jean-Jacques Bergeron, 16, Tours, Tourainne — Louise Sarault-Bowlby, 16, Prestwick Crescent, Willowdale, Toronto, Ont.), 81-83-85, rue Garneau	3..	153	562.30	243.33	3.40	809.03
1632	Leduc, Lucien & Mme (Mrs. Stewart, R. Trutt, 1132 Normandy Crescent, Ottawa), 79, rue Garneau	3..	152-2	.....	138.94	2.20	141.14
1675	Gravelle, René & Mme, 24, rue Charlevoix	2..	96-46A	318.65	123.36	2.20	444.21
1682	Robert, Gilles & Mme (Caisse Populaire St-Rédempteur, 170, St-Laurent, Hull), 40, rue Charlevoix	2..	86-50A	.....	319.47	2.80	322.27
1783	Desjardins, Trefflé (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 195, rue St-Laurent	2..	96-81B	513.77	197.75	2.80	714.32
1821	Courval, Georges-Henri & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Vicria, Hull), 103, rue S-Laurent	3..	136-93A	.....	253.71	2.20	255.91
1822	Courval, Georges-H. & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 101, rue St-Laurent	3..	136-93B	.....	269.24	2.20	271.44
1933	Fréchette, Laurent & Mme (Guaranty Trust Company of Canada, 114 Principale), 2, rue Allard	2..	93-104, 93-105 Pt. 1	.....	1,130.13	2.80	1,132.93
1974	Rev. Pères Oblats, 105, boul. Sacré-Coeur	3..	4-1, 5-2, Pt. 217C	.....	12,510.65	1.60	12,512.25

Quartier Frontenac (*suite*) — Frontenac Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
2216	Dagenais, Serge (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, Sacré-Coeur, Hull), 232-234, St-Rédempteur	3..	51-1	$ 411.04	$ 235.20	$2.80	$ 649.04
2261	Renaud, Albert & Mme (Caisse Populaire St-Rédempteur de Hull, 170, St-Laurent), 57, rue St-Hyacinthe	3..	24-2		166.04	2.80	168.84
2274	Meloche, Émilien & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 89, St-Hyacinthe	3..	10-10-1		204.21	2.20	206.41
2316	Thivierge, Victor & Mme, 52, rue St-Hyacinthe	3..	34-2	347.87		2.20	350.07
2317	Thivierge, Victor & Mme (Placement Craig Ltd. & Montréal Trust Co., 50, Place Crémazie, suite 607, Montréal), 50, rue St-Hyacinthe	3..	39-1	335.62		2.80	338.42
2320	Monette, Maurice & Mme (Michel Lefebvre, 246 St-Rédempteur, Hull — Household Finance Corp., rue Principale), 44, St-Hyacinthe	3..	48-2	336.38		3.40	339.78
2353	Dorsey, René & Mme (Caisse Populaire de Hull, 40, Victoria, Hull — Maurice Miron, 166, Eddy, Hull), 166-168, rue Eddy	3..	184		856.73	2.80	859.53
2387	Cross, Stanley-E. & Mme, 91, rue St-Henri	3..	11-3, 11-4	367.58		2.20	369.78
2427	Bélanger, Roland & Mme (Domina Philion, 80, St-Henri, Hull), 80, St-Henri	3..	11-20	185.19	135.79	2.80	323.78
2448	Cloutier, Joseph & Mme (Lionel LeBlanc, 54, D'orsonnens, Hull — Marie-Louise Sirois, 387, St-Patrice, Ottawa), 16, rue St-Henri	3..	102-1	351.73	148.17	3.40	503.30
2629	Provost, Mme Fernand (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, Sacré-Coeur, Hull), 55, rue Falardeau	3..	135-54, 135-55-1		251.98	2.80	254.78
2685	Martin, Ferdinat & Mme, 20, rue Mance	3..	13-40		101.30	1.60	102.90
2756	Dupont, J. C. André & Mme, Jacqueline, 9, rue St-Pierre	3..	14-14		215.55	2.20	217.75
2757	Arvisais, Robert & Mme (Ida Léonard, 88, Montcalm, Hull — Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, Sacré-Coeur, Hull), 7, rue St-Pierre	3..	14-11	270.42		3.40	273.82

Quartier Montcalm — Montcalm Ward

3189	Hardouin, Mme Joseph, Leduc, Yolande & Claude B., Leduc, Mme P. V., Gagnon, Mme Ernest (Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa, Ont.), 116, rue Principale	3..	723-Pt. 2		$1,207.98	$2.20	$ 1,210.18
3365	Gauthier & Frères Enrg. (Georges Méthote, 5½, Gertin, Hull), 15, rue Wright	2..	229-2	$ 370.88	148.17	2.80	521.85
3366	Gauthier & Frères Enrg. (Ernest Kingsley, 89, Jeanne D'Arc), 13, rue Wright	2..	229-1; Pt. O-228	345.54	129.15	2.80	477.49
3414	Lesage, Guy (En fiducie) (Bourque Inv. Ltd., 1991, Alta-Vista Drive, Ottawa — Banque Provinciale du Canada, 221 ouest, St-Jacques, Montréal—Bourque Brothers Ltd., 339, St-André, Ottawa — Guaranty Trust Co. of Canada, 114, Principale, Hull), 103-105, rue Hôtel-de-Ville	4..	261-2	1,222.02	840.54	4.60	2,067.16
3593	Goulart, Jose-F. & Mme (Philias Lagacé, 28, Gagnon, Hull), 28, rue Gagnon	2..	174-2, 175-7, 176-2	316.84	171.76	2.80	491.40
3621	Périard, Simone, rue Gagnon	2..	395	152.21	28.25	2.20	182.66
3625	Sanscartier, Léo-Paul & Mme (Robert Construction Co. Ltd., 1512, Caverley, Ottawa — Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), rue Gagnon	2..	204-1, 392, Pt. 393	64.39	25.36	3.40	93.15
3681	Bélec, Ronald & Mme (Ronald Bélec, 30, Dumas, Hull — Pierre Bélanger (en fiducie), 25, Laurier, Deschênes) 24, rue Papineau	2..	109-1		246.03	2.80	248.83

Quartier Montcalm (*suite*) — Montcalm Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
3687	Lagassé, Mme Paul (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 38, rue Papineau	2	106-1	$ 377.29	$ 188.51	$2.80	$ 568.60
3713-2	Simoneau, Arthur & Mme (Omer Trépanier — Gisina Janssen, 50 Selkirk, Vanier — Élaine Trépanier-Charbonneau, 102, Papineau, Hull — Stanley E. Cross 7 Hadley), 162, rue Papineau	3	Pt. 217		68.52	3.40	71.92
3748	Roussel, Gilbert & Mme (Tilam Inv. Ltd., 50, Place Crémazie, suite 919, Montréal), 137, rue Montcalm	2	191	251.41	173.07	2.80	427.28
3750	St-Hilaire, Mme Gérard, Méloche, Mme Armanzar Périard, Jean, Marcel, Roland, Jeannine, Simone, Jacqueline, 147-149, rue Montcalm	2	Pt. 189	476.22	223.71	2.20	702.13
3751	St-Hilaire, Mme Gérard, Méloche, Mme Armanzar Périard, Jean, Marcel, Roland, Jeannine, Simone, Jacqueline, 151, rue Montcalm	2	Pt. 189	206.75	92.81	2.80	302.36
3764	Simard, Mme Arthur (Placement Craig Ltd., 50, Place Crémazie, suite 607, Montréal — Caisse Populaire Ste-Bernadette, 15, Ste-Bernadette, Hull), 138-140, rue Montcalm	2	149-2, 150		214.02	2.80	216.82
3856	Fréchette, Edgar & Mme (Supérieur Discount Ltd., 30 Rideau, Ottawa), 128-130, rue St-Rédempteur	3	295-3; 294; 296-7	456.49	206.81	2.80	666.10
3877	Castagne, Fernand & Mme (Ida Cloutier-Bélanger), 53, rue Eddy	3	633, 634	842.91	954.45	2.80	1,800.16
3906	Groulx, J. Roméo & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull — Succ. F.A. Binet), 145-147, rue Eddy	3	244; 297-3; 241-2; 260-1		494.16	2.20	496.36
3968	Roy, Roger & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 85, rue St-Jacques	3	527		450.93	2.20	453.13
3972	Rochon, Dioscoride & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), rue St-Jacques	3	357-2, 360	90.36	42.09	2.80	135.25
3973	Rochon, Dioscoride & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 99, rue St-Jacques	3	359, 358-2	644.95	293.50	2.80	941.25
3992	Harper, Fernand & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 148, rue St-Jacques	3	213-1, 197-4	315.08	158.56	2.80	476.44
4146	Gendron, Raoul & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull — Ministère du Revenu National, Ottawa), 80-82, rue Laval	4	225-B	352.70	148.77	3.40	504.87
4210	Proulx, Louis Gonzague & Mme (Seabord Sec. Can. Ltd., 101, Principale, Hull), 52, rue Dollard	4	124-1	454.90	178.18	2.80	635.88
4221	Henderson, Richard-E. & Mme (Industrial Acc. Corp., 1712, Carling Ave., Ottawa — Succ. Jules Laverdure, 120, Principale, Hull), 8, rue Dollard	4	252-Pt.-O-2	500.39	503.62	3.40	1,007.41
4237	Henderson, Richard-E. & Mme (Industrial Acc. Corp., 1712 Carling Ave., Ottawa — Succ. Jules Laverdure, 120, Principale, Hull — Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 79, rue Maisonneuve	4	251-2, 252 Pt-E-2, 262 Pt-N-2, 262-Pt-N-3	1,097.69	1,164.99	4.00	2,266.68
4314	Daigle, Paul & Mme (Dame Rosaire Heyendal, 272, Elm., Gatineau), 124, rue Champlain	4	137-A	504.74		2.80	507.54

Quartier Tétreau — Tétreau Ward

4715	Séguin, Mme Georges-P., 68, rue de Lanaudière	1	16-7-1		$ 356.56	$2.20	$ 358.76
4745	O'Neil, James-H. & Mme (Caisse Populaire Brébeuf, 345, boul. Taché, Hull), 37, rue de Lanaudière	1	32		170.09	2.20	172.29
4758	Parizeau, Émile & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, Principale, Hull), 42, rue Prévost	1	338-9, Pt. 336	$ 329.36	108.36	2.80	440.52

Quartier Tétreau (*suite*) — Tétreau Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
4759	Corneau, Hector & Mme, 44, rue Prévost	1	338-8, Pt. 336	$ 948.86	$ 369.05	$2.20	$ 1,320.11
4793	Gagné, Roger & Mme (Charles A. Meilleur, 66, Main Gatineau) 42, rue Tétreau	1	96-B, O-97	534.01	199.50	2.80	736.31
4794-2	Beaudry, Mme Lucien (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, Principale, Hull), 46, rue Tétreau	1	95-B		265.24	2.20	267.44
4980	Gariepy, Jean-Jacques (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 23, rue Moncion	1	9-15-12	688.91	315.98	2.80	1,007.69
5439	Charron, Hector & Mme (Dame Pauline Peterson-Charron), 17, rue Scott	1	255-143	190.30	168.12	2.20	360.62
5489	Pagé, Aldège & Mme, 9, rue Chatelain	1	255-160, 161	227.09	99.75	2.20	329.04
5515	Jetty, Albert & Mme (Alice Cotuan-Desjardins, 138, Wellington, Hull), 11, rue Duquesne	1	255-555, 556	495.54	264.99	2.80	763.33
5534	Lacasse, Gabriel & Mme (Lionel Hotte — Banque Provinciale du Canada, 161, Principale, Hull — International Paint Canada Ltd., 6700, Parc Ave., Montréal), 9-11, rue Lavigne	1	255-646, 647, Pt. 1184		253.71	3.40	257.11
5546	Blondin, Albert & Mme (Esidore Michaud, 39, boul. St-Joseph, Hull), 48, rue Lavigne	1	255-686, E-687, Pt. 1174	643.45	232.38	2.80	878.63
5559	Lacasse, Gabriel & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., rue Principale, Hull — Lionel Hotte — Banque Provinciale, 161, Principale, Hull — International Paint Canada Ltd., 6700 Parc Ave., Montréal), 8, rue Lavigne	1	255-658, Pt. 1175		163.75	3.40	167.15
5669	Dumouchel, Raymond & Mme (Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, suite 919, Montréal), 46, St-Jean Bosco	1	255-1078B, 1079, Pt. 1148B	653.41	298.41	2.80	954.68
5696	Beaudry, Arthur & Mme (Niagara Mortage, 77, Metcalfe, Ottawa), 65, rue Délorimier	1	254-22	669.92		2.80	672.72
5697	Beaudry, Arthur & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 67, rue Délorimier	1	254-23	315.56		2.80	318.36
5724	Lusignan, Raymonde (Roland, Henri, Denise, Jean-Louis) Lusignan, Mme J. Henri, 122, rue Délorimier	1	254-171	425.90		2.80	428.70
5787	Morissette, Cléophas & Mme (Family Finance (1964) Corp., 2024, Peel, Montréal), 86, rue Rouville	1	254-202		298.24	2.20	300.44
5803	Gaudreau, Wilfrid & Mme (Caisse Populaire St-Jean Bosco, 25, Booth, Hull), 40-42, rue Rouville	1	254-67		135.49	2.80	138.29
5849	Provost, Raoul & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, Principale, Hull), 84, rue Chauveau	1	254-236		156.26	2.80	159.06
6035	Brisson, Antoine (Fernand Lusignan, 118, boul. St-Joseph, Hull — Lionel LeBlanc, 54, D'Orsonnens, Hull), 118, boul. St-Joseph	1	256-9		217.92	2.80	220.72
6055	Asselin, Armand & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull — Isidore Michaud, 39, boul. St-Joseph, Hull), 99, St-Joseph	1	254-5, 6		1,116.70	3.40	1,120.10
6067	Laframboise, Honorius (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 75, boul. St-Joseph	1	255-907		184.64	2.20	186.84

Quartier Wright — Wright Ward

6525	Cregheur, Jean-Jacques (J. L. Aldéric Audet, 355, 68e rue ouest, Charlesbourg — Caisse Populaire St-Josepth, 250, St-Joseph, Hull), 362, rue Laramée	1	8-54, 55, 11-82, 83	$1,071.11	$ 384.03	$3.40	$ 1,458.54
6598	Léonard, Roméo & Mme (Maurice Charbonneau, 9, Lambert, Hull), 13, rue Rouleau	1	8-60	495.37	193.15	2.80	691.32

Quartier Wright (*suite*) — Wright Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
6612	Charette, Ivanhoe & Mme, 9, rue Plessis	1	247-28	$ 601.90	$ 228.31	$2.20	$ 832 41
6623	Blondin, Albert & Mme (Isidore Michaud, 39, boul. St-Joseph, Hull — Mr. Nick Kowronski, 22 Sherbrooke St., Ottawa), 4, rue Plessis	1	247-40	522.46		3.40	525.86
6640	Marengère, René & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull — Club de Salaberry Inc. a/s Cartier Mignault, 101, Principale, Hull), 97, rue Amherst	1	247-O-87, O-54	587.94	216.77	3.40	808.11
6659	Bencik, Clément & Mme (Construction Deschênes Ltd., Pink Road, Lucerne — Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 159, rue Amherst	1	247-415, 414, Pt. 480		440.42	3.40	443.82
6676	Strasbourg, Mme Édouard, 174, rue Amherst	1	247-411, 412, 8-27	508.62	273.23	2.20	784.05
6685	Stransbourg, Roland & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, St-Joseph, Hull), 134, rue Amherst	1	247-398	287.50	121.65	2.80	411.95
6711	Glace Cristal Ltée (Aldège Cayer, C.P. 72, Hull — Kathleen Galegoure, 516, Dorchester, Ottawa — Glace Sanitaire de Hull Ltée, a/s Mme Jacqueline Lacoursière, 385, Wilbrod, Ottawa), 10, rue Amherst.	1	250-SC-59	2,297.09	1,066.33	4.00	3,367.42
6722	Benoit, Hector & Mme (Lucien Laroche, 26, Taschereau, Hull), 26, rue Taschereau	1	247-569		228.30	2.80	231.10
6742	Sabourin, Émile & Mme (André Lacasse (en fiducie), 59, Lisieux, Touraine — Royal Trust, 76, Metcalfe — Niagara Morg., 77, Metcalfe, Ottawa), 107, rue Binet	1	247-796, Pt. 486		235.24	2.80	238.04
6744	Legault, Carroll & Mme (C.A.C. Realty Ltd., 191, Principale, Hull — Royal Trust, 76, Metcalfe, Ottawa), 111, rue Binet	1	247-369, 370	784.39	264.84	3.40	1,052.63
6783-3	Charbonneau, Maurice & Mme (Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, Montréal), 20, rue Beaudoin	1	250-NC-59	485.54	336.75	2.80	825.09
7048	Villeneuve, Emile & Mme (Fidelity Finance Corp., 4661, Van Horne, suite 3, Montréal), 92, rue Dumas	1	245.34	403.05	253.68	2.80	659.53
7061	Labelle, Avila & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull — Charles Munn (in trust) C.P. 87, Hull — Dorval Morin, Gracefield, Québec.) 42, rue Dumas	1	245-56, 57, Pt. 117	764.68	681.30	4.00	1,449.98
7097	Farago, Antonio & Mme (Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, Montréal — Caisse Populaire St-Jean Bosco, 25, Booth, Hull — Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 13, rue Sherbrooke	1	245-107A	332.45	306.92	4.00	643.37
7194	Daly, Louis & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 71, rue Nicolet	1	246-207	322.69		2.80	325.49
7257	Richer, Aurèle & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull — Philip M. Charest), 82, rue Nicolet	1	246-344	432.25	216.78	2.80	651.83
7300	Brazeau, Thomas-Aurèle & Mme (Banque Nouvelle Écollse, 61, Principale, Hull), 105, rue Jeanne d'Arc	1	246-399, 400, Pt. 622	394.41	202.36	2.80	599.57
7337	Thom, Antonio & Mme (Stanley Cross, 7, Hadley, Hull), 57, rue Crémazie	1	257-35, 258-12	529.54	148.77	2.80	681.11
7339	Thom, Antonio & Mme (Georgette Charbonneau-Thibeault, 126, boul. Sacré-Coeur, Hull), 51, rue Crémazie	1	257-33, N-32	679.58	222.56	2.80	904.94
7371	Tessier Realties Ltée (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph — Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, Montréal — Canadian Acceptance Corp. Ltd.), 121, rue Lois	1	250-S. 40	337.86	109.53	3.40	450.79

Quartier Wright (*suite*) — Wright Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires -- Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
7374	Succ. Wilfrid Poirier (Jean Gay, 79, Prud'homme, Hull), 111, rue Lois.	1	250-25	.....	$ 165.45	$2.20	$ 167.65
7391	Maisonneuve, Roméo & Mme (Montreal Trust, Montréal — Craig. Inv. Ltd., 50, Place Crémazie, suite 607, Montréal), 69, rue Lois	1	251-7, 257-21	$ 370.10	127.42	2.80	500.32
7400	Club d'Hiver de Hull Inc. (Marcel Maste rie (in trust), 133, Champlain, Hull — Aldège Cayer et al., C.P. 72, Hull), 20, rue Cousineau	1	250-S.E. 61, 90-2	3,572.23	2,061.17	3.40	5,636.80
7438	Succ. Wilfrid Poirier (Cong. Fraterternité Sacerdotale — Jean Gay, 79, Prud'homme, Hull), 220, boul. St-Joseph	1	250-S.19	.....	112.98	2.20	115.18
7439	Succ. Wilfrid Poirier (Cong. Fraternité Sacerdotale — Jean Gay, 79, Prud-homme, Hull), 222-224, boul. St-Joseph	1	250-N. 19	.....	112.98	2.20	115.18
7444	Immeubles Tessier Ltée (Royal Trust, 76, Metcalfe, Ottawa — Tilam Inv. Ltd., 50, Place Crémazie, suite 819, Montréal — Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, Montréal), 236, boul. St-Joseph	1	250-31	446.91	410.98	4.00	861.89
7497	Pelland, Germain & Mme, 147, boul. St-Joseph	1	254-317, 318, 319	.....	1,350.87	2.20	1,353.07
7518-2	Prévost, Claude & Mme (Trust Général du Canada, 120, rue Principale, Hull), 86, rue Berri	1	247-Pt. N-646	.....	231.20	2.20	233.40
7569	Belley, Rolland & «Mme» (Stanley Cross 7, Hadley, Hull), 65, rue Demontigny	1	247-588	456.95	.....	2.80	459.75
7604-3	Henri, Bermain & Mme (Caisse Populaire du Lac-des-Fées, 65, Moussette, Hull), 60, rue Davies	1	247-32	369.43	117.62	2.80	489.85
7616	Renaud, Jacques & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull) 65, rue Davie	1	247-57	.....	139.60	2.20	141.80
7651	Artish, William & Mme (Avco Delta Ltd., 83, O'Connor, Ottawa — Royal Trust, 76, Metcalfe, Ottawa), 23, rue Richelieu	1	247-88, Pt. 89	449.60	180.47	3.40	633.47
7693	Woodford, Charles & Mme (Stanley Cross, 7, Hadley, Hull — Mme Adeline Godin, 127, Charlevoix, Hull — Sa Majesté la Reine — Banque de Montréal — Ministère du Revenu National), 39, rue Labelle	1	247-624	513.60	357.53	4.00	875.13
7694-1	Woodford, Charles & Mme (Banque de Montréal — Stanley Cross, 7, Hadley, Hull — Réjean St-Amour, 30, Dijon, Hull-est), rue Labelle	1	247-Pt. 623	82.87	42.58	3.40	128.85
7767	Laurin, Ferdinand & Mme (Royal Trust, 76, Metcalfe, Ottawa — Niagara Morg., 77, Metcalfe, Ottawa), 40, rue Bisson	1	8-174	637.98	.....	3.40	641.38

Quartier Lafontaine — Lafontaine Ward

8128	Dupont, René & Mme (Caisse Populaire Lac-des-Fées, 65, Moussette, Hull), 196, boul. Montclair	1	4-1-S-91	.....	$ 244.12	$2.80	$ 246.92
8204	Latreille, Ernest & Mme (Béatrice Bédard-Labelle, 189, Montclair, Hull), 73, Fontaine	1	244-208, 209	.....	178.18	2.80	180.98
8212	Deziel, Guy & Mme (Arthur Séguin Ltée, 240, Place Tudor, Vanier — J. G. Bisson Const. Co. Eng. Ltd.— Western Savings & Loans Ass., Winnipeg, Manitoba), 111, rue Fontaine	1	244-51	$ 517.52	.....	4.00	521.52
8221	Scott, Fernand & Mme, 129, rue Fontaine	1	244-42	404.85	284.46	2.20	691.51
8233	Dompièrre, Gaston & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 153, rue Fontaine	1	244-30	174.50	121.26	2.80	298.56
8327	Bériault, Edouard & Mme (Olivier Bonneville, 31, Ste-Marie, Hull), 31, rue Ste-Marie	1	244-263	.....	224.20	2.20	226.40

Quartier Lafontaine (*suite*) — Lafontaine Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
8396	Legault, Laurette (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 170, rue Ste-Marie	1	4-1-26		$ 207.58	$2.20	$ 209.78
8757	Pilon, Robert (Palmer J. Foley, 127, Buell, Ottawa), 71, Gamelin	1	244-517, 518, Pt. 600		514.02	2.80	516.82
8771	Ely, William Patrick (A. Amyot & Fils Ltée — Plomberie Régimbald Ltée — Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 169, boul. Gamelin	1	244-O.541 Pt. 603		507.43	2.20	509.63
8791	Vaillancourt, J. O. & "Mme" (Adrien Desjardins, 146, rue Isabelle, Hull — Trust Général du Canada, 120, Principale Hull), 229, boul. Gamelin	1	4-15, Pt. O-14	$ 465.59		3.40	468.99
8826	Ely, William-Patrick (C.A.C. Realty Ltd., 191, Principale, Hull — Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa), 64, Gamelin	1	142-2-E.57, 56. 142-20-20		325.21	3.40	328.61
8883	Parizeau, Jean Gaston & Mme (Stanley Cross, 7, Hadley, Hull), 19, Montpetit	1	141-30	370.02	252.51	2.80	625.33
8888	Aubé, Lucien & Mme (Caisse Populaire Sacré-Coeur, 106, Sacré-Coeur, Hull), 29, rue Montpetit	1	141-E.25	447.89	274.76	2.80	725.45
8891	Gauthier, Marcel & Mme, 35, rue Montpetit	1	141-N.113, 114	213.70		2.20	215.90
8940	Courchesne, Gérard (Michel Glazer, 38, Montmartre, Hull — Dame Philemon Sabourin, 10, Larose, Hull), 10, rue Larose	1	141-159		141.83	2.80	144.63
8942	Bénard, André & Mme (Caisse Populaire St-Raymond, 53, St-Raymond, Hull), 6, rue Larose	1	141-161	490.13	325.21	2.80	818.14
8982	Poirier, Léo & Mme (C.A.C. Realty Co. Ltd., 191, Principale, Hull), 19, rue Richer	1	141-205	467.02	174.74	2.80	644.56
9077-3-1	Tessier, Maurice & Mme (Dame Emile Lapointe, 100, Eddy, Hull), 21, rue Trudeau	1	142-41		191.41	2.20	193.61
9088	Lesage, Alphonse & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, Principale, Hull), 65, rue St-Raymond	1	141-231	541.55		2.80	544.35
9104-1	Institut de Réhabilitation Richelieu, rue St-Raymond	1	Pt. 3-1-19	1,409.43		2.20	1,411.63
9107	Aubé, Lucien & Mme (Caisse Populaire Sacré-Coeur, 106, Sacré-Coeur, Hull), rue Laflamme	1	141-O.25		13.83	2.20	16.03
9110-1	Grimco Amusements Ltd., boul. St-Joseph	1	144 Pt. 5	8,693.54	2,623.08	2.20	11,318.82
9110-2	Grimco Amusements Ltd., 480, boul. St-Joseph	1	144-Pt. 5	3,665.61	1,544.30	2.20	5,212.11
9177	Chrétien, Gaston & Mme (Succ. Edmond Arbique, 36, Delorimier, Hull), 25, rue Fortier	1	246-N.499, N.498, N.497, Pt. 626	607.50		2.80	610.30
9297-1	Chaussé, Florent & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 107, rue Emond	1	4-86-2		443.41	2.80	446.21

Quartier Dollard — Dollard Ward

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Scol. Prot. Cascades Cascades Prot. School	Frais Costs	Total
12019	Belleau, Jean & Mme, (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 126, rue St-Raymond	5	6b-51	$ 665.65	$ 237.54		$2.80	$ 905.99
12137	Audette, Philippe & Mme, (Royal Trust, 76, Metcalfe, Ottawa), 21, rue Fréchette	5	6b-63	586.90	206.84		2.80	796.54

Quartier Dollard (*suite*) — Dollard Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Scol. Prot. Cascades Cascades Prot. School	Frais Costs	Total
12312	Lebel, Georges-A. & Mme, 69, rue Brady	5	6b-347, Pt. 348	$ 814.38	$ 662.68	.....	$2.20	$1,479.26
12329	Thauvette, Laurent & Mme, rue Brady	5	6b-Pt. 325	219.48	60.55	.....	2.20	282.23
12330	Thauvette, Laurent & Mme, rue Brady	5	6b-324	335.57	94.55	.....	2.20	432.32
12410	Légaré, Daniel & Mme, rue Thériault	5	7K-467	.....	6.34	.....	1.60	7.94
12931	Thauvette, Laurent & Mme, rue Legault	5	6b-508	277.79	38.64	.....	2.20	318.63
12932	Thauvette, Laurent & Mme, rue Legault	5	6b-507	208.09	45.54	.....	2.20	255.83
12933	Thauvette, Laurent & Mme, rue Legault	5	6b-506	217.53	55.36	.....	2.20	275.09
12934	Thauvette, Laurent & Mme, rue Legault	5	6b-505	202.80	44.38	.....	2.20	249.38
13231	Fournel, Jean-Paul & Mme, (National Life Ass. Co., Canada, 522, University, Toronto), 145, Jolicoeur	6	8C-225	.....	.....	$ 21.01	2.20	23.21
13386	Denommée, Armand & Mme, (Société Gazifère de Hull Inc., 365, boul. St-Joseph), 34, Hinchey	6	8C-243	104.41	29.35	.....	2.80	136.56
13387	Denommée, Armand & Mme, (Société Gazifère de Hull Inc., 365, boul. St-Joseph) 32, Hinchey	6	8C-242	104.41	29.35	.....	2.80	136.56
13388	Denommée, Armand & Mme, (Société Gazifère de Hull Inc., 365, boul. St-Joseph, Hull), 30, Hinchey	6	8C-241	104.41	29.35	.....	2.80	136.56
13389	Denommée, Armand & Mme, (Société Gazifère de Hull Inc., 365, boul. St-Joseph, Hull), 28, Hinchey	6	8C-240	104.41	29.35	.....	2.80	136.56
13390	Denommée, Armand & Mme, (Société Gazifère de Hull Inc., 365, boul. St-Joseph, Hull), 26, Hinchey	6	8C-239	104.41	29.35	2.80	2.80	136.56
13391	Denommée, Armand & Mme, (Société Gazifère de Hull Inc., 365, boul. St-Joseph, Hull), 24, Hinchey	6	8C-119	114.05	31.92	.....	2.80	148.77
13392	Denommée, Armand & Mme, (Société Gazifère de Hull Inc., 365, boul. St-Joseph, Hull), 22, Hinchey	6	8C-120	132.85	39.52	.....	2.80	175.17
14074	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd., (Canadian General Elec. Credit Ltd., 214 King St. W., Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 410-412, Cité des Jeunes	6	9C-41	259.32	.....	.....	3.40	262.72
14075	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd., (Canadian General Elec. Credit Ltd., 214 King St. W., Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 414-416, Cité des Jeunes	6	9C-42	259.32	.....	.....	3.40	262.72
14076	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd., (Canadian General Elec. Credit Ltd., 214 King St. W., Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 418-420, Cité des Jeur	6	9C-43	259.32	.....	.....	3.40	262.72
14077	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd., (Canadian General Elec. Credit Ltd., 214 King St. W., Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 422-424, Cité des Jeunes	6	9C-44	259.32	.....	.....	3.40	262.72
14200	Bellai, Antonio & Mme, (Société Gazifère de Hull Inc., 365, boul. St-Joseph, Hull), 3, rue Alie	6	8C-104	.....	.....	77.25	2.20	79.45

Quartier Vanier — Vanier Ward

15426	Carroll, Herbert, boul. Riel	5..	7K-518	$ 257.51	$ 28.92	.....	$2.20	$ 288.63
HO-5479-2	Thibault, Richard & Mme, rue Jummonville	6..	6D-480	397.48	.....	.....	2.20	399.68
15594	J. G. Bisson Const. Ltée, Place de Lorraine	6..	7C-309-5	55.49	23.17	.....	2.20	80.86
15721	Kroeger, Heing & Mme — Laflamme, Henri, rue Chouinard	5..	6A-465	69.11	27.66	.....	2.20	98.97
15722	Kroeger, Heing & Mme — Laflamme, Henri, rue Chouinard	5..	6A-464	60.05	23.62	.....	2.20	85.87
15723	Kroeger, Heing & Mme — Laflamme, Henri, rue Chouinard	5..	6A-463	69.92	27.66	.....	2.20	99.78

Quartier Vanier (*suite*) — Vanier Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Scol. Prot. Cascades Cascades Prot. School	Frais Costs	Total
15724	Kroeger, Heing & Mme — Laflamme, Henri, 23, rue Chouinard	5..	6A-462	$ 69.52	$ 27.66		$2.20	$ 99.38
15725	Kroeger, Heing & Mme — Laflamme, Henri, rue Chouinard	5..	6A-461	64.97	25.36		2.20	92.53
15828	Wong, Ken & Mme (Caisse Populaire St-Raymond, 53, St-Raymond, Hull), 37, ave. du Parc	5..	6A-391		39.70		2.20	41.90
HO-15921	Thibault, Richard & Mme, boul. Mont-Bleu	6..	6D-103, 214-2		246.32		1.60	247.92
HO-15934	Thibault, Richard & Mme, rue Mont-Bleu	6..	6D-478	707.82			2.20	710.02
15959	Poirier, Roland & Mme (Montreal Trust Co., Dept. des Hypt., 777 ouest, boul. Dorchester, Place Ville Marie, Montréal — Jacques Simard, 50, ave. du Parc, Hull — J. Dan Brunet, 331, boul. St-Joseph, Hull), 79, rue Mont-Bleu	5..	6A-330	708.75			4.00	712.75
15967	Denommée, Armand & Mme (Thom Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), rue Mont-Bleu	5..	5-826	436.02	28.73		2.80	467.55
15969	Denommée, Armand & Mme (Thom Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), rue Mont-Bleu	5..	5-828	436.02	28.73		2.80	467.55
15970	Denommée, Armand & Mme (Thom Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), rue Mont-Bleu	5..	5-829	436.02	28.73		2.80	467.55
15973	Denommée, Armand & Mme (Thom Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), rue Mont-Bleu	5..	5-832	381.99	28.73		2.80	413.52
15974	Dénommée, Armand & Mme (Thom Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), rue Mont-Bleu	5..	5-833	346.71	28.73		2.80	378.24
15975	Dénommée, Armand & Mme (Thom Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), rue Mont-Bleu	5..	5-834	403.46	41.34		2.80	447.60
16010	MacLeod, Langford D. & Mme (Royal Trust, 26, Metcalfe, Ottawa), 344, Lévis	6..	8C-192		24.45		2.20	26.65
16025-14	J. G. Bisson Const. Ltée, rue Lévis	6..	7C-382, 383.	207.85	141.29		2.20	351.34
16025-15	J. G. Bisson Const. Ltée	6..	7C-385, 386, 387, 388		7.35		1.60	8.95
16089	Gascon, Mme Claude—Kenny, Mme Roland — Simard, Mme Yvon, Sauvé, (Francine, Denise, Michel) — Charbonneau, Mme Robert — Gagnon, Mme Réjean, Sauvé, Mme René, Jacques (Lise, Florent, Diane, Steve) (Caisse Populaire St-Raymond, 53, St-Raymond, Hull), 180, rue Archambault	5..	5-350, 351	747.08	482.53		4.00	1,233.61
16121	Bergeron, Gérard & Mme (Fidelity Finance Corp., 6555, Côte des Neiges, 330, Montréal — Fernand Desrochers, 16, Jolicoeur, Hull), 146, rue Larose	5..	5-423, 424	766.46	238.91		3.40	1,008.77
16127	Charbonneau, Arthur & Mme (Caisse Populaire St-Raymond, 53, St-Raymond, Hull), 147, rue Gratton	5..	5-Pt. E-441, Pt. E-442		329.80		2.20	332.00
16133	Beauchamp, Raymond—Carpentier, R. (Joseph Alphonse Bart, 136, Gratton, Hull), 136, rue Gratton	5..	5-455, 456	563.04			2.80	565.84
16154-1	Pelletier, Bernard & Mme (Succ. Evelyn Béland-Varin a/s Edmond Danis, 6, St-Jean, Rockland), 143, rue Richer	5..	5-501	177.65			2.80	180.45
16180	Hupé, Jules & Mme, 144, rue Richer	5	5-539	296.35			2.20	298.55
16243	L'Hôtel Le Moulin Rouge de Hull Ltée (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 615-617, St-Joseph	5..	4G-45	2,983.25	1,339.39		2.80	4,325.44
16711	Amyot, François (en fiducie) (Edmond Potvin, 336, Beaudry, Ottawa — Banque Provinciale du Canada, 221 O., St-Jacques, Montréal — Thérèse Amyot-Trépanier — Jean-Paul Trépanier, 194, Durocher, Hull), 706, boul. St-Joseph	5..	Pt. 5	2,043.24	1,093.86		4.00	3,141.10

Quartier Vanier (*suite*) — Vanier Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Scol. Prot. Cascades Cascades Prot. School	Frais Costs	Total
16712	Amyot Ready Mix Co. Ltée (Canada Permanent Trust Co., 300 O., Notre-Dame, Montréal — Ciment Lafarge Ltd., 750, boul. Laurentien, St-Laurent, Qué.), 700, boul. St-Joseph	5	Pt. 5	7,395.28	9,838.29		$3.40	17,236.97
16748	Denommée, Armand & Mme (Thom Cons. Ltd. 231½, St-Rédempteur, Hull), rue Ardouin	5	5-824	721.20	28.73		2.80	752.73
16886	Bourgeois, Eugène & Mme, rue Charron	5	5-777	57.23			2.20	59.43
16887	Bourgeois, Eugène & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 20, rue Charron	5	5-52,53	774.64			2.80	777.44
16902	Liberty, Robert & Mme (Joseph Urgel L'Écuyer, Messines, P.Q.), 45, rue Meunier	5	5-94-9		540.25		2.80	543.05
17083	Meilleur, Maurice & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 25, rue Marengère	5	4-E 100, 101, Pt. 394	594.17	395.45		2.80	992.42
17102–1	Cloutier, Julien & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, Principale, Hull), 66, Marengère	5	5-Pt. E-522, Pt. E-521		53.71		2.20	55.91
17102–2	Tremblay, Jules & Mme (Caisse Populaire St-Raymond, 53, St-Raymond — Guaranty Trust Co. of Canada, 109, Bank, Ottawa), 68, Marengère	5	5-Pt. O-522, Pt. O-521		62.12		2.80	64.92
HO-17425	Richard Thibault Inc. (Stanley Cross, 7, Hadley, Hull — Ludger Thibault, 48, Bourque, Hull — René Hammon & Louis St-Pierre, 30, Dumas, Hull), 2 à 12, Daniel Johnson	6	6-D-194, 195, 196, 197, 198, 199	4,112.41	1,070.23		4.00	5,186.64
HO-17480	Madore, Julien (Royal Hamel, 80, Des Oliviers, Hull — Fidelity Finance, 5450, Côte des Neiges, suite 511, Montréal — Trust Général du Canada, 120, Principale, Hull), 48, Bilodeau	6	6-D-501	1,671.80	441.05		4.00	2,116.85
HO-17516-3	J. G. Bisson Const. Ltée	6	6D-508	56.37	88.58		2.20	147.15
HO-17516-49	J. G. Bisson Const. Ltée	6	6D-509		14.54		1.60	19.14
HO-17520	Lalonde, Bruno & Mme, Albanel	6	6D-14	929.55	87.45		2.20	1,019.20
HO-17568	Thibault, Richard & Mme, rue Brault	6	6D-479	397.51			2.20	399.71
HO-17590	Marois, Maurice, rue Le Breton	6	6D-71	364.71			2.20	366.71
HO-17604	Marois, Maurice & Mme (Banque Provinciale du Canada, 161, Principale et 221 O., St-Jacques, Montréal), 8, rue Le Breton	6	6D-57, 56	3,300.32			2.80	3,303.12
HO-17606	Marois, Maurice & Mme (Banque Provinciale du Canada, 161, Principale et 221 O., St-Jacques, Montréal), 4, Le Breton	6	6D-55, 54	3,317.35			2.80	3,320.15
HO-17609	Marois, Maurice & Mme (Banque Provinciale du Canada, 161, Principale et 221 O., St-Joseph, Montréal), 5, rue Brulé	6	6D-52, 53	3,317.80			2.80	3,320.60
HO-27	Tremblay, François (Léo Charbonneau, 445, rue Georges, Gatineau — Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull)	6	Pt. 5B	280.11	164.90		3.40	448.41
HO-85	Marengère, Colin	6	Pt. 4G	157.69			2.20	159.89
HO-128	Wilson, Donald & Mme	6	Pt. 4E		77.83		1.60	79.43

Quartier Vanier (*suite*) — Vanier Ward (*continued*)

No Rôle / Roll No.	Propriétaires — Adresse / Proprietors — Address	Rang / Range	Numéro du cadastre / Cadastral number	Taxes mun. / Mun. taxes	Taxes scol. / School taxes	Scol. Prot. Cascades / Cascades Prot. School	Frais / Costs	Total
HO-251	Inconnu	6	½ Sud 4C-40		$ 10.68		$1.00	$ 11.68
HO-252	Inconnu	6	½ Sud 4C-44		9.63		1.00	10.63
HO-253	Inconnu	6	½ Sud 4C-45		16.03		1.00	17.03
HO-283-1	J. G. Bisson Const. Ltée	6	6D-510	$ 37.76	59.27	$ 111.19	2.20	210.42
HO-283-2	J. G. Bisson Const. Ltée	6	6D-504, 505, 506	72.79	130.32	111.18	2.20	316.49

Donné à Hull, ce 14e jour d'octobre 1970.

Le greffier,

ROBERT LESAGE.

36843-43-2-o

Given at Hull, this 14th day of October, 1970

ROBERT LESAGE,

City Clerk.

36843-43-2-o

La Corporation de la cité de Trois-Rivières

Avis public est par le présent donné que le SEIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, 1970, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés seront vendus comme étant grevés de taxes scolaires qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi; certains de ces immeubles seront vendus à charge pour l'adjudicataire d'acquitter les taxes scolaires, savoir:

1° « La subdivision No 1120-268 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

2° « La subdivision No 1120-269 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

3° « La subdivision No 1120-270 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

4° « La subdivision No 1120-271 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

5° « La subdivision No 1120-281 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

6° « La subdivision No 1120-290 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

7° « La subdivision No 1120-291 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

8° « La subdivision No 1120-292 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

9° « La subdivision No 1120-293 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

10° « La subdivision No 1120-294 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

11° « La subdivision No 1120-295 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

12° « La subdivision No 1120-296 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

Corporation of the city of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that on the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER, 1970, at TEN o'clock in the morning, at the City Hall of the City of Trois-Rivières, the lands and inheritances hereunder designated will be sold as burdened with school taxes which were not paid within the six months following the notice of the deposit of the roll, as required by law; a certain amount of these immovables shall be sold on condition that the adjudicator acquit the school taxes, to wit:

1. "Subdivision No. 1120-268 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

2. "Subdivision No. 1120-269 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

3. "Subdivision No. 1120-270 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

4. "Subdivision No. 1120-271 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

5. "Subdivision No. 1120-281 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

6. "Subdivision No. 1120-290 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

7. "Subdivision No. 1120-291 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

8. "Subdivision No. 1120-292 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

9. "Subdivision No. 1120-293 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

10. "Subdivision No. 1120-294 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

11. "Subdivision No. 1120-295 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

12. "Subdivision No. 1120-296 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

13° « La subdivision No 1120-297 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

14° « La subdivision No 1120-298 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

15° « La subdivision No 1120-299 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

16° « La subdivision No 1120-322 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à Palder Construction Ltd. ».

17° « La subdivision No 26-46 du cadastre de St-Étienne, comme appartenant à Dame Julien Livernoche. ».

18° « La subdivision No 26-47 du cadastre de St-Étienne, comme appartenant à Dame Julien Livernoche. »

19° « La subdivision No 313-20 du cadastre de St-Étienne, comme appartenant à M. Louis Alarie. »

20° « Une terre située du côté nord-est du premier rang, en ladite paroisse de St-Michel des Forges, contenant trois arpents et demi de largeur par environ dix-sept arpents de profondeur, connue et désignée comme faisant partie des lots numéros dix-huit et dix-neuf (P. 18 et P. 19) du cadastre officiel du comté de St-Maurice, pour la paroisse de St-Étienne des Grès, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, bornée comme suit, savoir: en front du côté sud-ouest, au chemin public du premier rang de la paroisse de St-Michel des Forges, du côté nord-ouest, par Arthur Milot ou représentants, en profondeur, vers le nord-est, par la rivière St-Maurice, et de l'autre côté, vers le sud-est par Gaston Milette, comme appartenant à M. Louis Demontigny. »

21° « Un terrain situé sur une rue projetée, transversale au boulevard Parent, en la Cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme faisant partie du lot No 193 (Partie 193) au cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières; mesurant cent pieds de largeur au front sur cette rue projetée par une profondeur de cent pieds, la ligne sud-ouest de cedit terrain se trouvant à deux cents pieds dudit boulevard Parent, et borné comme suit: en front du côté sud-est par cette dite rue projetée, en profondeur du côté nord-ouest par le terrain de Eugène Bellefeuille ou représentants, du côté sud-ouest par le terrain de Eddy Dallaire, et du côté nord-est par le terrain qui doit être acheté par Gaston Dallaire; avec droit de passage dans la rue projetée située au sud-est du terrain vendu faisant partie du même dit lot No 193, mais aux risques et périls de l'acquéreur, tel qu'il est mentionné dans la vente consentie par Eugène Bellefeuille à feu Albert Dallaire, enregistré sous le No 230,608 le 26 juin 1962, comme appartenant à M. Yvon Dallaire. »

Hôtel de Ville, Trois-Rivières, le 15 octobre 1970.

L'assistant-greffier
de la Cité des Trois-Rivières,
RÉAL FLEURY, o.m.a.

36849-43-2-o

13. "Subdivision No. 1120-297 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

14. "Subdivision No. 1120-298 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

15. "Subdivision No. 1120-299 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

16. "Subdivision No. 1120-322 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, belonging to Palder Construction Ltd.".

17. "Subdivision No. 26-46 of the cadastre of St-Étienne, belonging to Mrs. Julien Livernoche.".

18. "Subdivision No. 26-47 of the cadastre of St-Étienne, belonging to Mrs. Julien Livernoche.".

19. "Subdivision No. 313-20 of the cadastre of St-Étienne, belonging to Mr. Louis Alarie.".

20. "A piece of land situated on the northeast side of the first range, in the said parish of St-Michel des Forges, containing three arpents and one-half in width by about seventeen arpents in depth, known and designated as being part of lots numbers eighteen and nineteen of (P. 18 and P. 19) of the official cadastre of the county of St-Maurice, for the parish of St-Étienne des Grès, with all buildings built thereon, circumstances and dependencies, bounded as follows, to wit: in front on the southwest side by the public road of the first range of the parish of St-Michel des Forges, on one side on the northwest by Arthur Milot or representatives, in depth, on the northeast, by St-Maurice River, and on the other side on the southeast by Gaston Milette, belonging to Mr. Louis Demontigny.',

21. "A piece of land situated on a planned street, transversal to Parent Boulevard, in the City of Trois-Rivières, known and designated as being part of lot No. 193 (Part 193) of the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, measuring one hundred feet in width in front on this planned street by a depth of one hundred feet, the southwest line of this said piece of land is found at two hundred feet from said Parent Boulevard, and bounded as follows: in front on the southeast side by this said planned street, in depth on the northwest side by the land belonging to Eugène Bellefeuille or representatives, on the southwest side by the land belonging to Eddy Dallaire, and on the northeast side by the land which must be purchased by Gaston Dallaire; with a right of way on the planned street situated on the southeast of the land sold being part of same said lot No. 193, but subject to the risks and perils of the purchaser, as is mentioned in the sale granted by Eugène Bellefeuille to the late Albert Dallaire, registered under No. 230,608 on June 26, 1962, belonging to Mr. Yvon Dallaire."

City Hall, Trois-Rivières, October 15, 1970.

RÉAL FLEURY, o.m.a.,
Assistant Clerk
of the City of Trois-Rivières.

36849-43-2

Avis divers

Succession Jean Denis Camirand

Avis est par les présentes donné que Thérèse Camirand, Camillien Camirand, Jean-Guy Camirand, Constance Camirand, Gérard Camirand,

Miscellaneous Notice

Estate of Jean Denis Camirand

Notice is hereby given that Thérèse Camirand, Camillien Camirand, Jean Guy Camirand, Constance Camirand, Gérard Camirand, Marielle

Marielle Camirand, Lucien Camirand, Robert Camirand, et Gilbert Camirand, seuls héritiers légaux de leur frère, feu Jean Denis Camirand, en son vivant assureur-vie, demeurant à Ste-Eulalie, comté de Nicolet, décédé à St-Hyacinthe le 22 novembre 1969, sans laisser de testament, ont accepté la succession dudit Jean Denis Camirand, sous bénéfice d'inventaire aux termes d'un acte exécuté devant Me Michel Simard, notaire, le premier avril mil neuf cent soixante-dix sous le numéro 4449 de ses minutes, dont copie enregistrée à Nicolet le 21 avril 1970 sous le numéro 62890.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Me Michel Simard, notaire, le 20 août 1970 sous le numéro 4789 de ses minutes et peut être consulté à ses bureaux à St-Wenceslas, comté et district de Nicolet.

Après deux (2) mois du présent avis, les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Donné à St-Wenceslas, ce 25 septembre 1970.

Le procureur,
36826-o MICHEL SIMARD, *notaire.*

La société d'orthophonie et d'audiologie de la province de Québec

Avis est par les présentes donné que le Conseil Exécutif de la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec, a adopté le règlement général No 2-A ci-dessous, par la suite approuvé par l'Assemblée générale, en vertu de l'article 7*d* de la Loi des orthophonistes et des audiologistes (S.R.Q. 1964, chapitre 256), et qu'à l'expiration des trente jours suivant la présente publication, ledit règlement général No 2-A sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Règlement général No 2-A

de la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec

Le règlement général No 2 est amendé en remplaçant l'alinéa 3 par le suivant:

Par. 3. « La contribution annuelle exigible des membres est fixée et établie au montant de trente-cinq ($35) payable d'avance à la Société ou avant le 2 janvier de chaque année. »

36827-o

La Société d'orthophonie et d'audiologie de la province de Québec

Avis est par les présentes donné que le Conseil Exécutif de la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la Province de Québec a adopté le règlement spécial No 3 ci-dessous, par la suite approuvé par l'Assemblée générale, en vertu de l'article 7*b* et *c* de la Loi des Orthophonistes et des Audiologistes (S.R.Q. 1964, chapitre 256), et qu'à l'expiration des trente jours suivant la présente publication, ledit règlement spécial No 3 sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Règlement spécial No 3 de la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la Province de Québec.

CODE D'ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE

Préambule:

Le code d'éthique est un ensemble de normes générales de conduite qui s'imposent à l'ortho-

Camirand, Lucie Camirand, Robert Camirand et Gilbert Camirand the only heirs of their brother late Jean Denis Camirand, in his lifetime life insurer, residing and domiciled at Ste-Eulalie, county of Nicolet, deceased at St-Hyacinthe on the twenty-second of November, 1969 *ab intestat* (without will), have accepted under benefit of inventory the succession of their deceased brother Jean Denis Camirand, in vertu of a deed executed before Me Michel Simard, notary, April 1st, 1970, under the number 4449 of his repertory, copy of which was registered at Nicolet, April 21st 1970 under number 62890.

An inventory of the things of the deceased has been executed before Me Michel Simard, notary, August 20th 1970 under number 4789 of his repertory and may be consulted at his office in St-Wenceslas, county and district of Nicolet.

After two (2) months of the present notice, the beneficiary heirs will pay the creditors as they present themselves, according to the law.

Given in St-Wenceslas, this September 25th, 1970.

MICHEL SIMARD, *Notary,*
36826-o *Mandatary.*

Speach and Hearing Society of the Province of Québec

Notice is hereby given that the Board of directors of the Speech and Hearing Society of the Province of Québec has adopted the General by-law No. 2-A hereunder, subsequently approved by the General Assembly, in virtue of article 7*d* of the Speech Therapists and Audiologists Act (R.S.Q. 1964, ch. 256), and that at the expiration of thirty days following such publication, said general by-law No. 2-A will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

General by-law No. 2-A

of the Speech and Hearing Society of the Province of Québec

The general by-law No. 2 has been modified by replacing par. 3, by the following:

Par. 3. "The annual contribution exigible from the members of the Society is fixed and established in the amount of thirty-five dollars ($35) payable in advance to the Society on or before the second day of January of each year."

36827-o

Speech and Hearing Society of the Province of Québec

Notice is hereby given that the Board of Directors of the Speech and Hearing Society of the Province of Québec has adopted the special by-law No. 3 hereunder, subsequently approved by the General Assembly, in virtue of article 7*b* and *c* of the Speech Therapists and Audiologists Act (R.S.Q. 1964, c. 256), and that at the expiration of thirty days following such publication, the said special bylaw No. 3 will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

Special by-law No. 3 of the Speech and Hearing Society of the Province of Québec.

CODE OF PROFESSIONAL ETHICS

Definition:

The Code of Ethics is a set of general norms of behavior which govern the Speech Therapist

phoniste ou à l'audiologiste dans ses relations professionnelles avec le patient, les collègues, les membres des autres professions et la société.

N.B. *Code d'éthique professionnelle* tel que proposé à l'Assemblée générale du 29 mai 1969 et sanctionné par les membres à la même réunion.

CODE D'ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE

SECTION I: *Infractions*

Article I: Devoirs envers le patient

Sont déclarés dérogatoires à l'éthique professionnelle les actes suivants:

a) l'application d'un traitement médical sans prescription d'un médecin, telle que prohibée par l'article 11 de la Loi des orthophonistes et audiologistes;

b) l'application de tout traitement incompatible avec les règles reconnues de la profession;

c) le manquement au secret professionnel;

d) l'abus de confiance, qui consiste à tromper le patient sur la qualité, la durée et le pronostic des traitements;

e) l'omission de consulter ou de référer à un spécialiste lorsqu'il est nécessaire de le faire;

f) la fixation de taux exorbitants.

Article II: Devoirs envers les membres de la profession

Sont déclarés dérogatoires à l'éthique professionnelle les actes suivants:

a) tout procédé déloyal dans les rapports professionnels entre membres;

b) toute atteinte injustifiée à la réputation professeionnelle d'un membre;

c) toute tentative de corruption auprès d'une personne en autorité pour obtenir un avantage matériel ou professionnel;

d) l'exercice de l'orthophonie par un membre qui n'a pas été au préalable dûment admis à cet exercice;

e) l'exercice de l'audiologie par un membre qui n'a pas été au préalable dûment admis à cet exercice.

Article III: Devoirs envers la société

Sont déclarés dérogatoires à l'éthique professionnelle les actes suivants:

a) l'usage de moyens publicitaires, tels que: la télévision, la radio ou l'enseigne lumineuse;

b) l'annonce faite dans les journeaux, périodiques ou autres imprimés; le modèle de la carte d'affaires est cependant permis;

c) toute déclaration mensongère apparaissant sur la carte d'affaires;

d) toute participation à la vente de prothèses auditives ou autres appareils thérapeutiques utilisés par les patients en orthophonie et en audiologie, ainsi que tout intérêt dans cette vente;

e) toute représentation sous une appellation professionnelle incompatible avec la définition de la profession, telle qu'elle apparaît dans la Loi des orthophonistes et audiologistes;

f) toute condamnation pénale résultant d'un acte criminel passible de cinq ans et plus d'emprisonnement.

Article IV: Devoirs généraux

Sont déclarés dérogatoires à l'éthique professionnelle les actes suivants:

or the Audiologist in his professional relationships with his patients, his colleagues and members of other professions and the public.

N.B. Code of professional ethics as proposed at the General Meeting of May 29, 1969 and as approved by members at this meeting.

CODE OF PROFESSIONAL ETHICS

SECTION I: *Infractions*

Article I: Duties to the patient

The following acts are deemed to be derogatory to the ethics of the profession:

(*a*) to apply a medical treatment without a prescription from a medical doctor, as prohibited by section 11 of the Speech Therapists and Audiologists Act;

(*b*) to apply a treatment contrary to the recognized rules of practice of the profession;

(*c*) to divulge a professional secret;

(*d*) to commit an abuse of confidence, that is, to mislead a patient as to the quality, the duration or the prognostic of a treatment;

(*e*) to omit to consult or to refer to a specialist when it is necessary to do so;

(*f*) to establish exorbitant fees.

Article II: Duties to the members of the profession

The following acts are deemed to be derogatory to the ethics of the profession:

(*a*) to use any disloyal method in the course of professional relationships between members;

(*b*) to cast aspersions, without justification, on the professional reputation of another member;

(*c*) to attempt to corrupt any person in authority with a view to obtaining a material or professional advantage;

(*d*) for a member, to practice speech therapy without having been previously admitted to that practice;

(*e*) for a member, to practice audiology without having been previously admitted to that practice.

Article III: Duties to the Society

The following acts are deemed to be derogatory to the ethics of the profession:

(*a*) to use such publicity media as: television, radio or neon signs;

(*b*) to advertise in newspapers, periodicals or other printed matter; however, it is permissible to use the format of a business card;

(*c*) to inscribe untrue statements on a business card;

(*d*) to participate in the sale of auditory prosthetic appliances or of therapeutic appliances utilized in speech therapy or audiology, or to have any interest in such sale;

(*e*) to make representations under a title which is incompatible with the legal definition of the profession set forth in The Speech Therapists and Audiologists Act;

(*f*) to be convicted of a criminal offence rendering one liable to five years or more of imprisonment.

Article IV: General duties

The following acts are deemed to be derogatory to the ethics of the profession:

a) l'abstention de comparaître, lorsque requis de le faire devant le conseil, l'enquêteur du conseil ou le comité de discipline;

b) le refus de communiquer un renseignement au conseil, l'enquêteur du conseil ou le comité de discipline, lorsque requis de le faire;

c) le fait de communiquer sciemment au conseil, à l'enquêteur du conseil ou au comité de discipline, un faux renseignement.

Article V:

Est aussi déclaré dérogatoire à l'éthique professionnelle le fait d'inciter, d'encourager ou d'assister un membre ou un non membre à la commission d'un acte déclaré par les articles précédents dérogatoire à l'éthique professionnelle.

SECTION II: *Sanctions*

Les sanctions qui s'appliquent aux dérogatoires à l'éthique professionnelle sont l'amende, la suspension et l'expulsion.

Article VI: L'amende

Un acte dérogatoire à l'éthique professionnelle rend passible:

a) d'une amende de cent dollars ($100) à cinq cents dollars ($500);

b) au cas d'une deuxième infraction dans la même année, d'une amende de cinq cents dollars ($500).

Article VII: La suspension

a) si un acte dérogatoire à l'étique professionnelle est commis plus de deux fois dans la même année, la suspension pour une période de six mois est de rigueur;

b) dans les autres cas la suspension a lieu pour la période impartie si l'amende constitue une sanction insuffisante;

c) cependant, l'acte dérogatoire à l'éthique professionnelle édicté à l'article 1 *a*), 2 *c*) ou 3 *d*) du présent code entraîne la suspension dès sa première commission.

Article VIII: L'expulsion

a) peut entraîner l'expulsion tout acte dérogatoire qui a déjà fait l'objet d'une suspension;

b) l'acte dérogatoire prévu à l'article 3 *f*) du présent code peut entraîner l'expulsion à vie.

(Sceau) 36827-o

(*a*) to abstain from appearing, when required to do so, before the Board, the Board's investigator or the Discipline Committee;

(*b*) to refuse to communicate information, when required to do so, to the Board, the Board's investigator or the Discipline Committee;

(*c*) to give knowingly any false information to the Board, the Board's investigator or the Discipline Committee.

Article V:

It is also deemed to be derogatory to the ethics of the profession to incite, encourage or assist a member or non-member to commit any act deemed to be derogatory to the ethics of the profession in virtue of the preceding articles.

SECTION II: *Penalties*

The penalties which apply to the commission of acts derogatory to the ethics of the profession are: the fine, the suspension, and the expulsion.

Article VI: Fine

Any one committing an act derogatory to the ethics of the profession is liable:

(*a*) to a fine from $100 to $500;

(*b*) in the case of a second offence within the same year, to a fine of $500.

Article VII: Suspension

(*a*) Any one committing for the third time within the same year an act derogatory to the ethics of the profession must be suspended for a period of six months;

(*b*) in all other cases, the suspension takes place for the period adjudged, if the fine is found to be insufficient;

(*c*) however, anyone committing the acts derogatory to the ethics of the profession mentioned in articles 1 (*a*), 2 (*c*) or 3 (*d*) must be suspended from the first offience on.

Article VIII: Expulsion

(*a*) anyone committing an act derogatory to the ethics of the profession is liable to expulsion if he was previously suspended for the same offence;

(*b*) anyone committing the act derogatory to the ethics of the profession mentioned in article 3 (*f*) above is liable to expulsion for life.

(Seal) 36827-o

Municipalité de la Paroisse de l'Ancienne-Lorette

Avis est par les présentes donné que la municipalité de la paroisse de l'Ancienne-Lorette s'adressera par requête au lieutenant-gouverneur en conseil, conjointement avec la ville de Sainte-Foy, pour se fusionner avec cette dernière conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités, ainsi qu'elle y a été autorisée par son règlement numéro 226;

Ladite requête aura pour but l'octroi de lettres patentes créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de: « La Ville de Sainte-Foy », qui comprendra les territoires actuels des deux municipalités et qui sera régie par la Loi des cités et villes;

Le conseil provisoire de la nouvelle ville sera composé des membres du conseil de la ville de Sainte-Foy et du maire de la municipalité de la paroisse de l'Ancienne-Lorette;

Municipality of the Parish of Ancienne-Lorette

Notice is hereby given that the municipality of the parish of Ancienne-Lorette, together with the city of Sainte-Foy, will present a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the amalgamation of the two municipalities according to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act and under the authority of its by-law 226;

The object of said petition is to be granted with letters patent creating a new town municipality under the name of "City of Sainte-Foy", which will include the actual territories of both afore said municipalities and to be governed by the provisions of the Cities and Towns Act;

The interim council of the new city shall be composed of all members of the council of the city of Sainte-Foy and the mayor of the municipality of the parish of Ancienne-Lorette;

Le maire du conseil provisoire de la nouvelle ville sera le maire de la ville de Sainte-Foy;

Le premier dimanche de novembre 1971, une élection aura lieu dans le Quartier Laurentien, comprenant le territoire de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, conformément à la Loi des cités et villes et d'après une liste électorale préparée en vertu d'icelle pour élire la personne qui représentera ce quartier;

La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu en la salle du conseil de la ville de Sainte-Foy, à huit (8) heures du soir et sans autre convocation;

La date de la première élection générale est fixée au premier dimanche de novembre 1973;

Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre (4) ans, le premier dimanche de novembre;

À compter de la première élection générale, le conseil municipal de la nouvelle ville sera composé d'un maire et de sept conseillers;

Tout intéressé peut prendre connaissance de la requête et en obtenir copie au bureau de la municipalité de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, 1579, rue Notre-Dame, Ancienne-Lorette, pendant les heures de bureau.

Les propriétaires de la municipalité ont le droit de s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui au cours duquel le présent avis aura été publié, en faisant connaître leurs motifs par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec 4.

Municipalité de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, le 7e jour d'octobre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
LÉGER MOISAN.

36751-42-2-o

The mayor of the interim council shall be the mayor of the city of Sainte-Foy;

On the first Sunday of November 1971, an election shall be held in the Laurentian Ward forming the territory of the municipality of the parish of Ancienne-Lorette, from an electoral list drawn up according to the provisions of the Cities and Towns Act, to elect the person to serve as councillor for said word;

The first meeting of the interim council shall be held on the second juridical Monday following the coming into force of the letters patent. Such meeting will take place at the civil hall in the city of Sainte-Foy, at eight (8) o'clock p.m. and without any further notice;

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1973;

Subsequent general elections shall be held every four (4) years, on the first Sunday of November;

From and after the first general election, the municipal council of the new city shall be composed of the mayor and seven councillors elected;

All interested persons may apply to the Town Hall, 1579 Notre-Dame Street, Ancienne-Lorette, where communications thereof may be had and also copy of the said petition, and this, during the opening office hours;

All property-owners of the municipality have the right to oppose to such amalgamation during the month following the one whereby the present notice has been published, by writing to the Québec Municipal Commission, Parliament Buildings Québec 4, and specifying the grounds of their opposition.

Municipality of the parish of Ancienne-Lorette, this 7th day of October 1970.

LÉGER MOISAN,
Secretary-Treasurer.

36751-42-2-o

Ville de Sainte-Foy

Avis est par les présentes donné que la ville de Sainte-Foy s'adressera par requête au lieutenant-gouverneur en conseil, conjointement avec la municipalité de La Paroisse de l'Ancienne-Lorette, pour se fusionner avec cette dernière conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités, ainsi qu'elle y a été autorisée par son réglement numéro 1450;

Ladite requête aura pour but l'octroi de lettres patentes créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de « La Ville de Sainte-Foy », qui comprendra les territoires actuels des deux municipalités et qui sera régie par la Loi des cités et villes;

Le conseil provisoire de la nouvelle ville sera composé des membres du conseil de la Ville de Sainte-Foy et du maire de la municipalité de La Paroisse de l'Ancienne-Lorette;

Le Maire du conseil provisoire de la nouvelle ville sera le maire de la Ville de Sainte-Foy.

Le premier dimanche de novembre 1971, une élection aura lieu dans le Quartier Laurentien, comprenant le territoire de La Paroisse de l'Ancienne-Lorette, conformément à la Loi des cités et villes et d'après une liste électorale préparée en vertu d'icelle pour élire la personne qui représentera ce quartier;

La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu en la salle du conseil de La Ville de Sainte-Foy, à huit (8) heures du soir et sans autre convocation;

City of Sainte-Foy

Notice is hereby given that the city of Sainte-Foy, together with the municipality of the Parish of Ancienne-Lorette, will present a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the amalgamation of the two municipalities according to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act and under the authority of its by-law 1450;

The object of said petition is to be granted with letters patent creating a new town municipality under the name of "City of Sainte-Foy", which will include the actual territories of both afore said municipalities and to be governed by the provisions of the Cities and Towns Act;

The interim council of the new city shall be composed of all members of the council of the City of Sainte-Foy and the mayor of the municipality of the Parish of Ancienne-Lorette;

The Mayor of the interim council shall be the mayor of the City of Sainte-Foy;

On the first Sunday of November 1971, an election shall be held in the Laurentian Ward forming the territory of the municipality of the Parish of Ancienne-Lorette, from an electoral list drawn up according to the provisions of the Cities and Towns Act, to elect the person to serve as councillor for said ward;

The first meeting of the interim council shall be held on the second juridical Monday following the coming into force of the letters patent. Such meeting will take place at the civil hall in the City of Sainte-Foy, at eight (8) o'clock p.m. and without any further notice;

La date de la première élection générale est fixée au premier dimanche de novembre 1973;

Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre (4) ans, le premier dimanche de novembre;

À compter de la première élection générale, le conseil municipal de la nouvelle ville sera composé d'un maire et de sept conseilliers;

Tout intéressé peut prendre connaissance de la requête et en obtenir copie à l'Hôtel de Ville de Sainte-Foy, 1000-route de l'Église, Sainte-Foy, pendant les heures de bureau;

Les propriétaires de la municipalité ont le droit de s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui au cours duquel le présent avis aura été publié, en faisant connaître leurs motifs par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec 4.

Sainte-Foy, le 7e jour d'octobre 1970.

Le greffier de la ville,

36751-42-2-o NOËL PERRON, *avocat.*

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1973;

Subsequent general elections shall be held every four (4) years, on the first Sunday of November;

From and after the first general election, the municipal council of the new city shall be composed of the mayor and seven councillors elected;

All interested persons may apply to the City Hall of Sainte-Foy, 1000 route de l'Église, Québec 10, where communications thereof may be had and also copy of the said petition, and this, during the opening office hours;

All property-owners of the municipality have the right to oppose to such amalgamation during the month following the one whereby the present notice has been published, by writing to the Québec Municipal Commission, Parliament Buildings, Québec 4, and specifying the grounds of their opposition.

Sainte-Foy, this 7th day of October, 1970.

NOËL PERRON, *advocate,*

36751-42-2-o *City Clerk.*

Bills — Assemblée nationale

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 16 octobre 1970.

Aujourd'hui, à minuit et cinquante-cinq minutes du matin, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

39 Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie.

40 Loi assurant la mise en vigueur du régime d'assurance-maladie.

41 Loi concernant les services médicaux.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

36880-o

Bills — National Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 16th of October, 1970.

This day, at fifty-five minutes past twelve o'clock in the morning, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

39 An Act to amend the Health Insurance Act.

40 An Act to ensure the coming into force of the Health Insurance Plan.

41 An Act respecting medical services.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Secretary of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

36880-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie des travailleurs d'Amos

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 13 juin 1970 par la « Caisse d'économie des travailleurs d'Amos », modifiant son groupe qui était « J. E. Therrien Inc. », les employés de l'Hôpital Hôtel-Dieu d'Amos, la Société des Entreprises Générales Ltée et J.R. Lumber », en celui « des travailleurs d'Amos ».

Québec, le 13 octobre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

36847-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie des travailleurs d'Amos

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on June 13, 1970 by the "Caisse d'économie des travailleurs d'Amos" changing its group, which was "J. E. Therrien Inc.", the employees of l'Hôtel-Dieu d'Amos, "Société des Entreprises Générales Ltée" and "J.R. Lumber", to that of the workmen of Amos.

Québec, October 13, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

36847 *Companies and Cooperatives.*

Caisse d'économie des employés du papier façonné

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la « Caisse d'économie des employés du papier façonné ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera: « Les employés de Canadian International Paper Company, Bag and Specialty Division et les employés de Canadian International Paper Company Containers Limited ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la cité de Pointe-aux-Trembles, Québec, dans le district électoral de Lafontaine.

Québec, le 13 octobre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

36846-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'économie des employés du papier façonné

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of "Caisse d'économie des employés du papier façonné".

The group from which the union will recruit its members will be "Les employés de Canadian International Paper Company, Bag and Specialty Division et les employés de Canadian International Paper Company Containers Limited".

The head office of this savings and Credit Union is located in the city of Pointe-aux-Trembles, Québec, in the electoral district of Lafontaine.

Québec, October 13, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36846

La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 13 avril 1970, par « La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal », modifiant son territoire qui était « la paroisse de Notre-Dame de Grâce de Montréal, la cité de Westmount, la ville de Montréal-Ouest et la cité de Côte St-Luc », en celui de « la paroisse de Notre-Dame de Grâce de Montréal, la Cité de Montréal, la Cité de Westmount, la ville de Montréal-Ouest et la cité de Côte St-Luc ».

Québec, le 13 octobre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

36848-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law, adopted on April 13, 1970, by "La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal", modifying its territory which was the parish of Notre-Dame de Grâce de Montréal, the city of Westmount, the city of Montreal-West and the city of Côte Saint-Luc", to that of the parish of Notre-Dame de Grâce de Montréal, the city of Montreal, the city of Westmount, the city of Montreal-West and the city of Côte St-Luc".

Québec, October 13, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36848

Companies étrangères
Permis

BTC Productions, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « BTC Productions, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est « C.T. Corporation System (Canada) Ltd. », 55, rue d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

36823 77-70

Behavioral Research Laboratories

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Behavioral Research Laboratories » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est « C.T. Corporation System (Canada) Ltd. », 55, rue d'Auteuil, Québec.

Extra-Provincial Companies
License

BTC Productions, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "BTC Productions, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is "C.T. Corporation System (Canada), Ltd.", 55 d'Auteuil Street, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 77-70

Behavioral Research Laboratories

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Behavioral Research Laboratories", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is "C.T. Corporation System (Canada), Ltd.", 55 d'Auteuil Street, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 80-70

Fairweathers Insurance Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Fairweathers Insurance Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Arthur M. Weldon, conseil en Loi de la reine, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 3411, édifice de la Banque Royale du Canada, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 73-70

Farewell Financial Corporation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Farewell Financial Corporation Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Robert Stephen Litvack, bureau 3635, 1, place Ville Marie.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 3635, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 63-70

Gold Resources, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Gold Resources, Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Ronald Henry Renault, bureau 2260, 630, ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 2260, 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 41-70

The Great Western Garment Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « The Great Western Garment Company, Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. C.-P. Martin, bureau 700, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 80-70

Fairweathers Insurance Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Fairweathers Insurance Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Arthur M. Weldon, Queen's Counsel of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 3411, The Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 73-70

Farewell Financial Corporation Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Farewell Financial Corporation Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Robert Stephen Litvack, suite 3635, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 3635, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 63-70

Gold Resources, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Gold Resources, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Ronald Henry Renault, Suite 2260, 630 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 2260, 630 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 41-70

The Great Western Garment Company, Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "The Great Western Garment Company, Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. C.-P. Martin, Room 700, 1, Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 700, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 69-70

Nippondenso Co., Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Nippondenso Co., Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Shimtaro Oshima, bureau 3333, édifice de la Banque Royale, 1, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 3333, édifice de la Banque Royale, 1, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 68-70

Western-Buff Mines & Oils Ltd. (N.P.L.)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Western-Buff Mines & Oils Ltd. (N.P.L.) » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Guy E. Boisvert, a/s Boisvert & Pickel, bureau 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi a/s Boisvert & Pickel, bureau 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36823 72-70

The principal office of the company in the Province is at Room 700, 1, Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 69-70

Nippondenso Co., Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Nippondenso Co., Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Shimtaro Oshima, Suite 3333, The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 3333, The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 68-70

Western-Buff Mines & Oils Ltd. (N.P.L.)

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Western-Buff Mines & Oils Ltd. (N.P.L.)", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Guy E. Boisvert, c/o Boisvert & Pickel, Suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at c/o Boisvert & Pickel, Suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823-o 72-70

Chartes — demandes d'abandon de

Beacon Hill Mall Ltd.

La compagnie « Beacon Hill Mall Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour d'octobre 1970.

Les procureurs de la compagnie,
ROBINSON, SHEPPARD,
DRYMER & SHAPIRO.

36828

Fialkov Investment Corp.

La compagnie « Fialkov Investment Corp. » demandera, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 26 novembre, 1969.

Le secrétaire-trésorier,
HARRY FRIED.

36830-o

Charters — Application for Surrender of

Beacon Hill Mall Ltd.

Notice is hereby given that "Beacon Hill Mall Ltd.", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of October 1970.

ROBINSON, SHEPPARD,
DRYMER & SHAPIRO,
Attorneys for the Company.

36828-o

Fialkov Investment Corp.

Notice is given that "Fialkov Investment Corp." will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, November 26, 1969.

HARRY FRIED,
Secretary-Treasurer.

36830

La Cie de Construction Giro ltée

Avis est donné que la compagnie « La Cie de Construction Giro ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 6 octobre 1970.

Les procureurs de la compagnie,
MALO, CROTEAU, LARUE,
36829-o CYR, BOUDREAU & LATULIPPE.

La Cie de Construction Giro ltée

Notice is given that "La Cie de Construction Giro ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, October 6, 1970.

MALO, CROTEAU, LARUE, CYR,
BOUDREAU & LATULIPPE,
36829 *Attorneys for the Company.*

Litchfield Process Equipment Ltd.

La compagnie « Litchfield Process Equipment Ltd. », donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
36831 SAUL HANDELMAN.

Litchfield Process Equipment Ltd.

Notice is given that "Litchfield Process Equipment Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

SAUL HANDELMAN,
36831-o *Attorney for the company.*

Gam Beauty Parlor Sketches Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Gam Beauty Parlor Sketches Ltd. », corporation légalement constituée en vertu de la loi des Compagnies, ayant son siège social dans les cité et district de Québec demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des Compagnies.

Québec, ce 16e jour de septembre 1970.

Les procureurs de la requérante,
36850-o BILODEAU, BOILY & POULIN.

Gam Beauty Parlor Sketches Ltd.

Notice is given that "Gam Beauty Parlor Sketches Ltd.", a corporation legally constituted under the Companies Act, having its head office in the city and district of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Québec, this 16th day of September, 1970.

BILODEAU, BOILY & POULIN,
36850 *Attorneys for the Petitioner.*

Labelle Graphite Ltd.
Le Graphite Labelle ltée

La compagnie « Labelle Graphite Ltd.— Le Graphite Labelle ltée » ayant son siège social à Kirkland, district de Montréal, en la province de Québec, donne avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 13 octobre 1970.

Le secrétaire,
36851 JAMES KNOWLES.

Labelle Graphite Ltd.
Le Graphite Labelle ltée

Notice is hereby given that "Labelle Graphite Ltd.— Le Graphite Labelle ltée" which has its head office in Kirkland, district of Montreal, in the Province of Québec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, October 13, 1970.

JAMES KNOWLES,
36851-o *Secretary.*

Hôpital Notre-Dame de Granby inc.

Avis est donné que « Hôpital Notre-Dame de Granby inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Granby, 13 octobre 1970.

Le procureur de la compagnie,
36852-o THOMAS TOTH.

Hôpital Notre-Dame de Granby inc.

Notice is given that "Hôpital Notre-Dame de Granby inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies et Cooperatives, for leave to surrender his charter.

Granby, October 13, 1970.

THOMAS TOTH,
36852-o *Attorney for the Company.*

Rhémont Construction inc.

Avis est par la présente donné que « Rhémont Construction inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège à Lavaltrie, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives en vue d'obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies.

Donné, le 13 octobre 1970.

Le secrétaire,
36853-o GUY BREAULT.

Rhémont Construction inc.

Notice is given that "Rhémont Construction inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in Lavaltrie, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, in order that it may surrender its charter in conformity with the provisions of the Companies Act.

Given, October 13, 1970.

GUY BREAULT,
36853 *Secretary.*

J. M. Bédard & Fils inc.

La compagnie « J. M. Bédard & Fils inc.» donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 14 octobre 1970.

Les procureurs de la compagnie,
RAPPAPORT, WHELAN & BESSNER.

36882

J. M. Bédard & Fils inc.

Notice is given that "J. M. Bédard & Fils inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, October 14, 1970.

RAPPAPORT, WHELAN & BESSNER,
Attorneys for the company.

36882-o

Divers
Compagnies

Aerospace Exhibits Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 octobre 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 et le règlement numéro 2 amendant l'article 12 du règlement numéro 1 de la corporation « Aerospace Exhibits Ltd. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.
J.-ALBERT GAGNON.

36832-o 2186-69

Beaver Realties Ltd.

La compagnie « Beaver Realties Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
GERALD A. TAYLOR.

36833 15047-59

Club Auto-neige St-Mathias

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 septembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Auto-neige St-Mathias », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36834-o 5108-69

O. Couture & Fils inc.

La compagnie « O. Couture & Fils inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 7.

Le secrétaire,
HENRI COUTURE.

36835-o 10774-57

Hôpital Sainte-Justine

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 octobre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital Sainte-Justine », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36836-o 737-1908

Miscellaneous
Companies

Aerospace Exhibits Ltd.

Notice is hereby given that on October 5, 1970 the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1 and by-law number 2 amending Section 12 of by-law number 1 of the "Aerospace Exhibits Ltd.", corporation, and such, in accordance with Section 225 of the Companies Act.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36832 2186-69

Beaver Realties Ltd.

Notice is given that "Beaver Realties Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 5.

GERALD A. TAYLOR,
Secretary.

36833-o 15047-59

Club Auto-neige St-Mathias

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on September 16, 1970, approved general by-laws of "Club Auto-neige St-Mathias", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36834 5108-69

O. Couture & Fils inc.

"O. Couture & Fils inc." gives notice that it has changed the number of its directors from 4 to 7.

HENRI COUTURE,
Secretary.

36835 10774-57

Hôpital Sainte-Justine

Notice is hereby given that on October 5, 1970 the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Hôpital Sainte-Justine" corporation, and such, in accordance with Section 6 of the Order in Council No. 288 adopted January 31, 1969.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36836 737-1908

Lave Auto Miracle inc.

La compagnie « Lave Auto Miracle inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,
NORMAND DALLAIRE.

36837-o 5411-68

Specialty Finance Corporation

La compagnie « Specialty Finance Corporation » donne avis qu'elle a passé le règlement « A » afin de distribuer son actif entre ses actionnaires.

Le secrétaire,
H. C. FLOOMBERG.

36838 5411-68

Alouette Amusement Corp.

Avis est donné que la compagnie « Alouette Amusement Corp. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
LAWRENCE DINER.

36854 11422-59

Alouette Amusement Québec ltée

Avis est donné que la compagnie « Alouette Amusement Québec ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
MME PHYLLIS O'REILLY.

36855 12-65

Association Commerciale de l'Est de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 de la corporation « Association Commerciale de l'Est de Montréal inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

36856-o 3379-1969

Association des Services de Réhabilitation Sociale (Section du Québec) Association of Social Rehabilitation Agencies (Québec Division)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 septembre 1970, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Association des Services de Réhabilitation Sociale (Section du Québec) — Association of Social Rehabilitation Agencies (Québec Division) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36857-o 10281-62

Association Sportive Chameran Chameran Sports Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 octobre 1970, il a approuvé les règlements généraux de l'« Association Sportive Chameran — Chameran Sports Association », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

36858-o 5711-69

Lave Auto Miracle inc.

Notice is hereby given by "Lave Auto Miracle inc." company that it has changed the number of its directors from 7 to 3.

NORMAND DALLAIRE,
Secretary.

36837 5411-68

Specialty Finance Corporation

Notice is given that "Specialty Finance Corporation" has passed by-law "A" to distribute its assets amongst its shareholders.

H. C. FLOOMBERG,
Secretary.

36838-o

Alouette Amusement Corp.

Notice is given that "Alouette Amusement Corp." has changed the number of its directors from 4 to 3.

LAWRENCE DINER,
Secretary-Treasurer.

36854-o 11422-59

Alouette Amusement Québec ltée

Notice is given that "Alouette Amusement Québec ltée" has changed the number of its directors from 4 to 3.

MRS. PHYLLIS O'REILLY,
Secretary-Treasurer.

36855-o 12-65

Association Commerciale de l'Est de Montréal inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 15, 1970, he approved general by-laws Number 1 of "Association Commerciale de l'Est de Montréal inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

36856 3379-1969

Association des Services de Réhabilitation Sociale (Section du Québec) Association of Social Rehabilitation Agencies (Québec Division)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has on, September 15, 1970, approved the amendments to general by-laws of "Association des Services de Réhabilitation Sociale (Section du Québec) — Association of Social Rehabilitation Agencies (Québec Division)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36857 10281-62

Association Sportive Chameran Chameran Sports Association

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 7, 1970, he approved the general by-laws of "Association Sportive Chameran — Chameran Sports Association", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

36858 5711-69

La Compagnie Électrique Pioneer du Québec inc. Pioneer Electric of Québec Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 26, de « La Compagnie Électrique Pioneer de Québec inc.— Pioneer Electric of Québec Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « La Compagnie Électrique Pioneer du Québec inc.— Pioneer Electric of Québec Inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36859-o 276-65

La Compagnie Électrique Pioneer du Québec inc. Pioneer Electric of Québec Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 26, of "La Compagnie Électrique Pioneer de Québec inc.— Pioneer Electric of Québec Inc." incorporated by letters patent dated the 22nd day of January 1964, changing its name into that of "La Compagnie Électrique Pioneer du Québec inc.— Pioneer Electric of Québec Inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36859-o 276-65

Crelinsten Inc.

La compagnie « Crelinsten Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
ROGER ROY.

36860 12886-54

Crelinsten Inc.

Notice is given that 'Crelinsten Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

ROGER ROY,
Secretary-Treasurer.

36860-o 12886-54

Federation of Catholic Community Services, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial, de la corporation « Federation of Catholic Charities Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mai 1932, changeant son nom en celui de « Federation of Catholic Community Services, Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36861-o 740-32

Federation of Catholic Community Services, Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law, of the corporation "Federation of Catholic Charities Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of May, 1932, changing its name into that of "Federation of Catholic Community Services, Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36861-o 740-32

Les Immeubles Lemieux inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Lemieux inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
ROYAL LEMIEUX.

36862-o 3960-68

Les Immeubles Lemieux inc.

Notice is given that "Les Immeubles Lemieux inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ROYAL LEMIEUX,
Secretary-Treasurer.

36862 3960-68

Lakeshore Syndicated Investors Inc.

Avis est donné que « Lakeshore Syndicated Investors Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
JEAN-PIERRE BRUNET.

36863 5146-68

Lakeshore Syndicated Investors Inc.

Notice is given that "Lakeshore Syndicated Investors Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

JEAN-PIERRE BRUNET,
Secretary.

36863-o 5146-68

Salon Claudette Madore inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Trim-A-Way (Montreal) inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1969, changeant son nom en celui de « Salon Claudette Madore inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36865-o 4542-69

Salon Claudette Madore inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Trim-A-Way (Montreal) inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of September 1969, changing its name into that of "Salon Claudette Madore inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36865-o 4542-69

Montreal Photo Art & Lithography Inc.

La compagnie « Montreal Photo Art & Lithography Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
HELGA BINNEBOESE ANTON.

36864 3219-69

Montreal Photo Art & Lithography Inc.

Notice is given that "Montreal Photo Art & Lithography Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

HELGA BINNEBOESE ANTON,
Secretary.

36864-o 3219-69

Scandia Mining & Exploration Ltd. (No personal liability)

La compagnie « Scandia Mining & Exploration Ltd. » (No personal liability), donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 8.

Le secrétaire,
SIDNEY LEVINE.

36866 11702-58

Scandia Mining & Exploration Ltd. (No personal liability)

Notice is given that "Scandia Mining & Exploration Ltd." (No personal liability), has changed the number of its directors from 5 to 8.

SIDNEY LEVINE,
Secretary.

36866-o 11702-58

L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 octobre 1970, il a approuvé les règlements numéros 1, 2, 3 et 4 de la corporation « L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc. » et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

36883-o 2790-69

L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc.

Notice is given that, on October 8, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-laws number 1, 2, 3 and 4 of "L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

36883 2790-69

Le Comité des Oeuvres de la Paroisse de St-Fidèle

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 octobre 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) et le règlement numéro 2 (règlement d'emprunt) de la corporation « Le Comité des Oeuvres de la Paroisse de St-Fidèle », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

36884-o 3033-70

Le Comité des Oeuvres de la Paroisse de St-Fidèle

Notice is given that, on October 8, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1 (general by-laws) and by-law number 2 (loan by-law) of "Le Comité des Oeuvres de la Paroisse de St-Fidèle", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

36884 3033-70

La Corporation des Électroniciens du Québec

Avis est donné que les membres de « La Corporation des Électroniciens du Québec » ont adopté le 25 mai 1969, le règlement suivant: Dans le but de faire coïncider la date de renouvellement des contributions et de l'année fiscale de la corporation, que l'article No 18*a*) des règlements généraux soit amendé comme suit: « Les cotisations deviennent dues et exigibles le 30 avril de chaque année. »

Ledit règlement sera soumis à l'approbation du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

Le secrétaire,
ARMAND HOULE.

36885-o 3137-65

La Corporation des Électroniciens du Québec

Notice is given that the members of "La Corporation des Électroniciens du Québec" adopted on May 25, 1969, the following by-law: In order that the date of renewal of contributions and the fiscal year of the corporation coincide, section No. 18(*a*) of the general by-laws is to be amended as follows: "The fees are due and exigible on April 30th of each year."

The said by-law will be submitted to the approval of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

ARMAND HOULE,
Secretary.

36885 3137-65

Côté & Labrecque inc.

La compagnie « Côté & Labrecque inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
CLAUDE LABRECQUE.

36886-o 63-64

Côté & Labrecque inc.

"Côté & Labrecque inc." gives notice that it has changed the number of its directors from 3 to 4.

CLAUDE LABRECQUE,
Secretary.

36886 63-64

Hôpital de Chicoutimi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 octobre 1970, il a approuvé le règlement Spécial « A » (1970) de la corporation « Hôpital de Chicoutimi inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

36887-o 1-69

Mobistyle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXIV de la compagnie « Chez Roger Rembourrage Moderne inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'août 1968, changeant son nom en celui de « Mobistyle inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36888-o 3604-68

Sotec inc.

La compagnie « Sotec inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
GILLES COULOMBE.

36890-o 3241-69

Pavillon Georges-Frédéric

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9 octobre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Pavillon Georges-Frédéric », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

36889-o 1231-65

Hôpital de Chicoutimi inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 13, 1970, he approved Special By-law "A" (1970) of "Hôpital de Chicoutimi inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

36887 1-69

Mobistyle inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXIV of the company "Chez Roger Rembourrage Moderne inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of August 1968 changing its name into that of "Mobistyle inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36888-o 3604-68

Sotec inc.

Notice is given that "Sotec inc." changed the number of its directors from 4 to 3.

GILLES COULOMBE,
Secretary.

36890 3241-69

Pavillon Georges-Frédéric

Notice is given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on October 9, 1970 he approved the general by-laws of the corporation "Pavillon Georges-Frédéric" and such, in accordance with Section 6 of Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

36889 1231-65

Lettres patentes

Geoffroy Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de corriger les lettres patentes du 21 août 1970, de la compagnie « Construction Geoffroy inc. », de manière que ledit nom se lise ainsi: « Geoffroy Construction inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36823-o 3500-1970

Letters Patent

Geoffroy Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to correct August 21, 1970 letters patent of "Construction Geoffroy inc.", in order that the name may be read: "Geoffroy Construction inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36823 3500-1970

Lettres patentes supplémentaires

Pavillon Saint-Dominique

Avis est donné qu'en vertu de l'article 24 de la Loi constituant en corporation « Les Dominicaines de la Trinité », chapitre 125 des Lois de 1968, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 3 août 1970, à la corporation « Pavillon Saint-Dominique », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36891-o 1-66

Supplementary Letters Patent

Pavillon Saint-Dominique

Notice is given that, under section 24 of the Act to incorporate "Les Dominicaines de la Trinité", chapter 125 of the Statutes of 1968, supplementary letters patent, bearing date the August 31, 1970, have been issued by the Lieutenant-Governor of the province to "Pavillon Saint-Dominique", amending the provisions of its letters patent.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36891 1-66

Changement de nom — Loi du
Demandes

Max Herscovici

Avis est donné que Monsieur Max Herscovici, artiste peintre, de la Ville de Longueuil et y résidant au numéro 2675 boulevard Roland Therrien, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret lui permettant de changer son nom de Max Herscovici en celui de Max Cosma. Ledit changement de nom affectera aussi son épouse, Dame Stela Elena Popa, du même lieu.

Longueuil, le 17 septembre 1970.

Le notaire du requérant,
36721-42-2-o ME ANDRÉ CHABOT, *notaire.*

Abraham Borychowski

Avis est par les présentes donné que Abraham Borychowski, étudiant, résidant au 875, 95e avenue, Chomedey, Ville de Laval, province de Québec, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec un décret changeant son nom en celui de Abraham Born.

Laval, le 26 septembre, 1970.
36746-42-2-o ABRAHAM BORYCHOWSKI.

Michel Cauchon

Avis est donné que Michel Cauchon, fils majeur, résidant à 192 avenue Leclerc, Donnacona, district de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Michel Laverdière.
36753-42-2-o MICHEL CAUCHON.

Selma Elaine Zwienicki

Selma Elaine Zwienicki, alias Wiener, étudiante, de 667, avenue Westluke, Côte Saint-Luc, district de Montréal, donne avis qu'elle présentera une requête afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Selma Elayne Schachner.

Montréal, 16 septembre 1970.

Le procureur de la requérante,
36764-42-2 ALBERT GOMBERG.

Oscar Ladurantaye, dit Fauteux

Avis est par les présentes donné que Oscar Ladurantaye, dit Fauteux, demeurant et résidant au 8420 est, de la rue Ontario, en les cité et district de Montréal, province de Québec, par requête pour changement de nom, demande au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, s'autorisant du chapitre 77 des Statuts du Québec 1965, session 1, de changer son nom de Ladurantaye dit Fauteux en celui de Fauteux.

Ce changement de nom entraînera en plus changement de celui de son fils Guy Ladurantaye en celui de Guy Fauteux; ce dernier réside actuellement au 2318 de la rue Lavallée, à Longueuil, district de Montréal.

Toute objection à cette requête doit être présentée dans les 30 jours au ministre de la justice de la province de Québec.

Montréal, le 21 septembre 1970.

Le procureur du requérant,
36825-43-2-o ME ALBAN FLAMAND.

Change of name — Act
Applications

Max Herscovici

Notice is hereby given that Mr. Max Herscovici, artist, from the City of Longueuil, living at number 2675 Roland Therrien Boulevard, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name from that of Max Herscovici to Max Cosma. The said changed name will affect also his wife Dame Stela Elena Popa, on the same place.

Longueuil, September 17, 1970.

ME ANDRÉ CHABOT, *Notary,*
36721-42-2-o *Notary for the applicant.*

Abraham Borychowski

Notice is hereby given that Abraham Borychowski, student, residing at 875, 95th Avenue, Chomedey, City of Laval, province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Québec, for an order changing his name to Abraham Born.

Laval, September 26, 1970.
36746-42-2-o ABRAHAM BORYCHOWSKI.

Michel Cauchon

Notice is given that Michel Cauchon, of the full age of maturity, residing at 192 Leclerc Avenue, Donnacona, district of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to obtain a decree changing his name to Michel Laverdière.
36753-42-2-o MICHEL CAUCHON.

Selma Elaine Zwienicki

Notice is given that Selma Elaine Zwienicki, alias Wiener, student, of 667 Westluke Avenue, Côte St. Luc, district of Montreal, will petition for the change of her name to Selma Elayne Schachner.

Montreal, September 16, 1970.

ALBERT GOMBERG,
36764-42-2-o *Attorney for applicant.*

Oscar Ladurantaye, dit Fauteux

Notice is hereby given that Oscar Ladurantaye, dit Fauteux, residing at 8420 Ontario St. East, in the city and district of Montreal, province of Québec, by petition for change of name, requests the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec, according to chapter 77 of the Statutes of Québec 1965, session 1, to change his name from Ladurantaye dit Fauteux to Fauteux.

This change of name will also entail change of his son's name from Guy Ladurantaye to Guy Fauteux; the latter residing presently at 2318 Lavallée St., Longueuil, district of Montreal.

Any objection to this petition must be presented within 30 days to the Minister of Justice of the province of Québec;

Montreal September 21st, 1970.

ME ALBAN FLAMAND,
36825-43-2-o *Attorney for petitioner.*

Panayotis Nicopoulos

Avis est par les présentes donné que Panayotis Nicopoulos, résidant et domicilié à 10,471 rue St-Hubert, en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir un décret changeant son nom de Panayotis Nicopoulos à celui de Panayotis Laoun Nicopoulos.

Montréal, ce 9 octobre 1970.

Les procureurs du requérant.

36845-43-2-o Mes VINCENT & TALBOT.

Panayotis Nicopoulos

Notice is hereby given that Panayotis Nicopoulos, residing and domiciled at 10,471 St. Hubert street, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from "Panayotis Nicopoulos" to "Panayotis Laoun Nicopoulos".

Montreal, October 9, 1970.

Mtres VINCENT & TALBOT,

36845-43-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Sièges sociaux

Head Offices

Artmetwork Inc.

La compagnie « Artmetwork Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 6120 boulevard Métropolitan, Montréal au numéro 2100 rue Remembrance, Lachine.

Le secrétaire,

MICHEL ZIMMERMAN.

36839 10531-61

Artmetwork Inc.

Notice is given that "Artmetwork Inc." has transferred its head office from 6120 Metropolitan Boulevard, Montreal to 2100 Remembrance Road, Lachine.

MICHEL ZIMMERMAN,

Secretary.

36839-o 10531-61

Da Pasquali Restaurant, inc.

La compagnie « Da Pasquali Restaurant, inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1414, rue Stanley, Montréal, au numéro 10, rue Thornton, Mont-Royal.

Le secrétaire,

VITO VOSILIA.

36840 735-64

Da Pasquali Restaurant, inc.

Notice is given that "Da Pasquali Restaurant, inc." has transferred its head office from 1414 Stanley Street, Montreal, to 10, Thornston Street, Mount-Royal.

VITO VOSILIA,

Secretary.

36840-o 735-64

Les Entreprises Gérard inc.

La compagnie « Les Entreprises Gérard inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 9393, avenue Edison, Ville d'Anjou.

Le secrétaire,

BERTHOLD BRISEBOIS.

36841-o 4193-67

Les Entreprises Gérard inc.

« Les Entreprises Gérard inc. », gives notice that it changed its head office from Montreal to 9393 Edison Avenue, City of Anjou.

BERTHOLD BRISEBOIS,

Secretary.

36841 4193-67

Automation Acme inc.

Avis est donné que la compagnie « Automation Acme inc. », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 12 septembre 1969, et ayant son siège social dans la ville de Neufchatel, a établi son bureau au numéro 2, du boulevard de l'Ormière.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Neufchatel, ce 26e jour de mars 1970.

Le secrétaire,

36867-o CLAUDE HARNOIS.

Automation Acme inc.

Notice is hereby given that the "Automation Acme inc.", company incorporated by the first part of the Companies Act, on the 12th day of September 1969, and having its head office in the city of Neufchatel, has established its office at No. 2 de L'Ormière Blvd.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Neufchatel, this 26th day of March, 1970.

CLAUDE HARNOIS,

36867-o *Secretary.*

N.V.I. Industries Inc.

La compagnie « N.V.I. Industries Inc. », donne avis qu'elle a transporté son siège social de Sainte-Victoire-de-Sorel à 7970, rue de Leonardo Da Vinci, ville Saint-Michel.

Le secrétaire,

ROBERT WASSERMAN.

36868 4054-69

N.V.I. Industries Inc.

Notice is given that "N.V.I. Industries Inc.", has transferred its head office from Sainte-Victoire-de-Sorel to 7970 de Leonardo Da Vinci Street, ville St-Michel.

ROBERT WASSERMAN,

Secretary.

36868-o 4054-69

Restaurant Tabagie Express inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant Tabagie Express inc. », constituée en corporation en date du 16e jour de septembre 1969, et ayant son siège social dans la cité de Sainte-Foy, où elle avait son bureau situé jusqu'à ce jour, au numéro 3376 de la rue LaChesnaie, l'a transporté à 3200 Chemin des Quatre-Bourgeois, dans la cité de Sainte-Foy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sainte-Foy, ce 27e jour d'octobre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
YVON PARADIS.

36869-o 4427-69

Restaurant Tabagie Express inc.

Notice is given that "Restaurant Tabagie Express inc.", incorporated on the 16th day of September, 1969, and having its head office in the city of Saint-Foy, where its office was situated up to to-day at 3376 Lachesnaie Street, has moved it to 3200 des Quatre-Bourgeois road, in the city of Saint-Foy.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Saint-Foy, this 27th day of October, 1969.

YVON PARADIS,
Secretary-Treasurer.

36869 4427-69

Urbana Realties Ltd.

La compagnie « Urbana Realties Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 3e jour de septembre 1970, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 1, place Ville Marie, suite 3635, donne avis qu'elle l'a transporté à 5165 ouest, rue Sherbrooke, bureau 203, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 5e jour d'octobre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
RICHARD EVIN.

36870 3372-70

Urbana Realties Ltd.

Notice is hereby given that "Urbana Realties Ltd.", incorporated by letters patent on the 3rd day of September, 1970, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 1 Place Ville Marie, suite 3635, has moved it to 5165 Sherbrooke Street West, suite 203, city and district of Montreal, province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of October, 1970.

RICHARD EVIN,
Secretary-Treasurer.

36870-o 3372-70

JYG limitée

La compagnie « JYG limitée » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2810, de l'Anse, Sainte-Foy au numéro 3141 rue Esther, Ville de Laval.

Le secrétaire,
JUDITH MATTE.

36892-o 2819-68

JYG limitée

Notice is given by the company "JYG limitée" that it has moved its head office from 2810 de l'Anse, St. Foy, to 3141 Esther Street, town of Laval.

JUDITH MATTE,
Secretary.

36892 2819-68

Medicana inc.

La compagnie « Medicana inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de ville St-Laurent au numéro 8598 rue Lafrenaie, ville St-Léonard.

Le secrétaire,
RAYMONDE PICARD.

36893-o 260-64

Medicana inc.

Notice is given by the company "Medicana inc." that it has moved its head office from Ville St-Laurent to number 8598 Lafrenaie Street, Ville St-Léonard.

RAYMONDE PICARD,
Secretary.

36893 260-64

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3689

Québec, le 7 octobre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement du statut particulier des commissaires-enquêteurs.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE soit approuvé le règlement ci-joint adopté par la Commission de la fonction publique du

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3689

Québec, October 7, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation on the Status of Investigation Commissioners.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT the attached regulation, adopted by the Civil Service Commission on September 29, 1970

29 septembre 1970 et intitulé: « Règlement concernant le statut particulier des commissaires-enquêteurs ».

Copie conforme.

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
D. TANGUAY.

Règlement de la Commission de la fonction publique concernant le statut particulier des commissaires-enquêteurs.

La Commission de la fonction publique décrète ce qui suit:

Attributions:

Les commissaires-enquêteurs forment dans la fonction publique un corps de fonctionnaires. Leurs pouvoirs et devoirs découlent de l'application du Code du travail (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 141 et amendements) dans les matières prévues particulièrement au chapitre II. Ils exercent leurs fonctions sous la direction du commissaire-enquêteur en chef. Ils sont investis de tous les pouvoirs, immunités et privilèges des commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête.

Classification:

Le corps des commissaires-enquêteurs ne comprend qu'une classe; cette classe comprend huit (8) échelons.

Recrutement:

A) *Avis d'examen:*

Aux fins d'établir des listes permanentes d'éligibilité, la Commission de la fonction publique, ci-dessous appelée la Commission, tient de temps à autre des examens après en avoir donné un avis approprié.

B) *Conditions spécifiques d'admissibilité aux examens:*

Posséder un premier diplôme universitaire terminal dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études en relations industrielles, en droit ou dans une autre discipline universitaire appropriée et posséder environ dix (10) années d'expérience dans le domaine des relations du travail. Sont également admissibles les candidats ne possédant pas de diplôme universitaire mais ayant une expérience exceptionnelle et une compétence notoire dans le domaine des relations du travail.

Nomination:

Le commissaire-enquêteur n'ayant que le minimum requis aux conditions spécifiques d'admissibilité est nommé au premier échelon de la classe de commissaire-enquêteur.

La nomination du commissaire-enquêteur possédant une ou plusieurs années d'expérience peut être faite à l'un des échelons de la classe, conformément aux règles de l'avancement pourvu que cette expérience soit jugée directement pertinente aux activités du commissaire-enquêteur.

Une ou des années d'études complémentaires à celles exigées dans les conditions spécifiques d'admissibilité permettent la nomination du commissaire-enquêteur à un échelon supérieur.

Nul ne peut être nommé à titre permanent s'il n'a accompli une période d'emploi continu d'au moins douze (12) mois à titre temporaire.

and entitled "Regulation on the Status of Investigation Commissioners" be approved.

True copy.

D. TANGUAY,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Civil Service Commission regulation on the status of investigation commissioners.

The Civil Service Commission orders as follows:

Duties:

Within the civil service, investigation commissioners constitute one group of civil servants. Their powers and duties derive from the application of the Labour Code (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 141 and amendments) in matters provided for specially in Chapter II. They carry out their duties under the direction of the chief investigation commissioner. They are vested with all the same powers, immunities and privileges as the commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act.

Classification:

The investigation commissioners' group includes one class only and it has eight (8) grades.

Recruitment:

(A) *Examination Notice:*

In order to establish permanent eligibility lists, the Civil Service Commission, hereinafter called the Commission, holds examinations from time to time, after having given due notice thereof.

(B) *Examination eligibility requirements:*

A first university degree requiring at least sixteen (16) years study in industrial relations, law or some other appropriate university discipline and an experience of approximately ten (10) years in labour relations. Candidates without a university degree but with outstanding experience and recognized ability in labour relations are also eligible.

Appointment:

An investigation commissioner possessing only minimum eligibility requirements is appointed to grade one of the investigation commissioners' class.

An investigation commissioner having one or more years' experience may be appointed to a higher grade of the class, in accordance with promotion rules, provided this experience is considered directly pertinent to investigation commissioners' duties.

An investigation commissioner with one or more years' study over and above that required for eligibility may be appointed to a higher grade.

No investigation commissioner shall be appointed permanently before he has completed at least twelve (12) months' continuous temporary employment.

Avancement:

La durée du séjour dans un échelon est normalement d'une (1) année et chaque échelon correspond à une (1) année d'expérience.

Le premier avancement d'échelon est consenti au début de la première période de paye de mai ou de novembre qui suit d'au moins neuf (9) mois la date de nomination.

L'avancement accéléré de deux (2) échelons est possible à la date d'avancement d'échelon, dans les cas suivants:

1° lorsque l'employé a réussi des études de perfectionnement d'une durée équivalente à un (1) an à temps complet;

ou

2° lorsque les résultats du travail du commissaire-enquêteur sont jugés, sur preuves, comme étant exceptionnels.

L'avancement accéléré est recommandé par le commissaire-enquêteur en chef. Cette recommandation est étudiée par un comité « ad hoc » dont les membres sont nommés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires supérieurs du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre. Ce comité se réunit dans le mois qui précède les dates prévues pour l'avancement d'échelon. Sur recommandation favorable dudit comité, l'avancement accéléré est consenti par le sous-chef.

Dispositions spéciales:

A) Les employés exerçant les attributions de commissaire-enquêteur conformément à l'arrêté en conseil 2471 du 27 août 1969 sont intégrés à la présente classification et une liste d'éligibilité sera émise à cette fin;

B) Nonobstant les dispositions du dernier alinéa du titre « Nomination », les commissaires-enquêteurs intégrés à la présente classification peuvent faire l'objet d'une nomination à titre permanent à compter du 1er juillet 1970 à condition toutefois qu'ils aient accompli au moins huit (8) mois de service continu à cette date;

C) La date d'avancement d'échelon de l'employé intégré à la présente classification qui était à l'emploi du Gouverment à titre de fonctionnaire régi par la Loi de la fonction publique antérieurement à sa nomination comme commissaire-enquêteur aux termes de l'arrêté en conseil 2471 du 27 août 1969 n'est pas affecté par le simple fait de son assujettissement au présent règlement.

Entrée en vigueur:

La Commission recommande que le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et prenne effet à compter du 1er juillet 1970 et recommande que les présentes dispositions remplacent celles de l'arrêté en conseil 2471 du 27 août 1969 concernant les commissaires-enquêteurs.

Copie conforme.

Assemblée du 29 septembre 1970.

Le secrétaire,
HENRI DION.

36880-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3690

Québec, le 7 octobre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'échelle de traitement et certaines conditions de travail des commissaires-enquêteurs.

Promotion:

Ordinarily, one (1) year is spent in a grade and each grade is equivalent to one (1) year's experience.

The first-grade promotion is granted at the beginning of the first pay period in May or November that falls at least nine (9) months after the appointment date.

Accelerated promotion by two (2) grades is possible on the grade-promotion date in the following cases:

1. when the employee has completed graduate studies equivalent to those of one (1) full-time academic year;

or

2. when the quality of the investigation commissioner's work is considered demonstrably exceptional.

Accelerated promotion is recommended by the employee's immediate superior. This recommendation is then studied by an *ad hoc* committee whose members are appointed by the government from the ranks of senior civil servants in the Department of Labour and Manpower. This committee meets during the month preceding regular grade-promotion dates. If its report is favourable, accelerated promotion is granted by the deputy head.

Special provisions:

(A) Employees performing the duties of investigation commissioners in accordance with Order in Council 2471 of August 27, 1969 are integrated into the present classification and a list of eligible persons is issued for this purpose;

(B) Notwithstanding the provisions of the last paragraph under the heading "Appointment", investigation commissioners integrated into the present classification can be appointed permanently as of July 1, 1970 provided, however, that they have completed at least eight (8) months' continuous employment at that date;

(C) The grade-promotion date of an employee, integrated in the present classification, who was employed by the Government as a civil servant governed by the Civil Service Act prior to his appointment as an investigation commissioner under the terms of Order in Council 2471 of August 27, 1969, shall not be affected by the simple fact that it is ruled by the present regulation.

Effective date:

The Commission recommends that the present regulation become effective on the date fixed by the Lieutenant-Governor in Council and that it be effective as of July 1, 1970; it also recommends that the present provisions replace those of Order in Council 2471 of August 27, 1970 respecting investigation commissioners.

True copy.

Meeting of September 29, 1970.

HENRI DION,
Secretary.

36880-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3690

Québec, October 7, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the salary scale and certain working conditions of investigation commissioners.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE soit approuvée la résolution numéro 470-70 du 29 septembre 1970 de la Commission de la fonction publique concernant l'échelle de traitement et certaines conditions de travail des commissaires-enquêteurs.

Copie conforme.

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
D. TANGUAY.

Copie d'une résolution adoptée par la Commission de la Fonction publique du Québec.

La Commission de la fonction publique du Québec recommande:

1° Que les employés dont la carrière est régie par le règlement concernant le statut particulier des commissaires-enquêteurs soient rémunérés selon l'échelle de traitements ci-dessous:

Commissaires-enquêteurs

Premier échelon	$14,000
Deuxième échelon	14,500
Troisième échelon	15,000
Quatrième échelon	15,500
Cinquième échelon	16,000
Sixième échelon	16,500
Septième échelon	17,000
Huitième échelon	17,500

2° Que les commissaires-enquêteurs bénéficient des conditions générales de service et des autres avantages de nature pécuniaire dont jouissent les fonctionnaires régis par le règlement de classification approuvé par l'arrêté en conseil 2483 du 20 septembre 1967.

3° Que l'échelle de traitements entre en vigueur à compter du 1er juillet 1970.

Copie conforme.

Assemblée du 29 septembre 1970.

Le secrétaire,
36880-o HENRI DION.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Civil Service Commission Resolution Number 470-70 of September 29, 1970 concerning the salary scale and certain working conditions of investigation commissioners be approved.

True copy.

D. TANGUAY,
Assistant Clerk of the Executive Council.

Copy of a resolution adopted by the Québec Civil Service Commission.

The Québec Civil Service Commission recommends:

1. That persons whose careers are governed by the Regulation on the Status of Investigation Commissioners be paid according to the following scale:

Investigation Commissioners

First grade	$14,000
Second grade	14,500
Third grade	15,000
Fourth grade	15,500
Fifth grade	16,000
Sixth grade	16,500
Seventh grade	17,000
Eighth grade	17,500

2. That the Investigation Commissioners profit by the service general working conditions and other pecuniary advantages granted the civil servants governed by the classification regulation approved by Order in Council 2483 of September 20, 1967.

3. That the salary scale become effective as of July 1, 1970.

True copy.

Meeting of September 29, 1970.

HENRI DION,
36880-o *Secretary.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

(*Errata*)

Dans l'avis publié le 10 octobre 1970 à la page 5730, veuillez apporter les corrections suivantes:

1. Au chapitre 1, article 1.01, paragraphe (*a*), version anglaise, remplacer le mot « locker » par « box »

2. Au chapitre 2, article 2.01, paragraphe 4, version anglaise, nous devrions lire « detonators and electric detonators » au lieu de « detonators and electric activators »

3. Au chapitre 3, article 3.02, paragraphe (*b*), version anglaise, nous devrions lire « except that it does not give the authorization » au lieu de « except that it does give the authorization »

4. Au chapitre 3, article 3.04, cinquième ligne de la version anglaise, nous devrions lire: « electric detonators » au lieu de « electric activators ».

5. Au chapitre 3, article 3.05, version française, nous devrions lire: « Le permis » au lieu de « Ler permis »

6. Au chapitre 5, article 5.05, troisième ligne de la version anglaise; nous devrions lire: « handling the explosives » au lieu de « hardling the explosives ».

36824-o

Order in Council
Executive Council Chamber

(*Errata*)

In the notice published on October 10, 1970, on page 5730, please correct the following:

1. In chapter 1, section 1.01, paragraph (*a*), English version, replace the word "locker" by "box"

2. In chapter 2, section 2.01, paragraphe 4, English version, one should read "detonators and electric detonators" instead of "detonators and electric activators"

3. In chapter 3, section 3.02, paragraph (*b*), English version, one should read "except that it does not give the authorization" instead of "except that it does give the authorization"

4. In chapter 3, section 3.04, in the fifth line of the English version, one should read: "electric detonators" instead of "electric activators".

5. In chapter 3, section 3.05, French version, one should read: "Le permis" instead of "Ler permis"

6. In chapter 5, section 5.05, in the third line of the English version: one should read: "handling the explosives" instead of "hardling the explosives".

36824

Demandes à la Législature

Ville de Pincourt

Avis public est par les présentes donné que la «Ville de Pincourt» s'adressera, par pétition, à l'Honorable Assemblée Législative de la Province de Québec, réunie en Parlement, et à l'Honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, réuni en Parlement, aux fins de demander que la charte de la ville de Pincourt soit modifiée de façon à permettre au Conseil de Ville de cette dernière de modifier, par règlement, tous les règlements d'emprunt en vigueur lors de la sanction de la loi à intervenir pour prescrire que dans le cas des lots situés à un carrefour, la taxe spéciale sera imposée en accordant une exemption de cinquante (50) pieds dans le sens de la profondeur desdits lots et à cet effet de demander que l'article 602 de la Loi des cité et villes soit modifié, par la ville de Pincourt, en ajoutant après ledit article 602 le suivant:

« 602-A. Nonobstant les dispositions des articles 394, 593 et 602 de la Loi des cités et villes, le Conseil peut, par règlement, modifier tous ses règlements d'emprunt en vigueur lors de la sanction de cette loi en remplaçant dans tous lesdits règlements d'emprunt les mots « d'après leur étendue en front » par les mots suivants:

« en proportion de l'étendue du front de chaque terrain riverain, moins l'exemption suivante:

a) les immeubles situés à un carrefour sont, quant aux travaux municipaux faits dans le sens de la profondeur du lot exemptés de la taxe spéciale d'imposition prévue auxdits règlements d'emprunt, jusqu'à concurrence de cinquante pour cent (50%) de cette profondeur; cette exemption ne doit cependant, dans aucun cas, excéder cinquante (50) pieds.

b) La partie d'un lot la plus étendue en longueur est réputée en être la profondeur pour les fins du présent alinéa *a*);

c) Dans le cas d'un lot ayant la même étendue en front sur deux rues, cette exemption n'est accordée que lors des travaux municipaux sur la seconde rue;

d) L'exemption mentionnée à l'alinéa *a*) du présent article s'applique aussi aux travaux municipaux sur la rue dans le cas d'un terrain situé à l'angle d'une rue et d'une ruelle et ayant une plus grande étendue sur la rue que sur la ruelle;

e) La portion exemptée est chargée aux autres lots riverains sujets à la taxe spéciale de frontage imposée par lesdits règlements d'emprunt. ».

Ladite modification devant modifier l'article 16 de la charte de la ville de Pincourt, sanctionnée le 18 décembre 1959, 8-9 Elizabeth II, chapitre 168, en ajoutant après ledit article 16 le suivant:

« 16-A. La charte de la ville de Pincourt est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 16, le suivant, soit l'article 602-A mentionné ci-dessus. »

Donné sous mon seing, en la ville de Pincourt, ce 27e jour du mois d'août 1970 et approuvé par la Commission Municipale de Québec, ce 31e jour du mois d'août 1970. *Le Maire,*
PAUL-ÉMILE MARTEL.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY PEPIN.

33653-40-4-o

Applications to Legislature

Town of Pincourt

Public notice is hereby given that the "Town of Pincourt" will apply, by petition, to the Honourable Legislative Assembly of the province of Québec, assembled in Parliament, and to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Québec assembled in Parliament, in order to obtain that the charter of the Town of Pincourt be amended to permit the Town Council of the latter to amend, by by-law, all the loan by-laws, in force at the time of the sanction of the act to intervene, to prescribe that in the case of lots situated at a street corner, the special tax will be imposed by granting an exemption of fifty (50) feet along the depth of said lots and, to that effect, to obtain that article 602 of the Cities and Towns Act be amended, for the Town of Pincourt, by adding after said article 602 the following:

"602-A. Notwithstanding the provisions of sections 394, 593 and 602 of the Cities and Towns Act, the Town Council can, by by-law, amend all its loan by-laws in force at the time of the sanction of this act by replacing, in all said loan by-laws, the words "d'après leur étendue en front" (according to their frontage) by the following words:

"in proportion to the frontage of each bordering lot, less the following exemption:

(*a*) the immovables situated at the corner of two streets, as to municipal works done along the depth of the lot, are exempted from the special tax imposed by said loan by-laws, up to fifty (50%) per cent of such depth; such exemption however shall in no case exceed fifty (50) feet;

(*b*) That part of a lot having the greatest extent in length shall be considered as the depth thereof for the purposes of the present paragraph (*a*);

(*c*) In the case of a lot having the same frontage on two streets, such exemption shall only be granted when municipal works will be performed on the second street;

(*d*) the exemption mentioned in the paragraph (*a*) of the present article shall also apply to municipal works on a street in the case of a lot located at the corner of a street and a lane and having a greater extent on the street than on the lane;

(*e*) The exempted portion shall be charged to the other bordering lots subject to the special frontage tax imposed by said loan by-laws.".

Said amendment to amend article 16 of the charter of the Town of Pincourt, assented to the 18th of December 1959, 8-9 Elizabeth II, Chapter 168, by adding after said article 16 the following:

"16-A. The charter of the Town of Pincourt is amended, for the town, by adding after section 16, the following, that is, the section 602-A mentioned hereinabove."

Given under my seal in the Town of Pincourt, this 27th day of August 1970 and approved by the Municipal Commission of Québec this 31st day of August 1970. PAUL-ÉMILE MARTEL,
Mayor.

JEAN-GUY PEPIN,
Secretary-Treasurer.

36533-40-4-o

Georges Michel Naggiar

Avis est par les présentes donné que Georges Michel Naggiar, de 4015 est, rue Jean-Talon, app. 202, à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs du requérant,
DU MESNIL, MAILHOT
36722-42-4-o & DESAULNIERS.

Michel Roy

Avis est par les présentes donné que Michel Roy de 13, Châteauguay, app. 5, Lévis, district de Québec, s'adressera à la législature de Québec pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens de la province de Québec à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs du requérant,
DU MESNIL, MAILHOT
36723-42-4-o & DESAULNIERS.

Église Chrétienne Catholique Traditionnelle, Inc.

Avis est par les présentes donné que l'« Église Chrétienne Catholique Traditionnelle, Inc. », dont le siège social est dans la ville de Montréal dans la province de Québec, s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à tenir les registres de l'état civil.

Donné à Montréal, province de Québec, le 5 octobre 1970.

Les requérants,
DR THOMAS J. DE CZ-FEHERVARY,
36778-42-4 STEVEN NAGY & MIKLOS MATAY.

Georges Michel Naggiar

Notice is hereby given that Georges Michel Naggiar, of 4015 east, Jean-Talon Street, apt. 202, Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, during the next session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit him as assistant pharmacist.

DU MESNIL, MAILHOT
& DESAULNIERS,
36722-42-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Michel Roy

Notice is hereby given that Michel Roy, of 13 Châteauguay, apt. 5, Lévis, district of Québec, will apply to the Legislature of Québec, during the next session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit him as assistant-pharmacist.

DU MESNIL, MAILHOT
& DESAULNIERS,
36723-42-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Traditional Christian Catholic Church, Inc.

Notice is hereby given that the "Traditional Christian Catholic Church, Inc.", with headquarters in Montreal, Province of Québec will apply to the National Assembly of Province of Québec at the next following session thereof, for an Act to keep the registry of civil status.

Given at Montreal, Province of Québec, this October 5, 1970.

DR. THOMAS J. DE CZ-FEHERVARY,
STEVEN NAGY & MIKLOS MATAY,
36778-42-4-o *Applicants.*

Ministère de l'Éducation

Cap-des-Rosiers

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Cap-des-Rosiers, dans le comté de Gaspé-Sud, à la municipalité scolaire de Grande Hermine, dans les comtés de Gaspé-Nord et Gaspé-Sud.

Québec, le 7 octobre 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.
36749-42-2-o 645-04

Sainte-Luce

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Luce, dans le comté de Rimouski, à la municipalité scolaire de La Neigette, dans le même comté.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.
36842-43-2-o 006-01

Department of Education

Cap-des-Rosiers

A petition is made to annex the present territory of the school municipality of Cap-des-Rosiers, in the county of Gaspé South, to the school municipality of Grande Hermine, in the counties of Gaspé North and Gaspé South.

Québec, October 7, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.
36749-42-2 645-04

Sainte-Luce

A request is made to annex the existing territory of the school municipality of Sainte-Luce, in Rimouski County, to the school municipality of La Neigette, in the same county.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.
36842-43-2 006-01

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-3.2.1 région s'étendant de la pointe de la Baie des 1,000 Vaches (Pointe de la péninsule de Portneuf) — 1,000 pieds au sud-ouest du dépotoir municipal de Ste-Anne de Portneuf

N-3.2.6 partie extérieure de l'Ile du Havre

N-11.1.2 région s'étendant de la division des cantons Cannon et Fitzpatric — pont de la route 15, Rivière Pentecôte

N-11.1.4 région s'étendant de Crooked Island (Baie aux Outardes) — Pointe Sproule

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 6 octobre 1970.

Le ministre de l'Industrie et du commerce,

36878-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

N-3.2.1 area extending from Pointe de la Baie des 1,000 Vaches (Pointe de la péninsule de Portneuf) to 1,000 feet southwest of the Sainte-Anne-de-Portneuf municipal dump

N-3.2.6 the outer part of Ile du Havre

N-11.1.2 area extending from the division between the townships of Cannon and Fitzpatrick — Route 15 bridge, Rivière Pentecôte

N-11.1.4 area extending from Crooked Island (Baie aux Outardes) — Pointe Sproule

are no longer toxic to a degree unsafe for use *as a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said areas to fishing, and permits whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

Québec, October 6, 1970.

GÉRARD-D. LEVESQUE,

36878 *Minister of Industry and Commerce.*

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval à la Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval)

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 6 octobre 1970.

Le ministre de l'Industrie et du commerce,

36878-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-4.1 area extending from Pointe Laval to Pointe Orient (in line with the Laval River bridge)

are toxic to a degree unsafe for use *as a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

This interdiction does not apply however to licensed producers (Order in Council Québec 1963-779) for canning purposes only.

Québec, October 6, 1970.

GÉRARD-D. LEVESQUE,

36878 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton Bolton

Cadastre officiel du canton Bolton, municipalité de Austin*, division d'enregistrement de Brome.

Avis est par la présente donné que les lots 1461-10 à 1461-12 et qu'une partie des lots 1461-13 et 1461-19 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 septembre 1970.

Le sous-ministre,

36844-o FERNAND BOUTIN.

Canton Brest

Cadastre officiel du canton Brest, municipalité de la Côte Nord du Golfe St-Laurent, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township Bolton

Official cadastre of township Bolton, municipality of Austin*, registration division of Brome.

Notice is hereby given that lots 1461-10 to 1461-12 and a part of lots 1461-13 and 1461-19 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 9, 1970.

FERNAND BOUTIN,

36844-o *Deputy Minister.*

Township Brest

Official cadastre of township Brest, municipality of the Côte Nord du Golfe St-Laurent, registration division of Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 111 à 219, 221 à 224 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 septembre 1970.

Le sous-ministre,
36844-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la cité de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 670-330 à 670-343 sont corrigés et que le lot 670-344 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 octobre 1970.

Le sous-ministre,
36844-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Roberval

Cadastre officiel du canton de Roberval, municipalité de la cité de Roberval, division d'enregistrement de Lac St-Jean Ouest.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 64-135 à 64-140 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 octobre 1970.

Le sous-ministre,
36844-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Cécile

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile, municipalité de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 90-302 à 90-340 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 septembre 1970.

Le sous-ministre,
36844-o FERNAND BOUTIN.

Village de Waterloo

Cadastre officiel du village de Waterloo, municipalité de la ville de Waterloo, division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que le lot 1133 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 août 1970.

Le sous-ministre,
36844-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la cité de Pointe-Claire, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 209 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 septembre 1970.

Le sous-ministre,
36844-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 111 to 219, 221 to 224 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 22, 1970.

FERNAND BOUTIN,
36844-o *Deputy Minister.*

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the city of Charlesbourg, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 670-330 to 670-343 are corrected and that lot 670-344 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 5, 1970.

FERNAND BOUTIN,
36844-o *Deputy Minister.*

Township of Roberval

Official cadastre of township of Roberval, municipality of the city of Roberval, registration division of Lac St-Jean Ouest.

Notice is hereby given that a remaining part of lots 64-135 to 64-140 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 5, 1970.

FERNAND BOUTIN,
36844-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Cécile

Official cadastre of the parish of Ste-Cécile, municipality of the city of Salaberry-de-Valleyfield, registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 90-302 to 90-340 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 24, 1970.

FERNAND BOUTIN,
36844-o *Deputy Minister.*

Village of Waterloo

Official cadastre of village de Waterloo, municipality of the town of Waterloo, registration division of Shefford.

Notice is hereby given that lot 1133 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 25, 1970.

FERNAND BOUTIN,
36844-o *Deputy Minister.*

Parish of Pointe-Claire

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the city of Pointe-Claire, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 209 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September, 29, 1970.

FERNAND BOUTIN,
36844-o *Deputy Minister.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification

Alimentation, détail — Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre donne avis par les présentes, conformément aux

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment

Retail food trade — Québec region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of

dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1944 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° L'article I sera modifié:

a) en remplaçant le paragraphe « *a* » par le suivant:

« *a*) *Établissement commercial:* Le terme « établissement commercial » désigne tout établissement situé dans les limites du champ d'application territorial du présent décret, où se fait la vente au détail de produits alimentaires, pour fins de consommation en dehors de l'établissement. »

b) en remplaçant le paragraphe « *b* » par le suivant:

« *b*) *Produits alimentaires:* Le terme « produits alimentaires » désigne tous produits destinés à la consommation humaine, tels que viande cuite ou crue, conserverie, poisson, épiceries, fruits et légumes, charcuterie, bonbons, eaux gazeuses, bière, cette nomenclature n'étant pas limitative. »

c) en remplaçant le paragraphe « *c* » par le suivant:

« *c*) *Salarié régulier:* Le terme « salarié régulier » désigne tout salarié qui travaille habituellement plus de vingt-quatre (24) heures par semaine dans l'établissement (ou les établissements) où il est employé et qui a complété une période d'essai de quarante-cinq (45) jours travaillés (à l'intérieur de quatre (4) mois de calendrier) dans l'occupation pour laquelle il est employé. »

d) en remplaçant le paragraphe « *d* » par le suivant:

« *d*) *Salarié à l'essai:* Le terme « salarié à l'essai » désigne tout salarié qui travaille habituellement plus de vingt-quatre (24) heures par semaine dans l'établissement (ou les établissements) où il est employé et qui n'a pas complété quarante-cinq (45) jours travaillés (à l'intérieur de quatre (4) mois de calendrier) dans l'occupation pour laquelle il est employé. »

e) en remplaçant le paragraphe « *e* » par le suivant:

« *e*) *Salarié surnuméraire:* Le terme « salarié surnuméraire » désigne toute personne travaillant dans un établissement commercial assujetti au présent décret, en surplus du personnel régulier, durant certaines périodes de pointe périodique (hebdomadaires ou autres), ces périodes ne devant pas excéder un total de vingt-quatre (24) heures par semaine. »

f) en biffant le paragraphe « *f* »;

g) en remplaçant le paragraphe « *h* » par le suivant:

« *h*) *Premier commis, premier-boucher:* Ces termes désignent l'employé qui a la responsabilité d'un département ou d'un magasin, est capable d'y effectuer tous les travaux nécessaires, fait les achats, fixe des prix de vente au détail, calcule le pourcentage pour obtenir le bénéfice brut exigé par le patron « merchandising » et qui est responsable des inventaires. Il peut également être responsable de l'étalage, de la publicité, de la présentation de la marchandise et autres fonctions connexes ou qui, de plus, a du personnel sous ses ordres.

Québec 1964, chapter 143), the Minister of Labour and Manpower hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Retail Food Trade in the Québec region, rendered obligatory by Decree number 1658 of May 17, 1944 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

1. Section I will be amended:

(*a*) by replacing subsection "*a*" thereof by the following:

"(*a*) *Commercial establishment:* "commercial establishment" means any establishment located within the limits of the territorial jurisdiction of the present decree and in which food products are retailed in view of their comsumption outside the premises of the establishment."

(*b*) by replacing subsection "*b*" thereof by the following:

"(*b*) *Food products:* "food products means, without restricting the ordinary meaning thereof, any products intended for human comsumption such as cooked or raw meat, canned, bottled or preserved foods, fish, groceries, produce (fruit & vegetables), processed meat or delicatessen products, candy, soft drinks, beer."

(*c*) by replacing subsection "*c*" thereof by the following:

"(*c*) *Regular employee:* "regular employee" means any employee who usually works more than twenty-four (24) hours a week in the establishment(s) in which he is employed, and who has completed a forty-five (45) day probationary priod, within the last four (4) calendar months, in the occupation for which he is employed."

(*d*) by replacing subsection "*d*" thereof by the following:

"(*d*) *Probationary employee:* "probationary employee" means any employee who usually works more than twenty-four (24) hours a week in the establishment(s) in which he is employed, and who has not completed forty-five (45) days' work within the last four (4) calendar months in the occupation for which he is employed."

(*e*) by replacing subsection "*e*" thereof by the following:

"(*e*) *Supernumerary employee:* "supernumerary employee" means any person working in a commercial establishment subject to the present decree, in addition to the regular personnel, during certain periodical rush or busy periods (weekly or other), such periods not to exceed twenty-four (24) hours a week."

(*f*) by striking out subsection "*f*";

(*g*) by replacing subsection "*h*" by the following:

"(*h*) *Head clerk, head butcher:* These terms mean the employee who is responsible for the operation of a department or of a store, is capable of carrying out all the necessary tasks, does the purchasing, sets retail prices, does the merchandising and is responsible for inventories. He may also be responsible for the display of the merchandise, advertising, the packaging of goods and may perform other related duties besides having charge of personnel.

Pour fin d'application du paragraphe précédent, il y a trois (3) départements:

1. fruits et légumes;
2. épicerie;
3. boucherie.

Il est entendu qu'il n'y a pas nécessairement un ou des premiers-commis ou premiers-bouchers dans chaque établissement. »

h) en remplaçant le paragraphe « *i* » par le suivant:

« *i*) *Employeur:* Le mot « employeur » désigne toute personne, société ou corporation qui, étant un employeur ou un employeur professionnel au sens de la Loi des décrets de convention collective, possède ou exploite un établissement commercial assujetti au présent décret. »

i) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe « *k* » par le suivant:

« *k*) *Artisan:* Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société, mais pour son propre compte, un travail régi par le présent décret. »

j) en faisant précéder le second alinéa du paragraphe « *k* » des mots suivants:

« Le terme « salarié » désigne »

k) en remplaçant le paragraphe « *w* » par le suivant:

« Les termes « charcutier », « salaisonnier » désignent tout salarié dont la fonction principale est de préparer certains aliments (viandes, poissons, etc.) dans un établissement ou une partie d'établissement où se fabriquent où se transforment des produits destinés à la consommation humaine. »

l) en remplaçant le paragraphe « *x* » par le suivant:

« *x*) *Pâtissier:* Ce terme désigne tout salarié qui fait cuire les pâtisseries, les gâteaux et les pains, et les différentes variétés de desserts. »

m) en ajoutant le paragraphe « *z* » suivant:

« *z*) *Aide-caissière:* Le terme « aide-caissière » désigne tout salarié dont la principale fonction consiste à assister la caissière ou le caissier et à emballer les commandes des clients. »

2° L'article II sera remplacé par le suivant:

« II. *Champ d'application: a) Champ d'application professionnel:* Le présent décret régit tous les employeurs, les salariés et les artisans des établissements commerciaux situés dans les limites du champ d'application territorial ci-après défini, dans lesquels l'activité principale consiste à vendre des produits alimentaires au détail pour fins de consommation à l'extérieur.

Le commerce de détail visé par le présent décret comprend le colportage et toute vente ou livraison dans le champ d'application territorial, faits par une personne qui n'y a pas d'établissement commercial. Tout établissement commercial qui fait la vente de produits alimentaires au gros et au détail est, pour les fins des présents, réputé détaillant et est assujetti aux dispositions du présent décret pour l'ensemble de ses activités.

Lorsque, dans un établissement commercial, on fait accessoirement le commerce de produits alimentaires en plus d'autres produits, le commerce de produits alimentaires qu'on y fait est assujetti au présent décret s'il est exercé dans une section distincte de l'établissement de telle sorte que l'employeur puisse être identifié, dans ce secteur particulier de son établissement, comme offrant en vente des produits alimentaires.

Le présent décret ne s'applique pas:

1. aux établissements commerciaux régis par d'autres décrets;

For the purposes of the foregoing subsection, there are three (3) departments:

1. produce department (fruit & vegetables);
2. grocery department;
3. meat department.

It is understood that it is not necessary for each establishment to have one or more head clerks or head butchers."

(*h*) by replacing subsection "*i*" thereof by the following:

"(*i*) *Employer:* "Employer" means any person, partnership or corporate body that is an employer or a professional employer as defined in the Collective Agreement Decrees Act and owns or operates a commercial establishment subject to the present decree."

(*i*) by replacing the first paragraph of subsection "*k*" by the following:

"(*k*) *Artisan:* "artisan" means any person who, for his own personal benefit, performs alone or in partnership any work governed by the present decree."

(*j*) by placing the following works before the second paragraph of subsection "*k*":

"Employee" means"

(*k*) by replacing subsection "*w*" by the following:

"*Meat processor*", "*curer*": "meat processor", "curer" mean any employee whose main duties consist in preparing certain foods (meat, fish, etc.) in an establishment, or part of an establishment, where products intended for human consumption are made or processed."

(*l*) by replacing subsection "*x*" thereof by the following:

"(*x*) *Pastry-cook:* "pastry-cook" means any employee who cooks pastry, cake, bread and desserts of various kinds."

(*m*) by adding thereto the following subsection "*z*":

"(*z*) *Cashier's helper:* "cashier's helper" means any employee whose main duties consist in helping the male or female cashier and in wrapping up the customers' purchases."

2. Section II will be replaced by the following:

"II. *Jurisdiction:* (*a*) *Professional jurisdiction:* The present decree governs all employers, employees and artisans in commercial establishments located within the limits of the territorial jurisdiction described hereinbelow in which establishments the main activity consists in retailing food products for purposes of consumption outside the premises of such establishments.

The retail trade contemplated in the present decree includes any peddling, sale or delivery effected within the said territorial jurisdiction by any person having no commercial establishment therein. Any commercial establishment carrying on the wholesale and retail food trade is, for the purposes of the present decree, considered as a retailer and is therefore subject to the provisions of the said decree for the whole of its activities.

In any commercial establishment, whenever the food trade is carried on as an accessory in addition to trading in other products, the food products trade thus carried on is subject to the present decree if such trade is carried on in a distinct section of the establishment in such a manner that the employer might be identified as offering food products for sale in that particular section of his establishment.

The present decree does not apply to:

1. commercial establishments subject to other decrees;

2. aux hôtels, restaurants ou tavernes qui vendent des produits alimentaires pour consommation sur les lieux ou qui livrent à l'extérieur des repas préparés;

3. aux établissements qui font exclusivement le commerce de vendre des bonbons et chocolats qu'ils fabriquent eux-mêmes.

b) Champ d'application territorial: Le champ d'application territorial du présent décret comprend les districts électoraux de Jean Talon, Louis Hébert, Limoilou, St-Sauveur, Chauveau, Lévis et Montmorency, ainsi que la ville de Bélair et les municipalités de Val St-Michel, (Cté de Portneuf), St-Charles, (Cté de Bellechasse), Beaumont, (Cté de Bellechasse) et St-Augustin, (Cté de Portneuf). »

3° L'article III sera modifié:

a) en ajoutant au paragraphe « *a* » les dispositions suivantes:

« Nonobstant les dispositions du paragraphe « *a* » qui précède, advenant qu'une législation ne permette plus de légiférer par décret sur les heures de travail à la vente dans les commerces de l'alimentation au détail, l'employeur pourra céduler le travail de ses salariés du lundi au samedi inclusivement pourvu qu'il respecte les conditions suivantes:

1. chaque salarié aura droit à quarante-huit (48) heures consécutives de congé cédulées selon l'une des trois (3) formules suivantes: samedi et dimanche; dimanche et lundi; du samedi midi au lundi midi;

2. les heures de travail cédulées seront continues à l'exception de la période de repas;

3. le salarié aura droit à un minimum d'une heure et demie (1½) pour diner, et d'une (1) heure pour souper; le surnuméraire peut travailler cinq (5) heures consécutives avant d'avoir droit à une période de repas;

4. la semaine normale de travail d'un salarié sera de quarante (40) heures par semaine;

5. toutefois, le personnel féminin ne pourra être cédulé à taux simple plur plus de dix-sept heures et demie (17½) au total les jeudi et vendredi, dont une seule journée pourra excéder sept heures et demie (7½). »

b) en remplaçant le paragraphe « *b* » par le suivant:

« *b)* L'employeur peut faire travailler ses salariés à taux simple l'avant-veille de Noël et l'avant-veille du Jour de l'An entre huit heures trente (8.30) et vingt et une heures (21.00), sauf si l'avant-veille survient un samedi.

Par entente mutuelle, l'employeur peut également faire travailler ses salariés sans rémunération supplémentaire le lundi précédant et suivant Noël, pourvu qu'un congé compensatoire équivalent soit accordé au cours du mois de janvier. »

c) en remplaçant le paragraphe « *c* » par le suivant:

« *c)* En dehors des heures mentionnées au paragraphe « *a* » de l'article III et durant les jours fériés chômés, tout salarié assujetti au présent décret ne peut jamais travailler à la vente des produits alimentaires, au comptoir, à la caisse, à l'emballage ou au téléphone, ni faire la livraison, ladite énumération n'étant pas limitative, et un employeur ou un employeur professionnel ne peut jamais faire travailler tout salarié assujetti au présent décret à la vente des produits alimentaires au comptoir, à la caisse,

2. hotels, restaurants or taverns that sell food products to be consumed on the premises or that deliver prepared meals outside their premises;

3. establishments that trade exclusively in candy and chocolate that they make themselves.

(b) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the electoral districts of Jean Talon, Louis Hébert, Limoilou, St-Sauveur, Chauveau, Lévis and Montmorency as also the town of Bélair and the municipalities of Val St-Michel, (Portneuf County), St-Charles, (Bellechasse County), Beaumont, (Bellechasse County) and St-Augustin, (Portneuf County)."

3. Section III will be amended:

(*a*) by adding the following provisions to subsection "*a*" thereof:

"Notwithstanding the foregoing subsection "*a*", in the event of any legislation that would prevent sales-working-hours in retail food trade establishments to be governed by decree, the employer may schedule his employees' working hours Monday through Friday, provided he observes the following conditions:

1. each employee shall be entitled to forty-eight (48) consecutive hours off, scheduled according to one of the three (3) following formulas: Saturday and Sunday; Sunday and Monday; from Saturday noon till Monday noon;

2. the working hours scheduled shall be continuous, except for the meal period;

3. the employee shall be entitled to at least one hour and a half (1½ hours) for the noon meal, and one hour (1 hour) for supper; the supernumerary employee may work five (5) consecutive hours before being entitled to a meal period;

4. the employee's standard workweek shall consist of forty (40) standard working hours;

5. however, no employer shall be allowed to have any female personnel work at straight time more than a total of seventeen and a half hours (17½ hours) on Thursday and Friday combined, only one day of which may exceed seven hours and a half (7½ hours)."

(*b*) by replacing subsection "*b*" thereof by the following:

"(*b*) The employer may have his employees work at straight time on the day before Christmas Eve and on the day before New Year's Eve, between 8:30 a.m. and 9:00 p.m., except when the said day before the said eves falls on a Saturday.

Upon mutual agreement with his employees, the employer may have them work at straight time on the Monday before and after Christmas, provided such work be compensated by an equivalent amount of time off granted to them during the course of the month of January."

(*c*) by replacing subsection "*c*" thereof by the following:

"(*c*) Outside the hours mentioned in subsection "*a*" of section III as well as on any general holiday, no employee subject to the present decree may do food-products-saleswork at the counter, at the cash register or telephone, nor may he wrap nor deliver goods, the foregoing enumeration not being restrictive, and, likewise, no employer nor professional employer may require any employee subject to the present decree to do any food-products-saleswork at the counter, at the cash register or telephone, nor may he

à l'emballage, au téléphone ou à la livraison, ladite énumération n'étant pas limitative.

Toutefois, tout salarié travaillant à la livraison pourra exécuter tel travail durant une heure et demie (1½) après les heures réglementaires de travail stipulées au paragraphe « *a* » de l'article III, à la condition que ledit salarié soit rémunéré au taux de son salaire effectif majoré de cinquante pour cent (50%). »

d) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe « *d* » par le suivant:

« *d*) *Jours fériés chômés et payés:*

1° L'employeur convient d'accorder à ses salariés, les fêtes statutaires ou religieuses suivantes: le Jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la St-Jean-Baptiste ou le 25 juin si le 24 est un dimanche, la Confédération ou le 2 juillet si le 1er est un dimanche, la Fête du Travail, l'Action de Grâces, le Jour de Noël et le 26 décembre. »

e) en remplaçant le sous-paragraphe « 1° » du paragraphe « *e* » par le suivant:

« *e*) *Heures supplémentaires:*

1° Avec l'autorisation de l'employeur, tout travail effectué en plus de quarante (40) heures par semaine ou en plus de quatre heures et demie (4½) par jour le lundi, en plus de sept (7) heures le mardi, de sept heures et demie (7½) les mercredi et jeudi, de dix (10) heures le vendredi et de trois heures et demie (3½) le samedi, sera considéré comme temps supplémentaire et payé au taux normal majoré de cinquante pour cent (50%). »

f) en ajoutant au sous-paragraphe « 2 » du paragraphe « *e* » les dispositions suivantes:

« Nonobstant les dispositions du premier et du deuxième sous-paragraphes ci-haut, advenant qu'une législation ne permette plus de légiférer par décret sur les heures de travail à la vente dans les commerces de l'alimentation au détail, et que l'employeur puisse céduler le travail de ses salariés du lundi au samedi inclusivement pourvu qu'il respecte certaines conditions stipulées plus haut, le temps supplémentaire sera modifié comme suit:

Tout travail effectué, avec l'autorisation de l'employeur:

1. en plus de la journée ou de la semaine normale du salarié telle que cédulée;
2. avant huit heures trente (8.30) le matin;
3. après dix-huit heures (18.00) les lundi, mardi, mercredi;

après vingt et une heures (21.00) les jeudi et vendredi;

après dix-sept heures (17.00) le samedi;

4. pendant les heures de congé cédulées;

est considéré comme temps supplémentaire et payé au taux normal majoré de cinquante pour cent (50%). »

g) en remplaçant le sous-paragraphe « 3 » du paragraphe « *e* » par le suivant:

« 3° Cependant, il est permis de faire travailler les salariés au nettoyage de l'établissement, pour autant que la durée de ce travail ne dépasse pas un quart d'heure (¼) par jour et une demi-heure (½) le vendredi soir et le samedi. Le temps travaillé en vertu du présent alinéa, est rémunéré à taux effectif.

Toutefois, si le salarié fait plus d'un quart d'heure (¼) par jour ou une demi-heure (½) le vendredi soir ou le samedi, pour les fins spécifiées

require any such employee to wrap or deliver any goods, the foregoing enumeration not being restrictive.

However, any employee doing delivery work may continue to perform such work during one hour and a half (1½ hours) after the standard working hours determined by subsection *a*" of section III, provided the said employee is paid time and a half for such overtime worked."

(*d*) by replacing the first paragraph of subsection "*d*" by the following:

"(*d*) *General holidays with pay:*

1. The following statutory or religious holidays shall be general holidays with pay: New Year's Day, the 2nd of January, Easter Monday, St. John the Baptist Day or the 25th of June if the 24th falls on a Sunday, Canada Day or the 2nd of July if the 1st of July falls on a Sunday, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26th."

(*e*) by replacing sub-paragraph "1" of subsection "*e*" thereof by the following:

"(*e*) *Overtime:*

1. Time and a half shall be paid for any work performed, at the employer's request, over and above forty (40) hours in any week or over and above four hours and a half (4½ hours) on Monday, over and above seven (7) hours on Tuesday, over and above seven hours and a half (7½ hours) on Wednesday and Thursday, over and above ten (10) hours on Friday, and, finally, over and above three hours and a half (3½ hours) on Saturday."

(*f*) by adding the following provisions to sub-paragraph "2" of subsection "*e*" thereof:

"Notwithstanding the provisions of the first and second sub-paragraphs above, should any legislation no longer allow saleswork working hours in retail food trade establishments to be determined by decree, while the employer could still schedule his employees' work Monday through Saturday provided he observed certain conditions mentioned above, overtime shall be modified as follows:

Time and a half shall be paid for any work performed with the employer's authorization:

1. over and above the employee's standard workweek or working day as scheduled for him;
2. before 8:30 a.m.;
3. after 6:00 p.m. on Monday, Tuesday and Wednesday;

after 9:00 p.m. on Thursday and Friday;

after 5:00 p.m. on Saturday;

4. during scheduled time off."

(*g*) by replacing sub-paragraph "3" of subsection "*e*" thereof by the following:

"3. Nevertheless, it is permissible to have employees work at cleaning the establishment, provided that such work does not exceed one-quarter (¼) of an hour a day and one-half (½) hour on Friday evening and on Saturday. Besides, any time thus worked in pursuance of the present paragraph shall be paid at straight time.

However, if the employee works at such cleaning work more than one quarter (¼) of an hour a day or more than one-half (½) hour on Friday

plus haut, les heures supplémentaires qu'il fait doivent lui être payées au complet. »

h) en remplaçant le paragraphe « *g* » par le suivant:

« *g*) *Heures de repas:* Tous les salariés ont droit à une heure et demie (1½) pour le diner. Le vendredi soir, tous les salariés ont droit à une(1) heure pour le souper. L'heure et demie (1½) du repas sera répartie et accordée entre onze (11.00) heures du matin et quatorze heures et demie (14.30). Le vendredi soir, l'heure du repas sera accordée entre seize heures et demie (16.30) et dix-neuf (19.00) heures. Le surnuméraire peut travailler cinq heures (5) consécutives avant d'avoir droit à une période de repas.

Si le travail à la vente peut être cédulé du lundi au samedi inclusivement, le salarié aura droit à un minimum d'une heure et demie (1½) pour diner et d'une (1) heure pour souper; le surnuméraire peut travailler cinq (5) heures consécutives avant d'avoir droit à une période de repas. »

i) en remplaçant le paragraphe « *i* » par le suivant:

« *i*) *Calcul du taux horaire (pour fins de temps supplémentaire):* Le taux horaire normal d'un salarié est établi en divisant le salaire hebdomadaire de l'intéressé par le nombre d'heures de sa semaine normale de travail. »

j) en remplaçant le paragraphe « *j* » par le suivant:

« *j*) *Système de pointage et de contrôle:* En vue de la bonne application des dispositions concernant les heures de travail et le temps supplémentaire, chaque employeur installera un système d'enregistrement qui permettra de contrôler l'heure d'arrivée et dé départ des salariés conformément à l'article 20, paragraphe « *g* » de la loi de décret de convention collective. Ceci constituera le seul critère valable pour le paiement du temps supplémentaire. Le salarié pourra vérifier chaque jour les heures de travail et le temps supplémentaire enregistrés à son nom.

Seul le salarié peut pointer sa carte s'il y a un système de pointage. En cas d'oubli de pointer ou d'erreur, le salarié indique le temps effectué et seul, le gérant ou le propriétaire du magasin peut valider cette carte en y apposant ses initiales. »

4° L'article IV sera modifié:

a) en remplaçant le premier paragraphe par le suivant:

« *Expérience:* Lorsque au présent décret on réfère à l'expérience d'un salarié, le terme « expérience » déborde les cadres de l'ancienneté et englobe la durée totale de l'expérience acquise par un salarié dans une fonction déterminée, pour le compte de tous les employeurs (détaillants en alimentation) au service desquels il a pu travailler. »

b) en ajoutant le troisième paragraphe suivant:

« Il incombera à toute personne n'ayant pas atteint le taux de salaire maximum de sa classification de déclarer toute l'expérience acquise chez d'autres employeurs (détaillants en alimentation) avant d'avoir complété quarante-cinq (45) jours travaillés à l'intérieur de quatre (4) mois de calendrier au service dudit employeur. »

5° L'article V sera modifié:

a) en remplaçant le paragraphe « *a* » par le suivant:

Taux de salaire: a) Pour les fins d'application du présent décret, les salaires minima ci-dessous fixés s'appliquent à compter des dates indiquées pour une semaine normale de quarante (40) heures.

evening or on Saturday, the overtime thus worked must be paid to him in full."

(*h*) by replacing subsection "*g*" thereof by the following:

"(*g*) *Meals:* All employees are allowed one and a half (1½) hours off for lunch. On Friday evening, all employees shall have one (1) hour off for supper. The hour and a half off for lunch shall be taken between 11:00 a.m. and 2:30 p.m. On Friday evening, the hour off for supper shall be taken between 4:30 p.m. and 7:00 p.m. The supernumerary employee may work five (5) consecutive hours before becoming entitled to time off for a meal.

If saleswork can be scheduled Monday through Saturday, the employee shall be entitled to at least one hour and a half (1½ hour) for lunch and one (1) hour for supper; the supernumerary employee may work five (5) consecutive hours before becoming entitled to time off for a meal."

(*i*) by replacing subsection "*i*" thereof by the following:

"(*i*) *Computation of hourly rate for overtime:* The standard hourly rate of any employee is obtained by dividing such employee's weekly wages by the number of standard working hours making up his standard workweek."

(*j*) by replacing subsection "*j*" thereof by the following:

"(*j*) *Timekeeping and control system:* In order to ensure the proper application of the provisions governing hours of work and overtime, each employer shall install a timekeeping system that will register and certify the employee's arrival and departure time in conformity with subsection "*g*" of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act. Overtime shall be paid only according to such timekeeping system. The employee will thus be enabled to verify, each day, his standard and overtime hours worked and credited to him.

If there is a timekeeping system, only the employee may punch his time-card. Should an employee forget to punch or make a mistake in punching, he shall mark down the time worked and only the manager or the owner of the establishment may validate his card by initialling it."

4. Section IV will be amended:

(*a*) by replacing the first paragraph thereof by the following:

"*Experience:* Whenever the experience of an employee is referred to in the present decree, the word "experience" has a wider meaning than seniority and means the aggregate experience acquired by the employee in a specific function in the service of all the retail food trade employers for whom he may have worked."

(*b*) by adding the following third paragraph:

"Before completing forty-five (45) days' work within the first four (4) calendar months spent in his employer's service, any person who has not reached the maximum wage rate for his classification must declare to the said employer all his previous experience in the employ of other employers in the retail food trade."

5. Section V will be amended:

(*a*) by replacing subsection "*a*" thereof by the following:

Wage rates: (*a*) For the purposes of this decree, the minimum wage rates fixed hereinbelow shall apply, for a forty (40) hour workweek, as from the dates mentioned.

		À compter du 1er janv From Jan. 1, 1971	À compter du 1er janv From Jan. 1, 1972
1. *Caissière — Cashier (female):*			
0-6 mois d'expérience — first six months	$ 63	$ 71	$ 79
après 6 mois — after 6 months	68	76	84
après 12 mois — after 12 months	73	81	89
2. *Téléphoniste — Telephone opetator:*			
0-6 mois d'expérience — first six months	63	71	79
après 6 mois — after 6 months	68	76	84
après 12 mois — after 12 months	73	81	89
3. *Téléphoniste-caissière — Telephone operator and cashier:*			
0-6 mois d'expérience — first six months	63	71	79
après 6 mois — after 6 months	70	78	86
après 12 mois — after 12 months	75	83	91
4. *Commis-caissière — Clerk-cashier:*			
0-6 mois d'expérience — first six months	63	71	79
après 6 mois — after 6 months	70	78	86
après 12 mois — after 12 months	75	83	91
après 24 mois — after 24 months	83	91	99
5. *Commis-épicier-légumier-fruitier — Clerk (grocery & produce):*			
moins de 2 ans d'expérience — two first years	68	76	84
après 2 ans — after 2 years	80	88	96
après 4 ans — after 4 years	88	96	104
après 7 ans — after 7 years	98	106	114
6. *Expéditeur, receveur — Shipping & receiving clerk:*			
0-6 mois d'expérience — first six months	78	86	94
après 6 mois — after 6 months	83	91	99
après 12 mois — after 12 months	88	96	104
après 24 mois — after 24 months	93	101	109
7. *Commis-pâtissier — Bakery-clerk:*			
0-12 mois d'expérience — first twelve months	68	76	84
après 12 mois — after 12 months	73	81	89
après 24 mois — after 24 months	78	86	94
8. *Livreur-camionneur — Deliveryman or truck driver:*			
0-6 mois d'expérience — first six months	78	86	94
après 6 mois — after 6 months	83	91	99
après 12 mois — after 12 months	88	96	104
après 24 mois — after 24 months	93	101	109
9. *Boucher, salaisonnier, charcutier, pâtissier — Butcher, curer, meat processor, pastry-cook:*			
moins de 2 ans d'expérience — two first years	73	81	89
après 2 ans — after 2 years	83	91	99
après 4 ans — after 4 years	93	101	109
après 7 ans — after 7 years	103	111	119
10. *Emballeur, emballeuse — Packer (male or female):*			
0-6 mois d'expérience — first six months	58	66	74
après 6 mois — after 6 months	65	73	81
après 12 mois — after 12 months	73	81	89
après 24 mois — after 24 months	78	86	94
11. *Premier-commis, premier-boucher — Head clerk, head butcher:*			
épicerie, fruits et légumes — grocery, produce	118	126	134
boucherie (premier boucher) — mear department (head butcher)	123	131	139

12. *Messager:* $1.35 l'heure (selon Ordonnance numéro 4)
13. *Surnuméraire:* $1.35 l'heure (selon Ordonnance numéro 4)
14. *Aide-caissière:* $1.35 l'heure (selon Ordonnance numéro 4). »

b) en remplaçant le sous-paragraphe « 15° » du paragraphe « *a* » par le suivant:

12. *Messenger:* $1.35 per hour (according to Order number 4)
13. *Supernumerary:* $1.35 per hour (according to Order number 4)
14. *Cashier's helper:* $1.35 per hour (according to Order number 4)."

(*b*) by replacing paragraph "15" of subsection "*a*" thereof by the following:

« 15. *Augmentation de salaire:* À partir de l'entrée en vigueur du présent décret tout salarié doit recevoir une augmentation minimale de salaire de huit dollars ($8) par semaine.

À partir du 1er janvier 1971 tout salarié doit recevoir une augmentation minimale de salaire de huit dollars ($8) par semaine.

À partir du 1er janvier 1972 tout salarié doit recevoir une augmentation minimale de salaire de huit dollars ($8) par semaine. »

c) en remplaçant le sous-paragraphe « 16° » par le suivant:

« 16. Les augmentations prévues au sous-paragraphe « 15 » ci-haut n'auront pas lieu ou seront limitées proportionnellement et selon le cas, si au moment où ces augmentations deviennent dues, le salaire effectivement reçu par le salarié équivaut au taux prévu au présent décret pour sa classification majoré de quinze pour cent (15%).

Tout employeur qui a accordé à ses salariés une augmentation générale de salaire de huit dollars ($8) ou plus par semaine depuis le 18 mai 1970 n'est pas tenu de verser une augmentation minimale de huit ($8) par semaine à l'occasion de la mise en vigueur du présent décret. »

d) en remplaçant le paragraphe « *d* » par le suivant:

« *d*) L'employeur peut déduire du salaire de son salarié toute somme que ce dernier peut lui devoir pour avance d'argent ou pour marchandise.

Toutefois, aucune retenue ne peut être faite sur le salaire du salarié pour le bris et la perte d'un article quelconque à moins qu'il y ait eu négligence (prouvée) de l'employé. »

e) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe « *l* » par les suivants:

« *l*) *Paiement du salaire:* Le salaire est versé en espèces ou par chèque tous les jeudis avant midi (12.00).

Le salaire qui est distribué à chaque semaine comprend la rémunération pour le travail exécuté dans la semaine précédente, soit du dimanche au samedi inclusivement. »

f) en remplaçant le paragraphe « *m* » par le suivant:

« *m*) Les classifications et nomenclatures d'emplois qui sont indiqués constituent des critères généraux d'application des salaires et ne peuvent être interprétées comme limitatives et exhaustives de la tâche à accomplir. Le salarié est versé dans la classification où il travaille le plus grand nombre d'heures. »

g) au paragraphe « *n* » en remplaçant les mots « Le salarié surnuméraire et le salarié à temps partiel » par les mots: « Les salariés surnuméraires ».

h) en remplaçant le paragraphe « *o* » par le suivant:

« *o*) Les salariés surnuméraires dont il est question au paragraphe précédent doivent toucher une majoration de cinquante pour cent (50%) ou de cent pour cent (100%), selon le cas, s'ils sont appelés en dehors des heures normales de travail fixées au présent décret ou en dehors des heures normales de travail de la semaine normale de l'établissement. »

i) en ajoutant les paragraphes « *p* » et « *q* » suivants:

« *p*) *Limitation du nombre des salariés surnuméraires:* Le nombre maximum des salariés surnuméraires que peut embaucher un employeur, à l'exclusion des messagers et aide-caissières, est établi en rapport avec le nombre des membres du personnel régulier de l'établissement, y compris les associés ou les directeurs qui y travaillent

"15. *Increase in wages:* As soon as the present decree comes into force, every employee shall receive a wage increase of at least eight dollars ($8) a week.

From the 1st of January 1971, every employee must receive an increase in wages of at least eight dollars ($8) a week.

From the 1st of January, 1972, every employee must receive an increase in wages of at least eight dollars ($8) a week."

(*c*) by replacing paragraph "16" of subsection "*a*" thereof by the following:

"16. The increases provided for in the foregoing paragraph "15" shall not be granted or shall be proportionately reduced if, when due, the employee's actual wage is equivalent to fifteen per cent (15%) above the rate provided by the present decree for his classification.

Any employer who has granted his employees a general wage increase of eight dollars ($8) or more per week since May 18, 1970, is not compelled to pay a minimum increase of eight dollars ($8) a week upon the coming into force of the present decree."

(*d*) by replacing subsection "*d*" thereof by the following:

"(*d*) Employers may deduct from the wages of their employees any sum which the latter may owe him as advances in cash or for purchases on credit.

Nevertheless, breakage or loss of any item whatever may not be deducted from an employee's salary, unless the employee's negligence can be proven."

(*e*) by replacing the first paragraph of subsection "*l*" thereof by the following:

"(*l*) *Payment of wages:* Wages shall be paid in cash or by means of a cheque, every Thursday, before 12 o'clock (noon).

The wages thus paid each week comprises the remuneration for the work performed during the preceding week, i.e.: Sunday through Saturday."

(*f*) by replacing subsection "*m*" by the following:

"(*m*) The occupational classifications and titles listed herein constitute general criteria for the application of wage rates and may not be interpreted as being limitative or exhaustive of the task to be performed. The employee is included in the classification in which he works the greatest number of hours."

(*g*) by replacing, in subsection "*n*" thereof, the words "supernumerary and part-time employees" by the words "supernumerary employees".

(*h*) by replacing subsection "*o*" thereof by the following:

"(*o*) The supernumerary employees referred to in the preceding subsection must be paid time and a half or double time, as the case may be, if they are called in to work outside the standard working hours established by the present decree or outside the standard working hours of the establishment's standard workweek."

(*i*) by adding thereto the following subsections "*p*" and "*q*":

"(*p*) *Restriction of number of supernumerary employees:* The maximum number of supernumerary employees that any employer may employ, except as concerns messengers and cashiers' helpers, is established proportionately to the number of members of the establishment's permanent personnel, including partners or directors

régulièrement, le tout conformément au tableau suivant:

Personnel régulier de l'établissement	*Nombre des salariés surnuméraires possible*
de 1 à 3	1
de 4 à 6	2
de 7 à 9	3
de 10 à 12	4
de 13 à 15	5
de 16 à 18	6
de 19 à 21	7
de 22 à 24	8
de 25 à 27	9
de 28 à 30	10
et ainsi de suite.	

q) L'employeur ne peut engager un employé surnuméraire durant une première partie de la semaine et le remplacer durant le reste de la semaine par un autre employé surnuméraire dans le but de priver un employé régulier de son emploi, à moins qu'aucun employé régulier ne puisse satisfaire aux exigences normales de la tâche à accomplir. Ceci n'empêche pas un employeur d'engager plusieurs surnuméraires pendant la même partie de la semaine. »

6° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Congés payés annuels: a*) La période de service donnant droit aux vacances annuelles payées s'établit du premier (1er) mai d'une année au trente (30) avril de l'année subséquente.

Par service continu, il faut entendre, la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient être notamment considérés comme interrompant la durée du service continu les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture de l'établissement, les jours de vacances, le délai congé et les absences autorisées.

De plus, le service continu n'est pas interrompu par le changement d'employeur à la suite d'une vente (autre qu'une vente en justice) ou d'une cession du commerce assujetti.

b) Tout salarié qui n'a pas complété un (1) an de service continu au trente (30) avril de chaque année, a droit à un jour de vacances payées par mois de service (maximum dix (10) jours).

c) Tout salarié qui a complété un (1) an de service continu au trente (30) avril de chaque année, a droit à deux (2) semaines de vacances payées.

d) Le salarié ayant douze (12) ans et plus de service continu au trente (30) avril 1970, a droit à trois (3) semaines de vacances payées.

e) Tout salarié qui a complété huit (8) ans de service continu au trente (30) avril 1971, a droit à trois (3) semaines de vacances payées.

Tout salarié qui a complété sept (7) ans de service continu au trente (30) avril 1972 et chaque année par la suite, s'il y a lieu, a droit à trois (3) semaines de vacances payées.

f) La période normale pour prendre ces vacances se situe entre le premier (1er) mai et le trente et un (31) octobre de chaque année.

g) Les vacances sont consécutives; cependant les salariés qui ont droit à trois (3) semaines de

regularly working in the said establishment, as shown in the following table:

Number of members of of Permanent staff of establishment	*Possible number of supernumerary employees*
1 to 3	1
4 to 6	2
7 to 9	3
10 to 12	4
13 to 15	5
16 to 18	6
19 to 21	7
22 to 24	8
25 to 27	9
28 to 30	10
and so forth.	

(*q*) No employer may hire a supernumerary employee for the first part of the week and then replace him for the remainder of the week by another supernumerary employee in order to deprive a regular employee of his employ, unless no regular employee is capable of meeting the normal requirements of the task to be performed. However, this does not prevent the employer from hiring several supernumerary employees during the same part of the week."

6. Section VI will be replaced by the following:

"VI. *Annual vacation with pay:* (*a*) The period of service that entitles to an annual vacation with pay extends from the 30th of May of one year to the 30th of April of the following year.

The term "continuous service" means the period during which the employee is bound to his employer by a labour contract, even if the carrying out of such contract has been interrupted without being cancelled.

Sick leave, if the contract has not been cancelled, and days on which the establishment is closed down, vacations, holidays, the term of notice and any authorized absence shall not be considered as interrupting the duration of continuous service.

Moreover, continuous service is not interrupted by any change of employers subsequent to a sale (except a sale in pursuance of judicial proceedings) or to a transfer of a business undertaking covered by this decree.

(*b*) Any employee who has not completed one (1) year's continuous service on the 30th of April of each year is entitled to one (1) day's annual vacation with pay per month of service (maximum, ten (10) days).

(*c*) Any employee who has completed one (1) year's continuous service on the 30th of April of each year is entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay.

(*d*) Any employee who has completed twelve (12) years' continuous service on the 30th of April 1970 is entitled to three (3) weeks' annual vacation with pay.

(*e*) Any employee who has completed eight (8) years' continuous service on the 30th of April 1971 is entitled to three (3) weeks' annual vacation with pay.

Any employee who has completed seven (7) years' continuous service on the 30th of April 1972 and each year thereafter, sa the case may be, is entitled to three (3) week's annual vacation with pay.

(*f*) The period during which annual vacations may normally be taken extends from the 1st of May to the 31st of October of each year.

(*g*) Vacations are continuous; however, any employee entitled to three (3) weeks' vacation

vacances bénéficieront de deux (2) semaines consécutives l'été et d'une (1) semaine l'hiver, à moins d'entente contraire entre l'employeur et le salarié.

h) L'employeur affiche une liste des salariés avec leur ancienneté et le quantum de vacances annuelles auxquelles il a droit ainsi qu'une feuille d'inscription. Le salarié inscrit sa préférence au plus tard le premier (1er) avril. L'employeur détermine, par catégorie d'emploi, la date des vacances en tenant compte de l'ancienneté acquise chez l'employeur concerné. L'employeur peut déterminer combien de salariés à l'intérieur de son magasin il peut laisser partir en vacances à la fois.

i) Les vacances sont rémunérées au taux de salaire que le salarié recevrait s'il était au travail.

j) La paie de vacances est remise avant son départ en vacances.

k) Lorsqu'un salarié quitte le service d'un employeur, il a droit au bénéfice des jours de vacances accumulés jusqu'à la date de son départ, dans les proportions déterminées au présent article, le tout en conformité avec les dispositions du délai-congé. »

7° L'article VII sera modifié:

a) en remplaçant le paragraphe « *b* » par le suivant:

« *b*) Les uniformes complets ou incomplets, les vêtements et l'équipement exigés par l'employeur dans l'exercice des fonctions sont fournis, entretenus et blanchis aux frais de l'employeur. »

b) en remplaçant le paragraphe « *d* » par le suivant:

« *d*) *Délai-congé:* Tout salarié régulier a droit à un préavis de sept (7) jours de calendrier quand l'employeur veut le mettre à pied. De même, tout salarié régulier qui veut quitter le service de son employeur doit donner un préavis couvrant la même période. L'employeur pourra lui faire signer un engagement à cet effet selon la formule agréée par le Comité paritaire.

Si le salarié régulier quitte le service de son employeur sans donner le préavis ci-haut, il perd le droit à sa troisième (3e) semaine de vacances, s'il y a lieu. »

8° L'article X sera remplacé par le suivant:

« X. *Avantages sociaux: a*) *Congés spéciaux:* L'employeur accorde au salarié les congés payés suivants:

1. Trois (3) jours de calendrier, sans diminution de salaire, à l'occasion du décès des membres suivants de sa famille: père, mère, frère, soeur, époux, épouse, enfant, beau-père, belle-mère.

2. Un (1) jour de calendrier, sans diminution de salaire, à l'occasion du décès de sa belle-soeur, de son beau-frère, de ses grands-parents, de son gendre et de sa bru.

3. Un (1) jour de calendrier, sans diminution de salaire, à l'occasion de la naissance ou du baptême de son enfant, au choix du salarié.

Ces congés ne s'appliquent pas si le salarié n'est pas cédulé pour travailler ou n'aurait pas été disponible pour travailler nonobstant ce décès.

b) *Congés de maladie:* Après deux (2) ans de service continu chez le même employeur, le salarié régulier a droit à cinq (5) jours de congé de maladie non cumulatifs par année. Toutefois, à la demande de l'employeur, le salarié régulier est

shall be given two (2) consecutive weeks' vacation during the summer and one (1) week's vacation during the winter, unless otherwise mutually agreed between the employer and the employee.

(*h*) The employer shall post up a list of his employees indicating each one's seniority and annual vacation entitlement. He shall also post up a sheet on which the employee shall inscribe their respective choice of annual vacation dates. The employee shall have up to the 1st of April inclusively to inscribe his choice on the said special sheet. The employer shall then determine vacation dates according to occupational categories while taking into account the seniority acquired in his service. The employer may determine the number of employees in his store that he may allow to leave on vacation at the same time.

(*i*) Vacations shall be paid at the same wage rate the employee would have received had he been at work.

(*j*) Vacation pay shall be given to the employee before he leaves on vacation.

(*k*) Subject to the provisions governing the term of notice, any employee who leaves the service of his employer, is entitled to receive an indemnity for the annual vacation days accrued to his credit up to the date of his departure according to the proportions determined in the present section."

7. Section VII will be amended:

(*a*) by replacing subsection "*b*" thereof by the following:

"(*b*) The uniforms (complete or incomplete), clothes and equipment that the employer requires his employees to use to carry out their duties shall be supplied, maintained and laundered at the employer's expense."

(*b*) by replacing subsection "*d*" thereof by the following:

"(*d*) *Term of notice:* Any regular employee is entitled to seven (7) calendar days' notice when the employer wishes to dismiss him. Likewise, any regular employee who wishes to leave his employer's service must give his employer seven (7) days' notice. The employer may have the employee agree to this in writing on a special form approved by the Parity Committee.

If the employee leaves his employer's service without giving the said notice, he shall loose his right to his third (3rd) week's vacation, if he was entitled to it."

8. Section X will be replaced by the following:

"X. "*Social benefits:* (*a*) *Special leave:* The employer grants the following days off with pay:

1. Three (3) calendar days, without reduction in wages, upon the death of any of the following members of the employee's family: father, mother, brother, sister, spouse, child, father-in-law, mother-in-law.

2. One (1) calendar day, without reduction in wages, upon the death of the employee's sister-in-law, brother-in-law, grand-parent, son-in-law, daughter-in-law.

3. One (1) calendar day, without reduction in wages, upon the birth or christening of any employee's child, at the employee's choice.

These days off do not apply if the employee is not scheduled to work or would not have been available for work in spite of such death.

(*b*) *Sick leave:* After two (2) years' continuous service with the same employer, any regular employee is entitled to five (5) non cumulative days of sick leave per year. However, if the employer so requires, the regular employee is

tenu de produire un certificat médical pour les absences de plus de deux (2) jours.

À compter du 1er janvier 1971, et au 1er janvier de chaque année par la suite, le salarié qui a un (1) an de service continu chez le même employeur, a droit à cinq (5) jours de congé de maladie non cumulatifs par année de calendrier.

Toutefois, à la demande de l'employeur, le salarié est tenu de produire un certificat médical attestant son incapacité de travailler pour les absences de plus de deux (2) jours d'affilée.

Le salarié qui n'a pas utilisé tous ses jours de congé de maladie, sera payé à la fin de chaque année de calendrier l'équivalent de ses jours de congé de maladie non utilisés et cela, à son taux de salaire réel.

Pour fins de calcul des congés de maladie, les cinq (5) jours de congé ne doivent pas excéder le nombre d'heures de la semaine normale de travail prévue au présent décret.

c) *Divers:* L'employeur admet que le salarié doit se conformer aux règlements de circulation. »

9° L'article XI sera remplacé par le suivant:

« *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1972. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 31 octobre 1972 ou de toute autre année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 24 octobre 1970. 36879-o

compelled to produce a medical certificate for absences lasting more than two (2) days.

From the 1st of January 1971, and on the 1st of January of each year thereafter, any employee who has completed one (1) year's continuous service with the same employer is entitled to five (5) non cumulative days of sick leave per calendar year.

However, if the employer so requires, for any absence lasting more than two (2) consecutive days, the employee must produce a medical certificate proving his incapacity to work during such days of absence.

At the end of each calendar year, the employee who has not used up all his days of sick leave shall be paid, at his regular rate, the equivalent in wages of the days of sick leave still remaining to his credit.

For the purpose of calculating sick leave indemnities, the five (5) days' sick leave shall not count for more than the standard number of standard working hours in the standard workweek provided for in the present decree.

(c) *Miscellaneous:* The employer admits that the employee must comply with traffic regulations."

9. Section XI will be replaced by the following:

"*Term of the decree:* The present decree remains in force until October 31, 1972. It shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other party a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before October 31st of the year 1972 or of any subsequent year. Such notice must also be addressed to the Minister of Labour and Manpower."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the third days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, October 24, 1970. 36879-o

Avis de modification

Confection pour hommes — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 711 du 30 avril 1963 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province:

1° Le paragraphe « *a* » de l'article 4.13 sera remplacé par le suivant:

« *a*) L'employeur doit obtenir un permis autorisant l'aménagement de la double équipe, conformément à l'article 18 de la Loi des Établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 150, modifié par le chapitre 46 des Lois de 1968).

Notice of Amendment

Men's and Boys' Clothing Industry — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Minister of Labour and Manpower hereby gives notice that he intends submitting to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to Decree No. 711 of April 30, 1963 and amendments, respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec:

1. Subsection "*a*" of section 4.13 will be replaced by the following:

"(*a*) The employer must secure a permit authorizing a second shift arrangement, in pursuance of section 18 of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 150, amended by S.Q. 1968, chapter 46).

2° Le paragraphe « *b* » de l'article 4.13 sera biffé.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 24 octobre 1970. 36879-o

2. Subsection "*b*" of section 4.13 will be stricken out.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, October 24, 1970. 36879-o

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Independent Order of Oddfellows Manchester Unity, Friendly Society, Montreal District

Avis de liquidation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, que « Independent Order of Oddfellows Manchester Unity, Friendly Society, Montreal District », a décidé, conformément à une résolution adoptée à une assemblée générale spéciale des membres dûment convoquée et tenue en la cité de Montréal, le 23 septembre 1970:

a) de liquider ses affaires le 1er janvier 1971;

b) de ne plus prendre de contrats ou nouveaux membres, de ne plus accepter de contributions et ne plus payer de bénéfices après le 1er janvier 1971;

c) de proposer comme liquidateur monsieur Jean Weston, gérant des projets, qui est le secrétaire de cette organisation, dont l'adresse personnelle est 567 Hillsite, Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier, qui sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale spéciale subséquente devant être tenue le 3 novembre 1970.

Donné à Montréal, ce 28e jour de septembre 1970.

Le secrétaire,
36807-42-2-o JEAN WESTON.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Independent Order of Oddfellows Manchester Unity, Friendly Society, Montreal District

Notice of liquidation

Notice, is hereby given, under the provisions of section 276 of the Québec Insurance Act, that the "Independent Order of Oddfellows Manchester Unity, Friendly Society, Montreal District", has decided, pursuant to a resolution adopted at a General special meeting of the order duly called and held in the city of Montreal on September 23rd, 1970:

(*a*) to wind up its affairs as of January 1st, 1971;

b) to cease taking contracts or new members, accepting contributions or paying benefits as of the first day of January, 1971;

(*c*) to propose as liquidator Mr. John Weston, project manager, who is secretary of the Montreal district Independent Order of Oddfellows, and whose personal address is 567 Hillsite, Beaconsfield, county of Jacques-Cartier, who will be appoint at a subsequent general special meeting of members to be held on November 3rd, 1970.

Given at Montreal, this 28th day of September 1970.

JOHN WESTON,
36807-42-2-o *Secretary.*

Vente d'effets non-réclamés

Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre 1969, et non reclamés aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique a divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est rue Queen, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 26e jour de novembre 1970, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique
Le vice-président et gérant-général,
36779-42-6-o K. E. MCLINN.

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1969, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different point in the Province of Québec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 189 Queen St. East. Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 26th day of November 1970, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

Canadian Pacific Express Company
K. E. MCLINN,
36779-42-6-o *Vice-President & General Manager*

Syndicats professionnels

L'Association des Employés de Provost Cartage inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 septembre 1970, il a autorisé le changement de nom de « L'Association des Chauffeurs du Transport en vrac et autres inc. (Provost Cartage inc.) », dont la constitution a été autorisée le 3 octobre 1967, avec siège social à Montréal, en celui de « L'Association des Employés de Provost Cartage inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

36875-o 64-67

Syndicat des Professionnels et des Cadres de l'Université Laval

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 octobre 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Professionnels et des Cadres de l'Université Laval », avec siège social situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36894-o 51-70

Professional Syndicates

L'Association des Employés de Provost Cartage inc.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on September 30, 1970, authorized the change of name of "L'Association des Chauffeurs du Transport en vrac et autres inc. (Provost Cartage inc.)", the incorporation of which was authorized on October 3, 1967, with head office at Montreal, to that of "L'Association des Employés de Provost Cartage inc.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act Revised Statutes, 1964, chapter 146.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36875 64-67

Syndicat des Professionnels et des Cadres de l'Université Laval

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that, on October 14, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of a professional syndicate under the name of "Syndicat des Professionnels et des Cadres de l'Univerlité Laval", with head office in Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

36894 51-70

Soumissions — Demandes de

Ville d'Acton Vale
Comté de Bagot

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Ménard, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 1025, rue Boulay, Case postale 640, Acton Vale, comté de Bagot, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 9 novembre 1970, pour l'achat de $176,500 d'obligations de la ville d'Acton-Vale comté de Bagot, datées du 1er décembre 1970 et remboursables par séries du 1er décembre 1971 au 1er décembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1970.

Tableau d'amortissement — $176,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1971	$ 4,000
1er décembre 1972	4,500
1er décembre 1973	5,000

Tenders — Requests for

Town of Acton Vale
County of Bagot

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Fernand Ménard, Secretary-Treasurer, Town Hall, 1025 Boulay Street, Post Office Box 640, Acton Vale, county of Bagot, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, November 9, 1970, for the purchase of an issue of $176,500 of bonds for the town of Acton Vale, county of Bagot, dated December 1, 1970 and redeemable serially from December 1, 1971 to December 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1970.

Table of redemption — $176,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1971	$ 4,000
December 1, 1972	4,500
December 1, 1973	5,000

1er décembre 1974	$ 5,500
1er décembre 1975	6,000
1er décembre 1976	6,500
1er décembre 1977	7,000
1er décembre 1978	7,000
1er décembre 1979	8,000
1er décembre 1980	8,000
1er décembre 1981	9,000
1er décembre 1982	9,000
1er décembre 1983	10,500
1er décembre 1984	10,500
1er décembre 1985	11,000
1er décembre 1986	11,500
1er décembre 1987	12,500
1er décembre 1988	13,000
1er décembre 1989	14,000
1er décembre 1990	14,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $14,000 et, si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Acton-Vale.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $14,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $14,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 624-68 — $48,500 — aqueduc et égouts; 632-69 — $40,000 — aqueduc et égouts; 633-69 — $88,000 — voirie, éclairage, bâtisses, terrains, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 9 novembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1025, rue Boulay, Case postale, 640, Acton-Vale, comté de Bagot, P.Q.

December 1, 1974	$ 5,500
December 1, 1975	6,000
December 1, 1976	6,500
December 1, 1977	7,000
December 1, 1978	7,000
December 1, 1979	8,000
December 1, 1980	8,000
December 1, 1981	9,000
December 1, 1982	9,000
December 1, 1983	10,500
December 1, 1984	10,500
December 1, 1985	11,000
December 1, 1986	11,500
December 1, 1987	12,500
December 1, 1988	13,000
December 1, 1989	14,000
December 1, 1990	14,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $14,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturity.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Acton Vale.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $14,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $14,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 624-68 — $48,500 — aqueduct and sewers; 632-69 — $40,000 — aqueduct and sewers; 633-69 — $88,000 — roads, lighting, buildings, lands, etc.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 9, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 1025 Boulay Street, Post Office Box 640, Acton Vale, county of Bagot, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Acton Vale (Comté de Bagot), ce 15 octobre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND MÉNARD.

Hôtel de ville, 1025, rue Boulay,
Case postale 640,
Acton Vale (Bagot), P.Q.
Téléphone: 546-2704, code 514. 36871-o

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Acton Vale (County of Bagot), October 15, 1970.

FERNAND MÉNARD,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1025 Boulay Street,
Post Office Box 640,
Acton Vale (Bagot), P.Q.
Telephone: 546-2704, code 514. 36871

Ville de Black Lake
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Marie Hébert, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 183, rue Notre-Dame, case postale 310, Black-Lake, comté de Mégantic, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 10 novembre 1970, pour l'achat de $350,000 d'obligations de la ville de Black-Lake, comté de Mégantic, datées du 1er décembre 1970 et remboursables par séries du 1er décembre 1971 au 1er décembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1970.

Tableau d'amortissement — $350,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1971	$ 7,000
1er décembre 1972	7,000
1er décembre 1973	8,000
1er décembre 1974	9,000
1er décembre 1975	9,000
1er décembre 1976	10,000
1er décembre 1977	11,000
1er décembre 1978	12,000
1er décembre 1979	13,000
1er décembre 1980	15,000
1er décembre 1981	16,000
1er décembre 1982	18,000
1er décembre 1983	19,000
1er décembre 1984	21,000
1er décembre 1985	23,000
1er décembre 1986	25,000
1er décembre 1987	28,000
1er décembre 1988	30,000
1er décembre 1989	33,000
1er décembre 1990	36,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $36,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en

Town of Black Lake
County of Mégantic

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean-Marie Hébert, Secretary-Treasurer, Town Hall, 183 Notre-Dame Street, Post Office Box 310, Black Lake, county of Mégantic, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, November 10, 1970, for the purchase of an issue of $350,000 of bonds for the town of Black Lake, county of Mégantic, dated December 1, 1970 and redeemable serially from December 1, 1971 to December 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1970.

Table of redemption — $350,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1971	$ 7,000
December 1, 1972	7,000
December 1, 1973	8,000
December 1, 1974	9,000
December 1, 1975	9,000
December 1, 1976	10,000
December 1, 1977	11,000
December 1, 1978	12,000
December 1, 1979	13,000
December 1, 1980	15,000
December 1, 1981	16,000
December 1, 1982	18,000
December 1, 1983	19,000
December 1, 1984	21,000
December 1, 1985	23,000
December 1, 1986	25,000
December 1, 1987	28,000
December 1, 1988	30,000
December 1, 1989	33,000
December 1, 1990	36,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $36,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the

tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Black-Lake.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $36,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $36,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 252 — $350,000 — construction d'un réservoir et travaux d'aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 novembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 183, rue Notre-Dame, case postale 310, Black Lake, comté de Mégantic, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Black Lake (Comté de Mégantic), ce 14 octobre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-MARIE HÉBERT.

Hôtel de ville, 183, rue Notre-Dame,
Case postale 310,
Black Lake (Comté de Mégantic), P.Q.
Téléphone: 423-4707, code 418. 36872-o

table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturity.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Black Lake.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $36,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $36,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 252 — $350,000 — construction of a reservoir and aqueduct, sewers works, etc.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 10, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 183 Notre-Dame Street, Post Office Box 310, Black Lake, county of Mégantic, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Black Lake (County of Mégantic), October 14, 1970.

JEAN-MARIE HÉBERT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 183 Notre-Dame Street,
Post Office Box 310,
Black Lake (County of Mégantic), P.Q.
Telephone: 423-4707, code 418. 36872

Cité de Rimouski
Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Hubert Dubé, greffier, Hôtel de ville, 205, rue de la Cathédrale, case postale 710, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 9 novembre 1970, pour l'achat de $590,000 d'obligations de la cité de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er décembre 1970 et remboursables par séries du 1er décembre 1971 au 1er décembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

City of Rimouski
County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Hubert Dubé, clerk, City Hall, 205 Cathédrale Street, Post Office Box 710, Rimouski, county of Rimouski, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, November 9, 1970, for the purchase of an issue of $590,000 of bonds for the city of Rimouski, county of Rimouski, dated December 1, 1970 and redeemable serially from December 1, 1971 to December 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1970.

Tableau d'amortissement — $590,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1971	$12,000
1er décembre 1972	13,000
1er décembre 1973	14,000
1er décembre 1974	16,000
1er décembre 1975	17,000
1er décembre 1976	19,000
1er décembre 1977	21,000
1er décembre 1978	23,000
1er décembre 1979	25,000
1er décembre 1980	27,000
1er décembre 1981	29,000
1er décembre 1982	31,000
1er décembre 1983	34,000
1er décembre 1984	38,000
1er décembre 1985	41,000
1er décembre 1986	38,000
1er décembre 1987	42,000
1er décembre 1988	46,000
1er décembre 1989	50,000
1er décembre 1990	54,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $54,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $54,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $54,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 805 — $200 — aqueduc,

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1970.

Table of redemption — $590,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1971	$12,000
December 1, 1972	13,000
December 1, 1973	14,000
December 1, 1974	16,000
December 1, 1975	17,000
December 1, 1976	19,000
December 1, 1977	21,000
December 1, 1978	23,000
December 1, 1979	25,000
December 1, 1980	27,000
December 1, 1981	29,000
December 1, 1982	31,000
December 1, 1983	34,000
December 1, 1984	38,000
December 1, 1985	41,000
December 1, 1986	38,000
December 1, 1987	42,000
December 1, 1988	46,000
December 1, 1989	50,000
December 1, 1990	54,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $54,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturity.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $54,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $54,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 805 — $200 — aqueduct,

égouts, achat de terrain; 818 — $45,600 — aqueduc, égouts, voirie; 823 — $31,200 — aqueduc, égouts; 824 — $8,000 — services récréatif et communautaire; 825 — $55,000 — projet municipal d'habitation à loyer modique; 832 — $50,000 — coût excédentaire aux règlements # 756, 766 et 775; 838 — $400,000 — service d'aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 9 novembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 205, de la Cathédrale, case postale 710, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski (Comté de Rimouski), ce 14 octobre 1970.

Le greffier,
HUBERT DUBÉ.

Hôtel de ville, 205, rue de la Cathédrale,
Case postale 710,
Rimouski (Comté de Rimouski), P.Q.
Téléphone: 723-3313, code 418. 36873-o

sewers, purchasing of land; 818 — $45,600 — aqueduct, sewers, roads; 823 — $31,200 — aqueduct, sewers; 824 — $8,000 — recreational and community services; 825 — $55,000 — municipal moderately priced housing project; 832 — $50,000 — excess by-laws # 756, 766 and 775 costs; 838 — $400,000 — aqueduct services.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 9, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 205 de la Cathédrale, Post Office Box 710, Rimouski, county of Rimouski, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski (County of Rimouski), October 14, 1970.

HUBERT DUBÉ,
Clerk.

City Hall, 205 Cathédrale Street,
Post Office Box 710,
Rimouski (County of Rimouski), P.Q.
Telephone: 723-3313, code 418. 36873

Village de Saint-Jacques
Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Sincerny, secrétaire-trésorier, Édifice du Centre Culturel, 16, rue Maréchal, case postale 220, Saint-Jacques, comté de Montcalm, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 10 novembre 1970, pour l'achat de $78,500 d'obligations du village de Saint-Jacques, comté de Montcalm datées du 1er décembre 1970 et remboursables par séries du 1er décembre 1971 au 1er décembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1970.

Tableau d'amortissement — $78,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1971	$ 500
1er décembre 1972	500
1er décembre 1973	500
1er décembre 1974	500
1er décembre 1975	500
1er décembre 1976	500
1er décembre 1977	500
1er décembre 1978	500
1er décembre 1979	500
1er décembre 1980	500
1er décembre 1981	500
1er décembre 1982	500
1er décembre 1983	500
1er décembre 1984	500
1er décembre 1985	500
1er décembre 1986	1,000
1er décembre 1987	1,000
1er décembre 1988	1,000
1er décembre 1989	1,000
1er décembre 1990	67,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

Village of Saint-Jacques
County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gilles Sincerny, Secretary-Treasurer, Cultural Centre Building, 16 Maréchal Street, Post Office Box 220, Saint-Jacques, county of Montcalm, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, November 10, 1970, for the purchase of an issue of $78,500 of bonds for the village of Saint-Jacques, county of Montcalm, dated December 1, 1970 and redeemable serially from December 1, 1971 to December 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1970.

Table of redemption — $78,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1971	$ 500
December 1, 1972	500
December 1, 1973	500
December 1, 1974	500
December 1, 1975	500
December 1, 1976	500
December 1, 1977	500
December 1, 1978	500
December 1, 1979	500
December 1, 1980	500
December 1, 1981	500
December 1, 1982	500
December 1, 1983	500
December 1, 1984	500
December 1, 1985	500
December 1, 1986	1,000
December 1, 1987	1,000
December 1, 1988	1,000
December 1, 1989	1,000
December 1, 1990	67,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $6,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er décembre 1990 au montant de $67,000 comprend un solde de $66,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er décembre 1991	$1,500
1er décembre 1992	1,500
1er décembre 1993	1,500
1er décembre 1994	1,500
1er décembre 1995	2,000
1er décembre 1996	2,000
1er décembre 1997	2,000
1er décembre 1998	2,500
1er décembre 1999	2,500
1er décembre 2000	3,000
1er décembre 2001	3,000
1er décembre 2002	3,500
1er décembre 2003	3,500
1er décembre 2004	4,000
1er décembre 2005	4,500
1er décembre 2006	4,500
1er décembre 2007	5,000
1er décembre 2008	5,500
1er décembre 2009	6,000
1er décembre 2010	6,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jacques.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $67,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $67,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année four le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 147 tel que modifié — $78,500 — construction d'une usine d'épuration et travaux d'égouts.

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $6,500, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The December 1, 1990 maturity in the amount of $67,000 includes a balance of $66,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 1, 1991	$1,500
December 1, 1992	1,500
December 1, 1993	1,500
December 1, 1994	1,500
December 1, 1995	2,000
December 1, 1996	2,000
December 1, 1997	2,000
December 1, 1998	2,500
December 1, 1999	2,500
December 1, 2000	3,000
December 1, 2001	3,000
December 1, 2002	3,500
December 1, 2003	3,500
December 1, 2004	4,000
December 1, 2005	4,500
December 1, 2006	4,500
December 1, 2007	5,000
December 1, 2008	5,500
December 1, 2009	6,000
December 1, 2010	6,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Jacques.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $67,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $67,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 147 as amended — $78,500 — construction of a filtering plant and sewer works.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 novembre 1970, à 8 heures du soir, Édifice du Centre Culturel, 16, rue Maréchal, case postale 220, Saint-Jacques, comté de Montcalm, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jacques (Comté de Montcalm), ce 14 octobre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES SINCERNY.

Édifice du Centre Culturel,
16, rue Maréchal, Case postale 220,
Saint-Jacques (Comté de Montcalm), P.Q.
Téléphone: 839-3671, code 514. 36874-o

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 10, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Cultural Centre Building, 16 Maréchal Street, Post Office Box 220, Saint-Jacques, county of Montcalm, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Jacques (County of Montcalm), October 14, 1970.

GILLES SINCERNY,
Secretary-Treasurer.

Cultural Centre Building,
Post Office Box 220,
Saint-Jacques (County of Montcalm), P.Q.
Telephone: 839-3671, code 514. 36874

Cité de Laflèche
Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Corriveau, greffier, Hôtel de ville, 3350, Grande-Allée, Laflèche, comté de Taillon, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 9 novembre 1970, pour l'achat de $107,000 d'obligations de la cité de Laflèche, comté de Taillon, datées du 1er décembre 1970 et remboursables par séries du 1er décembre 1971 au 1er décembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1970.

Tableau d'amortissement — $107,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1971	$ 5,000
1er décembre 1972	5,500
1er décembre 1973	5,500
1er décembre 1974	5,500
1er décembre 1975	5,500
1er décembre 1976	7,000
1er décembre 1977	7,000
1er décembre 1978	7,000
1er décembre 1979	7,000
1er décembre 1980	7,000
1er décembre 1981	3,000
1er décembre 1982	3,000
1er décembre 1983	3,000
1er décembre 1984	3,500
1er décembre 1985	3,500
1er décembre 1986	4,500
1er décembre 1987	4,500
1er décembre 1988	4,500
1er décembre 1989	4,500
1er décembre 1990	11,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

City of Laflèche
County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will ge received by the undersigned Claude Corriveau, City Clerk, City Hall, 3350 Grande-Allée, Laflèche, county of Taillon, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday November 9, 1970, for the purchase of an issue of $107,000 of bonds for the city of Laflèche, county of Taillon, dated December 1, 1970 and redeemable serially from December 1, 1971 to December 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from December 1, 1970.

Table of redemption — $107,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1971	$ 5,000
December 1, 1972	5,500
December 1, 1973	5,500
December 1, 1974	5,500
December 1, 1975	5,500
December 1, 1976	7,000
December 1, 1977	7,000
December 1, 1978	7,000
December 1, 1979	7,000
December 1, 1980	7,000
December 1, 1981	3,000
December 1, 1982	3,000
December 1, 1983	3,000
December 1, 1984	3,500
December 1, 1985	3,500
December 1, 1986	4,500
December 1, 1987	4,500
December 1, 1988	4,500
December 1, 1989	4,500
December 1, 1990	11,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $6,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er décembre 1990 au montant de $11,000 comprend un solde de $6,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er décembre 1991	$ 500
1er décembre 1992	500
1er décembre 1993	500
1er décembre 1994	500
1er décembre 1995	500
1er décembre 1996	500
1er décembre 1997	500
1er décembre 1998	1,000
1er décembre 1999	1,000
1er décembre 2000	1,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laflèche.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $11,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $11,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 258 — $10,700 — bâtisses et terrains; 345 — $8,100 — frais de refinancement; 354 — $38,500 — achat d'un camion à incendies; 369 — $49,700 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 9 novembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 3350, Grande-Allée, Laflèche, comté de Taillon, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laflèche (Comté de Taillon), ce 14 octobre 1970.

Le greffier,
CLAUDE CORRIVEAU.

Hôtel de ville, 3350, Grande-Allée,
Laflèche (Comté de Taillon), P.Q.
Téléphone: 676-1866, code 514. 36881-o

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $6,500, and if higher than this latter amount, the said part must comprise one only or several whole annual amortizations, taking into account the tables of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The December 1, 1990 maturity in the amount of $11,000 includes a balance of $6,500 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 1, 1991	$ 500
December 1, 1992	500
December 1, 1993	500
December 1, 1994	500
December 1, 1995	500
December 1, 1996	500
December 1, 1997	500
December 1, 1998	1,000
December 1, 1999	1,000
December 1, 2000	1,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laflèche.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed term bonds for an amount equal to or less than $11,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $11,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st, of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 258 — $10,700 — buildings and lots of land; 345 — $8,100 — refinancing costs; 354 — $38,500 — purchase of a fire truck; 369 — $49,700 — aqueduct, sewers and lighting.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 9, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., City Hall, 3350 Grande-Allée, Laflèche, county of Taillon, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laflèche (County of Taillon), October 14, 1970.

CLAUDE CORRIVEAU,
City Clerk.

City Hall, 3350 Grande-Allée,
Laflèche (County of Taillon), P.Q.
Telephone: 676-1866, code 514. 36881

La Commission Scolaire Régionale de Chambly

Siège social: 185, rue St-Jean, suite 201, Longueuil, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Chartier, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission, 185, rue St-Jean, suite 201, Longueuil, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 9 novembre 1970, pour l'achat de $6,188,000 d'obligations de la commission scolaire régionale de Chambly, datées du 1er décembre 1970 et remboursables par séries du 1er décembre 1971 au 1er décembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1970.

Tableau d'amortissement — $6,188,000 — 18 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1971	$173,000
1er décembre 1972	186,000
1er décembre 1973	201,000
1er décembre 1974	215,000
1er décembre 1975	231,000
1er décembre 1976	249,000
1er décembre 1977	268,000
1er décembre 1978	288,000
1er décembre 1979	310,000
1er décembre 1980	332,000
1er décembre 1981	357,000
1er décembre 1982	384,000
1er décembre 1983	413,000
1er décembre 1984	444,000
1er décembre 1985	477,000
1er décembre 1986	514,000
1er décembre 1987	552,000
1er décembre 1988	594,000

La commission scolaire régionale de Chambly se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer, à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidécommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 18 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 18 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 18 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $594,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant

The Regional School Board of Chambly

Head Office: 185 St-Jean Street, suite 201, Longueuil, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André Chartier, Secretary-Treasurer, Office of the Board, 185 St-Jean Street, suite 201, Longueuil, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, November 9, 1970, for the purchase of an issue of $6,188,000 of bonds for the Regional School Board of Chambly, dated December 1, 1970 and redeemable serially from December 1, 1971 to December 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1970.

Table of redemption — $6,188,000 — 18 years

Year	*Capital*
December 1, 1971	$173,000
December 1, 1972	186,000
December 1, 1973	201,000
December 1, 1974	215,000
December 1, 1975	231,000
December 1, 1976	249,000
December 1, 1977	268,000
December 1, 1978	288,000
December 1, 1979	310,000
December 1, 1980	332,000
December 1, 1981	357,000
December 1, 1982	384,000
December 1, 1983	413,000
December 1, 1984	444,000
December 1, 1985	477,000
December 1, 1986	514,000
December 1, 1987	552,000
December 1, 1988	594,000

The Regional School Board of Chambly availing itself to section 1 of the Act to amend the School Board Grants Act (17 Eliz. II, bill 64 assented to on July 5, 1968), has requested the Minister of Education to effect, from the grants to be paid annually by him to the said school board, the deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, of sums sufficient to pay entirely the principal and the interest of the present bonds issue and of any renewal thereof if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 18-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 18-year fixed-term bonds for the other part.

However, 18-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $594,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise one only or several complete annual amortizations, taking into account the

compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Longueuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 18 ans, pour un montant égal ou moindre de $594,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 18 ans pour un montant supérieur à $594,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions datées du 11 mai 1967 — $2,190,000 — construction d'une école secondaire régionale polyvalente anglo-catholique à la ville de St-Hubert; 18 mai 1967 — $2,094,000 — construction d'une école secondaire régionale polyvalente à Boucherville; 13 novembre 1967 — $1,904,000 — construction d'une école polyvalente française à St-Hubert.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 9 novembre 1970, à 8 heures du soir, Bureau de la commission, 185, rue St-Jean, suite 201, Longueuil, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Longueuil, ce 19 octobre 1970.

Le secrégaire-trésorier,
ANDRÉ CHARTIER.

Bureau de la commission,
185, rue St-Jean, suite 201, Longueuil, P.Q.
Téléphone: 679-8720, code 514. 36904-o

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Longueuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 18-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $594,000. However, should they be issued partly as 10-year fixed-term for an amount greater than $594,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the resolutions dated May 11, 1967 — $2,190,000 — construction of an Anglo-Catholic polyvalent regional high school in the town of St-Hubert; May 18, 1967 — $2,094,000 — construction of a polyvalent regional high school in Boucherville; November 13, 1967 — $1,904,000 — construction of a French polyvalent school in St-Hubert.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, November 9, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Office at the Board, 185 St-Jean Street, suite 201, Longueuil, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil, October 19, 1970.

ANDRÉ CHARTIER,
Secretary-Treasurer.

Office of the Board,
185 St-Jean Street, suite 201, Longueuil, P.Q.
Telephone: 679-8720, code 514. 36904

Village de Vaudreuil-sur-le-Lac
Comté de Vaudreuil

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. B. Lamarre, notaire, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la corporation, 59, de l'Église, case postale 157, ville de Dorion, comté de Vaudreuil, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle du conseil municipal, Angle de la rue Principale et 8e Avenue, Vaudreuil-sur-le-Lac, comté de Vaudreuil, P.Q., jeudi, le 12 novembre 1970, pour l'achat de $145,000 du village de Vaudreuil-sur-le-Lac, comté de Vaudreuil, datées du 1er décembre 1970 et remboursables par séries du 1er décembre 1971 au 1er décembre 1990 inclusive-

Village of Vaudreuil-sur-le-Lac
County of Vaudreuil

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. B. Lamarre, notary, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock, p.m., at the Office of the Corporation, 59 de l'Église, Post Office Box 157, town of Dorion, county of Vaudreuil, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at the Municipal Council Hall, at the corner of Main Street and 8th Avenue, Vaudreuil-sur-le-Lac, county of Vaudreuil, P.Q., on Thursday, November 12, 1970, for the purchase of an issue of $145,000 of bonds for the village of Vaudreuil-sur-le-Lac, county of Vaudreuil, dated December 1, 1970 and redeemable serially from December 1, 1971 to December 1,

ment, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1970.

Tableau d'amortissement — $145,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1971	$ 1,000
1er décembre 1972	1,000
1er décembre 1973	1,000
1er décembre 1974	1,500
1er décembre 1975	1,500
1er décembre 1976	1,500
1er décembre 1977	1,500
1er décembre 1978	2,000
1er décembre 1979	2,000
1er décembre 1980	2,500
1er décembre 1981	2,500
1er décembre 1982	3,000
1er décembre 1983	3,000
1er décembre 1984	3,500
1er décembre 1985	4,000
1er décembre 1986	4,500
1er décembre 1987	5,000
1er décembre 1988	5,500
1er décembre 1989	5,500
1er décembre 1990	93,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $11,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er décembre 1990 au montant de $93,000 comprend un solde de $87,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er décembre 1991	$ 6,500
1er décembre 1992	7,500
1er décembre 1993	8,000
1er décembre 1994	8,500
1er décembre 1995	9,500
1er décembre 1996	7,500
1er décembre 1997	8,500
1er décembre 1998	9,500
1er décembre 1999	10,000
1er décembre 2000	11,500

1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1970.

Table of redemption — $145,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1971	$ 1,000
December 1, 1972	1,000
December 1, 1973	1,000
December 1, 1974	1,500
December 1, 1975	1,500
December 1, 1976	1,500
December 1, 1977	1,500
December 1, 1978	2,000
December 1, 1979	2,000
December 1, 1980	2,500
December 1, 1981	2,500
December 1, 1982	3,000
December 1, 1983	3,000
December 1, 1984	3,500
December 1, 1985	4,000
December 1, 1986	4,500
December 1, 1987	5,000
December 1, 1988	5,500
December 1, 1989	5,500
December 1, 1990	93,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $11,500, and if greater than the latter amount, the said part must comprise one only or several complete annual amortizations, taking into account the tables of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The December 1, 1990 maturity in the amount of $93,000 includes a balance of $87,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 1, 1991	$ 6,500
December 1, 1992	7,500
December 1, 1993	8,000
December 1, 1994	8,500
December 1, 1995	9,500
December 1, 1996	7,500
December 1, 1997	8,500
December 1, 1998	9,500
December 1, 1999	10,000
December 1, 2000	11,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $93,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $93,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 101 — $30,000 — aqueduc, égouts; 102 — $25,000 — aqueduc, égouts; 105 — $90,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 12 novembre 1970, à 8 heures du soir, Salle du conseil municipal, Angle de la rue Principale et 8e Avenue, village de Vaudreuil-sur-le-Lac, comté de Vaudreuil, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vaudreuil-sur-le-Lac (Comté de Vaudreuil), ce 16 octobre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
J. B. LAMARRE, notaire.

Bureau de la corporation,
59, de l'Église, C.P. 157,
Ville de Dorion (Comté de Vaudreuil), P.Q.
Téléphone: 234-3424,
453-3629, code 514. 36905-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorion.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $93,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term for an amount greater than $93,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 101 — $30,000 — aqueduct, sewers; 102 — $25,000 — aqueduct, sewers; 105 — $90,000 — aqueduct, sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, November 12, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Municipal Council Hall, Corner of Main Street and 8th Avenue, Vaudreuil-sur-le-Lac Village, county of Vaudreuil, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Vaudreuil-sur-le-Lac (County of Vaudreuil), October 16, 1970.

J. B. LAMARRE, notary,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
59 de l'Église, P.O. Box 157,
Town of Dorion (County of Vaudreuil), P.Q.
Telephone: 234-3424,
453-3629, code 514. 36905

Cité du Cap-de-la-Madeleine
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Beaudin, greffier, Hôtel de ville, 10, rue Hôtel de ville, Case postale, 220, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 10 novembre 1970, pour l'achat de $603,000 d'obligations de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain datées du 1er décembre 1970 et remboursables par séries du 1er décembre 1971 au 1er décembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1970.

City of Cap-de-la-Madeleine
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jean Beaudin, clerk, City Hall, 10 City Hall Street, P.O. Box 220, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, November 10, 1970, for the purchase of an issue of $603,000 of bonds for the city of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated December 1, 1970 and redeemable serially from December 1, 1971 to December 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from December 1, 1970.

Tableau d'amortissement — $603,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1971	$13,000
1er décembre 1972	14,000
1er décembre 1973	15,000
1er décembre 1974	16,000
1er décembre 1975	19,000
1er décembre 1976	20,000
1er décembre 1977	22,000
1er décembre 1978	24,000
1er décembre 1979	26,000
1er décembre 1980	28,000
1er décembre 1981	30,000
1er décembre 1982	32,000
1er décembre 1983	36,000
1er décembre 1984	38,000
1er décembre 1985	41,000
1er décembre 1986	40,000
1er décembre 1987	43,000
1er décembre 1988	46,000
1er décembre 1989	50,000
1er décembre 1990	50,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $50,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au Cap-de-la-Madeleine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $50,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $50,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 497 — $85,000 — voirie; 498 — $60,000 — aqueduc, égouts, voirie; 499 — $74,000 — égouts et usine de pompage; 503 — $72,000 — aqueduc, égouts et voirie;

Table of redemption — $603,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1971	$13,000
December 1, 1972	14,000
December 1, 1973	15,000
December 1, 1974	16,000
December 1, 1975	19,000
December 1, 1976	20,000
December 1, 1977	22,000
December 1, 1978	24,000
December 1, 1979	26,000
December 1, 1980	28,000
December 1, 1981	30,000
December 1, 1982	32,000
December 1, 1983	36,000
December 1, 1984	38,000
December 1, 1985	41,000
December 1, 1986	40,000
December 1, 1987	43,000
December 1, 1988	46,000
December 1, 1989	50,000
December 1, 1990	50,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered.

1. Ten-year short-term or 15-year short-term serial bonds;

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $50,000 and if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $50,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than $50,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 497 — $85,000 — roads; 498 — $60,000 — aqueduct, sewers, roads; 499 — $74,000 — sewers and pumping station; 503 — $72,000 — aqueduct, sewers and roads; 504 —

504 — $46,000 — trottoirs et chaines de rues; 506 — $96,000 — aqueduc et égouts; 507 — $170,000 — divers travaux.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 novembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 10, rue Hôtel de ville, Case postale 220, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine (Comté de Champlain), ce 15 octobre 1970.

Le greffier,
JEAN BEAUDIN.

Hôtel de ville, 10, rue Hôtel de ville,
Case postale 220,
Cap-de-la-Madeleine (Champlain), P.Q.
Téléphone 375-1661, code 819. 36898-o

Carleton-sur-Mer
Comté de Bonaventure

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mme Yvonne B. Leblanc, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, Carleton-sur-Mer, comté de Bonaventure, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, jeudi, le 12 novembre 1970, pour l'achat de $302,000 d'obligations de Carleton-sur-Mer, comté de Bonaventure, datées du 1er décembre 1970 et remboursables par séries du 1er décembre 1971 au 1er décembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1970.

Tableau d'amortissement — $302,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1971	$ 6,000
1er décembre 1972	6,000
1er décembre 1973	7,000
1er décembre 1974	7,000
1er décembre 1975	7,000
1er décembre 1976	8,000
1er décembre 1977	8,000
1er décembre 1978	9,000
1er décembre 1979	10,000
1er décembre 1980	10,000
1er décembre 1981	11,000
1er décembre 1982	11,000
1er décembre 1983	12,000
1er décembre 1984	13,000
1er décembre 1985	14,000
1er décembre 1986	15,000
1er décembre 1987	15,000
1er décembre 1988	16,000
1er décembre 1989	17,000
1er décembre 1990	100,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

$46,000 — sidewalks and curbs; 506 — $96,000 — aqueduct and sewers; 507 — $170,000 — various works.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, November 10, 1970, et 8:00 o'clock p.m., City Hall, 10 City Hall Street, P.O. Box 220, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine (County of Champlain), October 15, 1970.

JEAN BEAUDIN,
City Clerk.

City Hall, 10 City Hall Street,
P.O. Box 220,
Cap-de-la-Madeleine (Champlain), P.Q.
Telephone: 375-1661, code 819. 36898

Carleton-sur-Mer
County of Bonaventure

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mrs. Yvonne B. Leblanc, Secretary-Treasurer, Office of the Corporation, Carleton-sur-Mer, county of Bonaventure, Québec, until 7:30 p.m., Thursday, November 12, 1970, for the purchase of an issue of $302,000, bonds of Carleton-sur-Mer, county of Bonaventure, dated December 1, 1970 and redeemable serially from December 1, 1971 to December 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from December 1, 1970.

Table of redemption — $302,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1971	$ 6,000
December 1, 1972	6,000
December 1, 1973	7,000
December 1, 1974	7,000
December 1, 1975	7,000
December 1, 1976	8,000
December 1, 1977	8,000
December 1, 1978	9,000
December 1, 1979	10,000
December 1, 1980	10,000
December 1, 1981	11,000
December 1, 1982	11,000
December 1, 1983	12,000
December 1, 1984	13,000
December 1, 1985	14,000
December 1, 1986	15,000
December 1, 1987	15,000
December 1, 1988	16,000
December 1, 1989	17,000
December 1, 1990	100,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $8,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er décembre 1990 au montant de $100,000 comprend un solde de $82,0000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er décembre 1991	$2,000
1er décembre 1992	2,000
1er décembre 1993	2,000
1er décembre 1994	2,000
1er décembre 1995	2,000
1er décembre 1996	2,000
1er décembre 1997	3,000
1er décembre 1998	3,000
1er décembre 1999	3,000
1er décembre 2000	4,000
1er décembre 2001	4,000
1er décembre 2002	4,000
1er décembre 2003	5,000
1er décembre 2004	5,000
1er décembre 2005	5,000
1er décembre 2006	6,000
1er décembre 2007	6,000
1er décembre 2008	7,000
1er décembre 2009	7,000
1er décembre 2010	8,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Carleton-sur-Mer.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $100,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $100,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 39 — $192,000 — refinancement d'emprunt; 49 — $100,000 — aqueduc, égouts; 64 — $10,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 12 novembre 1970, à 7 heures 30 du soir, Bureau de la corporation, Carleton-sur-Mer, comté de Bonaventure, P.Q.

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $8,000, and if greater than the latter amount, said part must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The December 1, 1990 maturity, in the amount of $100,000, covers a balance of $82,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 1, 1991	$2,000
December 1, 1992	2,000
December 1, 1993	2,000
December 1, 1994	2,000
December 1, 1995	2,000
December 1, 1996	2,000
December 1, 1997	3,000
December 1, 1998	3,000
December 1, 1999	3,000
December 1, 2000	4,000
December 1, 2001	4,000
December 1, 2002	4,000
December 1, 2003	5,000
December 1, 2004	5,000
December 1, 2005	5,000
December 1, 2006	6,000
December 1, 2007	6,000
December 1, 2008	7,000
December 1, 2009	7,000
December 1, 2010	8,000

The successful tendered agrees to pay for the bonds capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Carleton-sur-Mer.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $100,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $100,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount revired to amorize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is include or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 39 — $192,000 — loan re-financing; 49 — $100,000 — aqueduct, sewers; 64 — $10,000 — re-financing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting to be held Thursday, November 12, 1970, at 7:30 p.m., Office of the Corporation, Carleton-sur-Mer, county of Bonaventure, Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Carleton-sur-Mer (Comté de Bonaventure), ce 19 octobre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
MME YVONNE B. LEBLANC.

Bureau de la corporation,
Carleton-sur-Mer, comté de Bonaventure, P.Q.
Téléphone: 364-3198, code 418. 36899-o

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Carleton-sur-Mer (County of Bonaventure), October 19, 1970.

MRS. YVONNE B. LEBLANC,
Secretary Treasurer.

Office of the Corporation,
Carleton-sur-Mer, county of Bonaventure, P.Q.
Téléphone: 364-3198, code 418. 36899

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 15,312. { MONTREAL TRUST COMPANY, un corps politique et constitué, dûment incorporé et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* PRICE MILLS (QUÉBEC) LTD., un corps politique et constitué, dûment incorporé et ayant son siège social en la ville de Senneterre, district d'Abitibi et une place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse, et ARTHUR AYLWIN, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement d'Abitibi, mise en cause, es-qualité.

« Un morceau de terrain contenant, d'après l'arpentage du village de Senneterre, Bloc I, Bloc J, Bloc C, Bloc quarante, Subdivisions: un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt et un du Bloc vingt-trois, subdivisions: un, deux trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt et un du Bloc vingt-quatre et les subdivisions: un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt et un du Bloc vingt-cinq (I, J.C., 40, (23-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21 24-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21 et 25-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21) tous aux plans et livre de renvoi officiels du village de Senneterre, partie de la Septième Avenue est entre l'emprise du chemin de fer Canadien National et l'intersection ouest de la Troisième Rue est (partie du lot deux cent cinq (ptie 205) audit plan officiel), partie de la rue Principale (lots cent quarante-sept et cent cinquante-trois (147 & 153) audit plan officiel, partie de la Première Rue est, (les lots cent quarante-huit et cent cinquante-quatre (148 & 154) audit plan officiel), et partie de la Deuxième Rue est (lot cent cinquante-cinq (155) audit plan officiel); ledit morceau de terrain étant borné au nord par la rivière Bell, à l'est par la Troisième Rue est, au sud par la Sixième Avenue et à l'ouest par l'emprise du chemin de fer et contenant une superficie de sept cent soixante-douze quatre cent cinquante (772,450)

ABITIBI

Fieri Facias
Canada — Province of Québec
District of Abitibi

Superior Court, No. 15,312. { MONTREAL TRUST COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* PRICE MILLS (QUÉBEC) LTD., a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office in the town of Senneterre, district of Abitibi, and a place of business in the city and district of Montreal, defendant, and ARTHUR AYLWIN, in his quality as registrar for the registration division of Abitibi, mise en cause, es-quality.

"A parcel of land comprising from the land survey of the village of Senneterre, Block I, Boock J, Block C, Block Forty, Subdivisions one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty and twenty-one of block twenty-three. Subdivisions one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen twenty and twenty-one, of block twenty-four, and subdivisions one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty and twenty-one of block twenty-five (I, J.C., 40, (23-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21 24-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21, and 25-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21) all on the official plan and book of reference of the village of Senneterre, part of Seventh Avenue East, between the right of way of the Canadian National Railroad and the west intersection of Third Street East (part of lot two-hundred and five (Pt. 205) on the said official plan), part of Principale Street (lots one hundred and forty-seven and one hundred and fifty-three (147 & 153) on the said official plan), part of Airst Street East, (lots one hundred and forty-eight and one hundred and fifty-four (148 & 154) on the said official plan), and part of Second Street East (lot one hundred and fifty-five (155) on the said official plan); the said parcel of land being bounded to the north by Bell River to the East by Third Street East, to the south by Sixth

pieds carrés ou dix-sept acres et sept dixièmes (17.7).

Un morceau de terrain comprenant, d'après l'arpentage du village de Senneterre. Subdivisions: un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze et seize du Bloc vingt-neuf. Subdivisions: un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un du Bloc trente. Subdivisoins: un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt et un du Bloc trente et un. (29-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 & 16; 30-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21 et 31-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21) tous aux plan et livre de renvoi officiels du village de Senneterre, partie de la Première Rue est (lot cent soixante (160) audit plan officiel) et partie de la Deuxième Rue est (lot cent soixante et un (161) audit plan officiel); ledit morceau de terrain étant borné au nord par la Sixième avenue, à l'est par la Troisième Rue est, au sud par la Cinquième avenue et à l'ouest par l'emprise du chemin de fer Canadien National, et contenant une superficie de quatre cent vingt-quatre mille neuf cents pieds carrés (424,900) ou neuf acres et cinq dixièmes (9.5). »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice d'Amos, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
LAVAL GOULET.

Bureau du Shérif,
Amos, le 6 octobre 1970.

36876

Avenue and to the West by the right of way of the Railroad and containing an area of seven hundred and seventy-two thousand four hundred and fifty (772, 450) square feet or seventeen and seven tenths acres (17.7).

A parcel of land comprising, from the land survey of the village of Senneterre. Subdivisions one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen and sixteen of block twenty-nine. Subdivisions one, two, three, four, five, si,x seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty and twenty-one of block thirty. Subdivisions one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one of block thirty-one (29-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 & 16; 30-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21 and 31-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 & 21) all on the official plan and book of reference of the village of Senneterre, part of First Street East (Lot one hundred and sixty (160) on the said official plan), and part of Second Street East (Lot one hundred and sixty-one (161) on the said official plan); the said parcel of land being bounded to the north by Sixth Avenue, to the east by Third Street East, to the south by Fifth Avenue, and to the west by the right of way of the Canadian National Railroad, and containing an area of four hundred and twenty-four thousand nine hundred (424,900) square feet or nine and five tenths acres (9.5)."

To be sold "en bloc" at the registry office at the Amos Court House, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

LAVAL GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, October 6, 1970.

36876-o

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 34,407.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur-requérant, *vs* RAOUL GAGNON, cultivateur, Ste-Rose, Rivière Paquette, comté de Dorchester, défendant-intimé.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles ci-après décrits:

« Une ferme à Ste-Rose de Watford, (Dorchester) contenant soixante-seize acres en superficie, plus ou moins, désignée comme étant les lots numéro soixante et un et soixante-deux (61 et 62) du cadastre officiel pour le rang un nord-est, canton Watford, avec les bâtisses sus-construites et dépendances; tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, et sujets aux droits du Q.C.Ry. et de Shawinigan Water & Power Co. dont la ligne traverse lesdits immeubles.

Ladite ferme est bornée au N.E. par le chemin de la Grande Ligne entre les cantons, Watford et Ware, au nord-ouest par le canton Crambourne, au sud-est par la Rivière Famine, et au sud-ouest par le lot numéro 60 appartenant à Raoul Gagnon.

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Superior Court, No. 34,407.

THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated having its head office in Québec, Petitioner Plaintiff, *vs* RAOUL GAGNON, farmer, Sainte-Rose, Paquette River, county of Dorchester, respondent defendant.

To be sold "en bloc" the hereafter designated immovables:

"A farm in Sainte-Rose de Watford, (Dorchester) containing seventy-six acres in area, more or less, designated as being lots numbers sixty-one and sixty-two (61 and 62) on the official cadastre for the northeast Range one, Watford township, with the buildings thereon erected and dependencies; as the whole now subsists with the servitudes active and passive and subject to the rights of Q.C. Ry. and Shawinigan Water & Power Co., the line of which crosses the said immovables.

The said farm is bounded on the northeast by the Grande Ligne Road between Watford and Ware townships, on the northwest by Crambourne township on the southeast by Famine River and on the southwest by lot number 60 belonging to Raoul Gagnon.

Sauf à distraire:

Deux petits lopins de terre ou pointes, de forme triangulaire, situées respectivement des côtés nord-ouest et sud-est du chemin de front du rang un (rg. 1) canton Watford, à la jonction dudit chemin avec celui de la Grande Ligne entre les cantons Ware et Watford, et destinés à l'élargissement dudit chemin de front à la jonction, de façon à en faciliter l'accès. Ces deux parties ou pointes de terrain ont chacune une profondeur de huit pieds (8′) au centre, par une longueur suffisante de chaque côté pour permettre une bonne courbe, soit environ vingt pieds (20′) sur chacun des deux chemins. Les lopins de terre susdécrits font tous deux parties du lot numéro soixante-deux (Ptie 62) du cadastre officiel pour le rang un (rg 1) canton Watford, et sont bornés par les chemins susmentionnés et par le résidu du terrain du vendeur.

Une lisière de terrain de forme irrégulière, prise et détachée des lots numéros soixante et un et soixante-deux (ptie 61 et 62) du cadastre officiel pour le rang un (1) canton Watford; cette lisière de terrain mesure une longueur de cinq cent quarante pieds (540′) environ, direction est-ouest, par une largeur de trente-huit pieds (38′) le tout plus ou moins, mesure anglaise, et est bornée au nord-est par le chemin de la grande ligne, au nord-ouest par le chemin de front du rang un et des deux autres côtés par le résidu du terrain de Louis-René Drouin.

Une lisière de terrain à Ste-Rose, destinée à l'élargissement de la courbe ou chemin de raccordement entre le chemin de la Grande Ligne et le chemin de front du rang un, prise et détachée des lots numéros soixante et un et soixante-deux (Ptie 61 et 62) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang un (1) canton Watford, division d'enregistrement de Dorchester. Cette lisière de terrain mesure une largeur moyenne de vingt-deux pieds (22′) mesure anglaise, par toute la longueur de ladite courbe ou chemin de raccordement tel qu'acquis par titre devant le notaire Georges-Octave Langlois, le 2 mai 1958, enregistré à Dorchester, sous numéro 109139, ladite lisière présentement acquise étant à prendre du côté sud de la courbe actuelle et en suivant le même tracé. Ladite lisière est bornée au nord-est par le chemin de la Grande Ligne, au sud-ouest par le chemin de front du rang un au nord par la courbe actuelle et au sud par le résidu du terrain de Louis-René Drouin. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement de la division de Dorchester, à Ste-Hénédine, comté de Dorchester, le PREMIER jour de DÉCEMBRE, 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,

Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
St-Joseph de Beauce, le 15 octobre 1970. 36900-o

Save and to withdraw:

Two small pieces or tongues of land of triangular form, respectively situated on the northwest and southeast sides of Range one (R. 1) front road Watford township, at the junction of said road with Grande Ligne road between Ware and Watford townships and reserved for the enlargement of said front Road at the junction in order to facilitate the entry.

Each of these two pieces or tongues of land have a depth of eight feet (8′) at the center, by a sufficient length on each side to allow a real curve, be it about twenty feet (20′) on each of both roads. The both hereinabove described plots of land form parts of lot number sixty-two (P. 62) on the official cadastre for range one (R. 1) Watford township, and are bounded by the aforesaid roads and by the residue of the vendor's lot.

A strip of land of irregular figure, taken and detach from lots numbers sixty-one and sixty-two (Pts. 61 and 62) on the official cadastre for the Range one (R. 1) Watford Township; this strip of land measures about five hundred and forty feet (540′) in length, east-west direction, by a width of thirty-eight feet (38′) the whole more or less, English Measure, and is bounded on the northeast by the Grande Ligne Road, on the northwest by the front Road of Range one and on the two other sides by the residue of Louis-René Drouin lot.

A strip of land in Sainte-Rose, reserved for the enlargement of the curve or road junction between Grande Ligne road and Range 1 front road, taken and detached from lots numbers sixty-one and sixty-two (p. 61 and 62) on official plan and book of reference of the cadastre for Range one (1) Watford township, Registration Division of Dorchester. This strip of land has an average width of twenty-two feet (22′) English Measure, by all the length of the said curve or junction road as established by title before Georges-Octave Langlois, Notary, on May 2, 1958, registered at Dorchester, under number 109139, the presently acquired strip of land being to be taken from the south side of the present curve and by following the same outline. The said strip is bounded on the northeast by the Grande Ligne Road, on the southwest by the front Road of Range one, on the north by the present curve and on the south by the residue of Louis-René Drouin lot."

To be sold "en bloc" at the Registry Office of Dorchester Division in Sainte-Hénédine, county of Dorchester, the FIRST day of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph-de-Beauce, October 15, 1970. 36900

BEAUHARNOIS

Bonis & de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 11 602. { BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la cité et district de Montréal, demanderesse, *versus* ROLLAND POIRIER, domicilié dans le rang Ste-Marguerite, Mercier, district de Beauharnois défendeur.

« 1. Une terre de figure irrégulière, sise et située en la paroisse de Sainte-Philomène, comté de Châteauguay, connue et désignée au plan et

BEAUHARNOIS

Bonts & de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 11 602. { NATIONAL CANADIAN BANK, a corporation legally incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *versus;* ROLLAND POIRIER, domiciled in Ste-Marguerite Range, Mercier, district of Beauharnois, defendant.

"1. A farm of irregular figure, lying and situate in the parish of Sainte-Philomène, county of Châteauguay, known and designated on

dans le livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Philomène comme étant partie du lot numéro deux cent dix-sept (Ptie No 217), bornée: au nord-est, par partie du lot No 216, au sud-est, par les terres de la paroisse de St-Isidore, au sud-ouest, par partie du lot No 218, au nord-ouest et dans une autre ligne sud-ouest, par partie du lot No 217 réservée par le vendeur, et dans une autre ligne nord-ouest, par la ligne de rue du chemin du rang Ste-Marguerite, mesurant dans la ligne nord-est quatre mille huit cent cinquante-six pieds et un dixième de pied (4856.1′), dans la ligne sud-est, trois cent quatre-vingt-quatre pieds et quatre dixièmes de pied (384.4′), dans la ligne sud-ouest, quatre mille deux cent soixante-huit pieds et quatre dixièmes de pied (4268.4′), dans la ligne nord-ouest cent quatre-vingt-douze pieds et deux dixièmes de pied (192.2′), dans une autre ligne sud-ouest cinq cent-quatre-vingt-cinq pieds et sept dixièmes de pied (585.7′) et dans une autre ligne nord-ouest cent quatre-vingt-douze pieds (192.0′) contenant une superficie de un million sept cent cinquante-deux mille cinq cent quatre-vingt-dix pieds carrés (1,752,590.0′) ou quarante-sept arpents carrés et six cent vingt-six millièmes d'arpent carré (47.626 arp. car.).

Les dimensions sont en mesures anglaises et la superficie en mesures anglaises et françaises.

2. La partie dudit lot numéro deux cent dix-sept (Ptie No 217) des plan et livre de renvoi officiels susdits. Plus cette autre partie dudit lot No 217 décrite comme suit, à savoir: bornée en front, dans sa ligne nord-ouest, par la ligne de rue du Chemin du rang Ste-Marguerite, au nord-est, par cette autre partie dudit lot No 217 décrite au paragraphe 1, au sud-est, par une autre partie dudit lot No 217, décreite au paragraphe 1 et délimitée par un fossé, et au sud-ouest, par partie du lot No 218, mesurant: cent quatre-vingt-onze pieds et neuf dixièmes de pied (191.9′), dans sa ligne nord-ouest, cinq cent quatre-vingt-cinq pieds et sept dixièmes de pied (585.7′) dans sa ligne nord-est, cent quatre-vingt-douze pieds et deux dixièmes de pied (192.2′) dans sa ligne sud-est et cinq cent quatre-vingt-dix-sept pieds et trois dixièmes de pied (597.3′) dans sa ligne sud-ouest, contenant en superficie cent treize mille cinq cent huit pieds carrés et quatre-vingt-cinq centièmes de pied carré (113,508.85 pi. car.) le tout mesure anglaise et plus ou moins, ou trois arpents carrés et quatre-vingt-quatre millièmes d'arpent carré (3.084 arp. car.) mesure française, ensemble les constructions y érigées circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay à Ste-Martine, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
J. LUCIEN PRIMEAU.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield,
le 13 octobre 1970.

36901-o

official plan and book of reference for the said parish of Sainte-Philomène as being part of the lot number deux hundred and seventeen (P. No. 217), bounded: on the northeast, by part of lot No. 216, on the southeast by the farms of the parish of Saint-Isidore, on the south west by part of lot No. 218, on the north west and in another southwest line, by par of lot No. 217 reserved by the vendor and in another northwest line by the street line of Ste-Marguerite Range road, measuring in the northeast line four thousand eight hundred feet and one tenth (4856.1′) in the southeast line three hundred and eighty-four feet and four tenths (384.4′) in the southwest line four thousand two hundred and sixty-eight and four tenths (4268.4′), in the north west line one hundred and ninety-two feet and two tenths (192.2′), in another south-west line five hundred and eighty-five feet and seven tenths (585.7′) and in another northwest line one hundred and ninety-two feet (192.0′) containing a superficial area of one million seven hundred fifty-two thousand and five hundred and ninety square feet (1,752,590.0′ s. f.) or forty-seven square arpents and six hundred and twenty-six thousandths (47.626 s. a.).

The dimensions are in English measures and the area is in English and French measures.

2. The part of said lot No. two hundred and seventeen (P. No. 217) on aforesaid official plan and book of reference. In addition this other part of said lot No. 217 described as follows, to wit: bounded in front, in its northwest line by the street line of Ste-Marguerite Range road, on the northeast by this other part of said lot No. 217 described in the paragraph 1, on the southeast by another part of said lot No. 217, described in paragraph 1, and delimited by a ditch and on the southwest, by part of lot No. 218, measuring: one hundred and ninety-one feet and nine tenths (191.9′) in its northwest line five hundred and wighty-five feet and seven tenths (585.7′) in its north east line one hundred and ninety-two feet and two tenths (192.2′) in its southeast line five hundred and ninety-seven feet and three tenths (597.3′) in its south-west line containig in superficial area one hundred and thirteen thousand five hundred and eight square feet and eighty-five hundredths (113,508.85′ s. f.) the whole English measure and more or less or three square arpents and eighty-four thousandths (3.084 s. a.) French Measure together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office for Châteauguay division in Sainte-Martine, the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

J. LUCIEN PRIMEAU,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield,
October 13, 1970.

36901

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 7940. { FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES, demanderesse, *vs* WILLIAM SAVIDANT, Sandy Beach, comté de Gaspé-Sud, P.Q., défendeur.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Superior Court, No. 7940. { HIGHWAY VICTIMS INDEMNITY FUND, plaintiff, *vs* WILLIAM SAVIDANT, Sandy Beach, county of Gaspé-South, P.Q., defendant.

« Un certain morceau de terrain étant le lot 4-B-5 du premier rang, Sandy Beach, canton de Douglas, de forme irrégulière, faisant partie du lot 4 de l'arpentage originaire; borné au nord par le lot 50 (C.N.R.), à l'est par le lot 4-B-6, au sud-ouest par la route, à l'ouest par le lot 4-B-2; mesurant soixante-douze pieds (72′) de largeur une moyenne de quatre cent quatre-vingt-cinq pieds de profondeur (485′); contenant une superficie de trente-quatre mille neuf cent quatre-vingt-cinq pieds carrés avec les bâtisses érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du district de Gaspé, au Palais de Justice à Percé, VENDREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN BOURGET.

Bureau du Shérif
Percé, le 13 octobre 1970. 36877-o

"A certain piece of land being lot 4-B-5 of the first range, Sandy Beach, township of Douglas of irregular figure being part of lot 4 of the primitive survey; bounded on the notth by lot 50 (C.N.R.), on the east by lot 4-B-6, on the south-west by the highway, on the west by lot 4-B-2; measuring seventy-two feet (72′) in width by four hundred and eighty-five (485′) in average depth; containing an area of thirty-four thousand nine hundred and eighty-five square feet, with buildings erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the district of Gaspé, at the Court House in Percé, FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BOURGET,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, October 13, 1970. 36877

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Québec et Hauterive

Cour Provinciale, No 58230. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., corporation légalement constituée, ayant son siège social au numéro 2383 Chemin Ste-Foy, district de Québec, demanderesse; *vs* DAME LUCILLE THIBEAULT THERRIEN, épouse de Charles-Aimé Therrien résidant à Baie Trinité, comté de Saguenay, défendeur.

Affectant le lot trente-quatre (lot 34), Baie Trinité Est, Village de Baie-Trinité aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel, pour le canton Demonts, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, tel que décrit au livre de renvoi officiel pour le Canton De Monts, Baie-Trinité Est.

(Sujet à une servitude en faveur de Québec-Téléphone enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Saguenay sous le numéro 45371).

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la première division d'enregistrement du Comté de Saguenay au Palais de Justice, de Baie Comeau, LUNDI le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1970 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND TREMBLAY.

Bureau du shérif,
Baie Comeau, le 15 octobre 1970. 36902-o

HAUTERIVE

Canada — Province of Québec
District of Québec and Hauterive

Provincial Court, No. 58230. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., a corporation legally constituted, having its head office at number 2383 Ste-Foy, Road, district of Québec, plaintiff; *vs* DAME LUCILLE THIBEAULT THERRIEN, wife of Charles-Aimé Therrien, residing at Baie Trinité, county of Saguenay, defendant.

"Concerning lot thirty-four (lot 34) Baie Trinité East, village of Baie-Trinité on plan and book of reference of the official cadastre for the township of Demonts, with building thereon erected, circumstances and dependencies, as described on official book of reference for the township of De Monts, Baie-Trinité East.

(Subject to a servitude in favour Québec Téléphone, registered at the Registry Office for Saguenay Division under number 45371).

To be sold at the Registrar's Office for the first registration division for the county of Saguenay at Baie Comeau Court House, MONDAY, THIRTIETH day of NOVEMBER, 1970, at TEN-THIRTY in the forenoon.

RAYMOND TREMBLAY,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau, October 15, 1970. 36902

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Provinciale — District de Montréal

No 284-470. { ALWIN REFRIGERATION & APPLIANCE CO. LTD., corps politique dûment constituée en corporation conformément à la loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans la ville et le district de Montréal, demanderesse; *contre* DELLA McGUIRE, de la ville et du district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement donnant sur le boulevard Dagenais, à Fabreville (maintenant connu sous le nom de Laval) et se composant de:

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Provincial Court — District of Montreal

No. 284-470. { ALWIN REFRIGERATION & APPLIANCE CO. LTD., a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its head office and principal place of business, for the Province of Québec, in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* DELLA McGUIRE, of the city and district of Montreal, defendant.

"That certain emplacement fronting on Dagenais Boulevard, in Fabreville (now known as Laval) and composed of:

a) Une partie de la subdivision de lot numéro deux du lot original deux cent vingt-six (226, p. 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, mesurant quarante pieds et trente-neuf centièmes de pied (40.39′) en avant, le long du boulevard Dagenais, quarante et un pieds et trois dixièmes de pied (41.3′) à l'arrière sur une profondeur de quatre-vingt-onze pieds et sept dixièmes de pied (91.7′) sur sa ligne du côté est et quatre-vingt-quatre pieds et deux dixièmes de pied (84.2′) sur sa ligne du côté ouest, comprenant une superficie de 3,518 pieds carrés et borné en avant au nord et à l'est par une partie du lot 226-2, au sud par une partie du lot 226-4 et à l'ouest par le lot 226-3, tous audit cadastre; et

b) Une partie de la subdivision de lot numéro trois du lot original numéro deux cent vingt-six (226, p. 3) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cinquante-cinq pieds et quarante et un centièmes de pied (55.41′) en avant le long du boulevard Dagenais, soixante pieds (60′) en arrière, sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds et deux dixièmes de pied (84.2′) sur sa ligne du côté est, soixante-douze pieds et un dixième de pied (72.1′) et vingt-cinq pieds et deux dixièmes de pied (25.2′) sur sa ligne du côté ouest, comprenant une superficie de cinq mille trois cent quatre-vingt-neuf pieds carrés (5,389), et borné en avant au nord et en arrière au sud par une partie du lot 226-3, à l'est par une partie du lot 226-2 et à l'ouest par le lot 226.32 (rue Francine), tous dudit cadastre.

Toutes les mesures employées précédemment sont des mesures anglaises et plus ou moins.

Avec le bâtiment y érigé, portant le numéro 3172 dudit boulevard Dagenais.

Avec tous les biens réels et tangibles et les propriétés mobilières qui existent présentement sur ladite propriété.

Telle que ladite propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, dans la ville de Laval, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1970, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 16 octobre 1970. 36897

(*a*) Part of subdivision lot number two of original lot number two hundred and twenty-six (226 pt. 2) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Rose, measuring forty feet and thirty-nine hundredths of a foot (40.39′) in front along Dagenais Blvd., forty-one feet and three tenths of a foot (41.3′) in rear by a depth of ninety-one feet and seven tenths of a foot (91.7′) in its east side line and eighty-four feet and two tenths of a foot (84.2′) in its west side line containing a superficial area of 3,518 square feet and bounded in front to the north and east by part of lot 226-2, to the south by part of lot 226-4 and to the west by lot 226-3, all of said cadastre; and

(*b*) Part of subdivision ot number three of original lot number two hundred and twenty-six (226 pt. 3) on said official plan and book of reference, measuring fifty-five feet and forty-one hundredths of a foot (55.41′) in front along Dagenais Blvd., sixty feet (60′) in rear by a depth of eighty-four feet and two tenths of a foot (84.2′) in its east side line, seventy-two feet and one tenth of a foot (72.1′) and twenty-five feet and two tenths (25.2′) of a foot in its west side line, containing a superficial area of five thousand three hundred and eighty-nine (5,389) square feet, and bounded in front to the north and in rear to the south by part of lot 226-3, to the east by part of lot 226-2 and to the west by lot 226.32 (Francine Street) all of said cadastre.

All the above measurements are English measure more or less.

With the building thereon erected bearing Civic number 3172 in said Dagenais Blvd.

Together with all corporeal moveables and moveable effects presently existing in and about the said property.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind."

To be sold at the registry office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, October 16, 1970. 36897-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 799 580. LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* BERLA INC., corps politique légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires à Laval (Chomedey), district de Montréal, défenderesse.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession de la défenderesse Berla Inc.

« Une certaine partie du lot cinq A (P. 5A), du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, dans le troisième rang du canton Beresford, laquelle partie de terrain peut être décrite comme suit, savoir:

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 779 580. THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and corporate having its head office and its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* BERLA INC., body politic legally incorporated, having its principal place of business in Laval (Chomedey), district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immovables hereafter designated and in the possession of the defendant Berla Inc.

"A certain part of lot five A (P. 5A) of the official cadastre of the parish of Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, in the third range of the township of Beresford, the said part of land described as follows, to wit: starting at a

commençant en un point « A », située sur la limite sud-est du lot 5A et à trois cent soixante-six pieds (366′) au sud-ouest de l'intersection de cette limite sud-est du lot 5A avec la limite ouest d'un chemin public conduisant au Lac-à-la-Truite; du point « A », en suivant la limite sud-est du lot 5A dans une direction sud-ouest sur une distance de mille soixante-quatre pieds (1064′) jusqu'au point « B »; du point « B », en suivant une ligne déterminée par une clôture séparant deux parties du lot 5A dans une direction nord-ouest sur une distance de six cent soixante-dix-huit pieds (678′) jusqu'au point « C », situé à cent quarante-neuf pieds (149′) au sud est de la limite nord-ouest du lot 5A, distance mesurés suivant cette clôture; du point « C », suivant une ligne marquée sur arbres dans une direction nord-est, sur une distance de cinq cent cinquante-sept pieds (557′) jusqu'au point « D », situé à cent quarante-sept pieds et cinq dixièmes de pied (147.5′) au sud-est de la limité nord-ouest du lot 5A, distance mesurée perpendiculairement à cette dernière limite; du point « D », en suivant la limite sud-ouest de la propriété de Jos Berthiaume dans une direction sud-est sur une distance de cent pieds (100′) jusqu'au point « E »; du point « E », en suivant la limite nord-ouest d'une rue projetée et déboisée, dans une direction nord-est et nord, sur des distances de cinq cent quarante-deux pieds (542′), quatre-vingt-trois pieds (83′), soixante-trois pieds (63′), cent quatre-vingt-huit pieds (188′) jusqu'au point « F », situé sur la limite sud d'une rue publique et à cent vingt et un pieds (121′) au sud-est de la limite nord-ouest du lot 5A, distance mesurée perpendiculairement à cette dernière limite; du point « F », en suivant la limite sud de cette rue publique dans une direction nord-est, sur une distance de quarante et un pieds (41′) jusqu'au point « G » situé à trois cent quatre-vingt-dix-sept pieds et cinq dixièmes de pied (397.5′) à l'ouest de l'intersection de la limite sud de cette rue publique avec la limite ouest d'un chemin public conduisant au Lac-à-la-Truite, distance mesurée suivant la limite sud de cette rue publique; du point « G », en suivant la limite est de cette rue projetée et déboisée d'une largeur de quarante pieds (40′) dans une direction sud, sur des distances de deux cent onze pieds (211′), et soixante-cinq pieds (65′) jusqu'au point « H »; du point « H », en suivant une ligne marquée sur arbres dans une direction sud sur une distance de cent trente-sept pieds (137′) jusqu'au joint « J »; du point « J », en suivant une autre ligne marquée sur arbres, dans une direction est, sur une distance de deux cent trente-huit pieds et cinq dixièmes de pied (238.5′) jusqu'au point « K »; du point « K », en suivant une autre ligne marquée sur arbres dans une direction sud sur une distance de deux cent quarante pieds (240′) jusqu'au point de départ « A ».

Cette partie du lot 5A ainsi délimitée contient en superficie environ sept cent douze mille cinq cents pieds carrés (712,500 p.c.) ou dix-neuf et trente-six centièmes d'arpents carrés (19.36). Mesure anglaise.

2° Un autre morceau de terrain, situé en la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts (Terrebonne), et faisant également partie dudit lot de terre numéro cinq A (P. 5A), du troisième rang du canton Beresford, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts, mesurant, mesure anglaise, quarante pieds(40′) de largeur, le long de la rue publique, sur une profondeur de cent pieds (100′), lequel terrain

point "A" situated on the southeast limit of lot 5A and at three hundred and sixty-six feet (366′) on the southwest of the intersection of this southeast limit of lot 5A with the west limit of a public road leading to Lac-à-la-Truite; from point "A", following the southeast limit of lot 5A in a southwesterly direction a distance of one thousand sixty-four feet (1064′) to point "B"; from point "B", following a line determined by a fence separating two parts of lot 5A in a northwesterly direction a distance of six hundred and seventy-eight feet (678′) to point "C", situated at one hundred and forty-nine feet (149′) on the southeast of the northwest limit of lot 5A, distance measured along this fence; from point "C", following a line marked by trees in a northeasterly direction, a distance of five hundred and fifty-seven feet (557′) to point "D", situated at one hundred and forty-seven feet and five tenths of a foot (147.5′) on the southeast of the northwest limit of lot 5A, distance measured perpendicularly with this latter line; from point "D", following the southwest limit of the property of Jos. Berthiaume in a southeasterly direction a distance of one hundred feet (100′) to point "E"; from point "E", following the northwest limit of a planned and deforested street, in a northeasterly and northerly direction, distances of five hundred and forty-two feet (542′), eighty-three feet (83′), sixty-three feet (63′), one hundred and eighty-eight feet (188′) to point "F", situated on the south limit of a public street and one hundred and twenty-one feet (121′) southeast of the northwest limit of lot 5A, distance measured perpendicularly with the latter limit; from point "F" following the south limit of this public street in a northeasterly direction, a distance of forty-one feet (41′) to point "G" situated at three hundred and ninety-seven feet and five tenths of a foot (397.5′) west of the intersection of the south limit of the public street with the west limit of a public road leading to Lac-à-la-Truite, distance measured following the south limit of this public street; from point "G", following the east limit of this planned and deforested street a width of forty feet (40′) in a southerly direction, distances of two hundred and eleven feet (211′) and sixty-five feet (65′) to point "H"; from point "H", following a line indicated by trees in a southerly direction a distance of one hundred and thirty-seven feet (137′) to point "J"; from point "J", following another line indicated by trees, in an easterly direction, a distance of two hundred and thirty-eight feet and five-tenths of a foot (238.5′) to point "K"; from point "K", following another line indicated by trees in a southerly direction a distance of two hundred and forty feet (240′) to the point of departure "A".

This part of lot 5A thus delimited contains an area of about seven hundred and twelve thousand five hundred square feet (712,500 sq. ft.) or nineteen and thirty-six hundredths of square arpents (19.36). English measure.

2. Another piece of land, situated in the parish of Ste-Agathe-des-Monts, (Terrebonne), and also part of said lot of land number five A (P. 5A), of the third range of the township of Beresford, on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Agathe-des-Monts, measuring, English measure, forty feet (40′) in width, along the public street, by a depth of one hundred feet (100′), the said land is

est borné comme suit, savoir: en front, vers le nord-ouest, par la rue publique, vers le sud-est par le terrain en premier lieu décrit et des deux autres côtés par d'autres parties, dudit lot 5A restant la propriété de M. Léon Vendette, ou représentants. À remarquer que la ligne sud-ouest du terrain ci-dessus décrit est distante d'environ quatre-vingt-cinq pieds (85) de la ligne nord-est du terrain appartenant à M. I. Namerow, ou représentant.

Le terrain en premier lieu décrit est montré sur un plan par les lettres « A-B-C-D-E-F-G-H-I-J-K-A » et une description technique, préparée par M. André Ladouceur, arpenteur-géomètre, en date du dix-sept septembre mil neuf cent soixante-trois, dont copies demeurent annexées à la minute numéro 10425 du notaire soussigné.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes servitudes y attachées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé Chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette Saint-Jérôme, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1970 à DEUX heures de l'après-midi. (26/11/70 à 2 hres p.m.)

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 16 octobre 1970. 36895-o

bounded as follows, to wit: in front, on the northwest, by the public street, on the southeast by the land first described and on the other two sides by other parts of said lot 5A remaining the property of Mr. Léon Vendette or representatives. Take note that the southwest line of the land hereabove described is distance approximately eighty-five feet (85) from the northeast line of the land belonging to M. I. Namerow, or representative.

The land first described is shown on a plan by the letters "A-B-C-D-E-F-G-H-I-J-K-A" and a technical description, prepared by Mr. André Ladouceur, land-surveyor, dated the seventeenth day of September, one thousand nine hundred and sixty-three, copies of which remained annexed to minute Number 10425 of the undersigned notary.

As the whole is presently found, with all servitudes attached thereto."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, on THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon. (26/11/70 at 2:00 o'clock, p.m.)

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*
Saint-Jérôme, October 16, 1970. 36895

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 1585. { SAUL STIPELMAN, administrateur, résidant et domicilié au 181 Finchley Road, Hampstead, district de Montréal, cessionnaire en vertu d'un transfert du sous-ministre du Revenu, représentant Sa Majesté Elizabeth II, au droit de la province de Québec, cédant transfert notarié daté du 16 juillet, 1970, et annexé comme si récité au long aux fins des présentes, demandeur, *vs* ST. JEROME PROPERTIES INC., corporation dûment constituée et ayant son bureau chef au 2015 rue Drummond, dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession de la défenderesse St. Jerome Properties Inc.

Désignation

« *a*) La subdivision vingt-huit du lot originaire numéro deux cent onze (211-28) du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme et la subdivision numéro vingt et un du lot originaire numéro deux cent douze (212-21) du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme, avec l'immeuble dessus érigé et portant le numéro civique 50 avenue Lucia, à Saint-Jérôme.

b) La subdivision vingt-neuf du lot originaire numéro deux cent douze (212-29) du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme, avec l'immeuble dessus érigé et portant le numéro civique 2019 Tour du Lac. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé Chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, VENDREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi (27/11/70 à 2 hres p.m.)

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 16 octobre 1970. 36896-o

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 1585. { SAUL STIPELMAN, administrator, residing and domiciled at 181 Finchley Road, Hampstead, district of Montreal, transferee pursuant to a transfer of the Deputy Minister of Revenue, representing Her Majesty Elizabeth II, in favor of the province of Québec, granting an authentic transfer dated July 16, 1970, and annexed as if recited fully for these purposes, plaintiff, *vs* ST. JEROME PROPERTIES INC., a corporation duly incorporated and having its principal office at 2015 Drummond Street, in the city and district of Montreal, defendant.

The immovable hereafter designated and in the possession of the defendant St. Jerome Properties Inc.

Designation

"(*a*) Subdivision twenty-eight of original lot number two hundred and eleven (211-28) of the cadastre of the parish of Saint-Jérôme and subdivision number twenty-one of orginal lot number two hundred and twelve (212-21) of the cadastre of the parish of Saint-Jérôme, with the immovable erected thereon and bearing civic number 50 Lucia Avenue, in Saint-Jérôme.

(*b*) Subdivision twenty-nine of original lot number two hundred and twelve (212-29) of the cadastre of the parish of Saint-Jérôme, with the immovable erected thereon and bearing civic number 2019 Tour du Lac."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, on FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon (27/11/70 at 2 o'clock, p.m.)

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*
Saint-Jérôme, October 16, 1970. 36896

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 62 928. { NATAFIN LTD., un corps politique et dument constitué, conformément à la Loi, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* THÉODORE VACHON, gentilhomme, résidant et domicilié à 6881, boulevard de la Loire, ville d'Anjou, district de Montréal, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur.

a) Le lot treize cent sept (1307) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, mesurant cinquante-neuf pieds et neuf dixièmes (59.9′) de façade, cinquante-neuf pieds (59′) à l'arrière, sur une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds et neuf dixièmes (95.9′). Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Une partie du lot numéro treize cent six (ptie 1306) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, mesurant cinquante-neuf pieds (59′) sur sa ligne est, soixante-cinq pieds (65′) de largeur le long d'une ligne brisée suivant la rivière du Nord, sur son côté ouest, soixante-cinq pieds et deux dixièmes (65.2′) sur sa ligne nord et quatre-vingt-dix pieds et six dixièmes (90.6′) sur sa ligne sud et bornée comme suit: à l'ouest, par la rivière du Nord, au nord et au sud par d'autres parties dudit lot treize cent six (pties 1306) sur son côté est par le lot treize cent sept (1307) sus-mentionné. Ladite partie du lot treize cent six (1306) est bornée entre les lignes nord et sud dudit lot treize cent sept (1307) et leur prolongement à la rivière du Nord. Le tout ainsi qu'indiqué sur un plan préparé par J.-Arthur Lafrance arpenteur géomètre du Québec, et daté à Lachute, le vingt-cinquième jour de juin dix-neuf cent soixante-cinq sous le numéro 527.

b) Un certain morceau de terre situé dans la ville de Lachute, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jerusalem d'Argenteuil, comme formant partie du lot numéro mille trois cent cinq (Ptie 1305) mesurant vingt et un pieds et cinq dixièmes de pieds (21.5′) en front sur la ligne est sur la rue Principale (John), trente-trois pieds et trois dixièmes de pied (33.3′) dans la ligne ouest, quatre-vingt-quinze pieds et neuf dixièmes de pied (95.9′) dans la ligne sud et quatre-vingt-seize pieds et six dixièmes de pied (96.6′) dans la ligne nord; borné à l'est par ladite rue Principale, au nord par partie du même lot appartenant à Jean-Louis Blais, au sud par le lot 1307 appartenant à William J. Deacon et à l'ouest par partie du lot 1306 ci-après décrite, avec toutes les bâtisses dessus construites.

c) Un certain morceau de terre situé dans la ville de Lachute, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comme formant partie du lot numéro mille trois cent six (ptie 1306) et plus particulièrement décrit comme suit:

Partant d'un point marqué « B » sur un plan préparé par J. Arthur Lafrance, A.G., en date du 28 juin 1965 (No 528), situé sur la ligne de division entre les lots 1305 et 1306 et étant le coin sud-est du morceau de terrain décrit dans le

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 62 928. { NATAFIN LTD., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* THÉODORE VACHON, gentleman, residing and domiciled at 6881 de la Loire Blvd., City of Anjou, district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immovable hereafter designated and in the possession of the defendant.

(*a*) Lot number thirteen hundred and seven (1307) upon the official plan and book of reference of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil, measuring fifty-nine feet and nine tenths of a foot (59.9′) in front, fifty-nine feet (59′) in rear, by a depth of ninety-five feet and nine tenths of a foot (95.9′). All the above measure are English measure and more or less.

A part of lot number thirteen hundred and six (Pt 1306 on the official plan and book of reference of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil, measuring fifty-nine feet (59′) in its east line, sixty-five feet (65′) in width along a broken line along the Rivière du Nord, on its west side, sixty-five feet and two tenths of a foot (65.2′) in its north line, and ninety feet and six tenths of a foot (90.6′) in its south line and bounded as follows:

To the west, by the Rivière du Nord, to the north and to the south by other parts of said lot thirteen hundred and six (Pt 1306) on its east side by lot thirteen hundred and seven (1307) herein before mentioned. The said part of lot thirteen hundred and six (1306) is bounded between the north and south lines of said lot thirteen hundred and seven (1307) and their prolongation to the Rivière de Nord. The whole as shown on a plan prepared by J. Arthur Lafrance, Québec Land Surveyor, dated at Lachute the twenty-fifth day of June, nineteen hundred and sixty-five his number 527.

(*b*) A certain piece of land situated in the town of Lachute, known and designated on official plan and book of reference for the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil, as forming part of lot number one thousand three hundred and five (Pt 1305) measuring twenty-one feet and five tenths (21.5′) is front on the east line on Main Street, (John), thirty-three feet and three tenths (33.3′) in the west line, ninety-five feet and nine tenths (95.9′) in the south line and ninety-six feet and six tenths (96.6′) in the north line; bounded to the east by said Main Street, to the north by part of same lot belonging to Jean-Louis Blais, to the south by lot 1307 belonging to William J. Deacon and to the west by part of lot 1306 hereinafter described, with all buildings thereon erected.

(*c*) A certain piece of land situated in the town of Lachute, known and designated on official plan and book of reference for the parish of St-Jérusalem d'Argenteuil as forming part of lot number one thousand three hundred and six (Pt 1306) and more particularly described as follows:

Starting from a point marked "B" on a plan prepared by J.-Arthur Lafrance L.S., dated June 28, 1965, (No. 528), situated on division line between lots 1305 and 1306 and being the south-east corner of the piece of land described in the

paragraphe précédent; de là dans une direction ouest une distance de soixante-cinq pieds et deux dixièmes de pied (65.2′) jusqu'au point marqué « F » sur ledit plan; de là vers le nord-est en suivant le rivage de la rivière du Nord une distance approximative de trente-six pieds et cinq dixièmes de pied (36.5′) jusqu'au point marqué « G » sur ledit plan; de là en suivant un vieux mur de béton, une distance de seize pieds (16′) jusqu'au point marqué « H » sur ledit plan; de là dans une direction sud-est en suivant le même vieux mur de béton sur une distance de vingt pieds et six dixièmes de pied (20.6′) jusqu'au point marqué « I » sur ledit plan; de là vers l'est-sud-est, une distance de douze pieds et neuf dixièmes de pied (12.9′) jusqu'au point marqué « C » sur ledit plan; de là dans une direction sud-sud-est, une distance de trente-trois pieds et trois dixièmes de pied (33.3′) jusqu'au point de départ. Borné ledit morceau au sud par partie dudit lot appartenant à William J. Deacon, au nord par partie dudit lot occupée par Jean-Louis Blais, à l'ouest par la rivière du Nord et à l'est par partie du lot 1305 décrite dans le paragraphe précédent, avec toutes les bâtisses dessus construites.

Avec et sujet à une servitude de vue enregistrée à Argenteuil, sous le numéro 111570. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, situé à 430, rue Grâce, Lachute, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, Saint-Jérôme, le 16 octobre 1970.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

36903

preceeding paragraph; thence, in a west direction a distance of sixty-five feet and two tenths (65.2′) as far as the point marked "F" on the said plan; thence towards northeast following the North River shore, an approximative distance of thirty-six feet and five tenths (36.5′) as far as point marked "G" on the said paln; thence following an old concrete wall, a distance of sixteen feet (16′) as far as point marked "H" on the said plan; thence, in a southeast direction and by following the same old concrete wall for a distance of twenty feet and six tenths (20.6′) as far as point marked "I" on said plan; thence towards east-southeast, a distance oft welve feet and nine tenths (12.9′) as far as point marked "C" on said plan; thence in a south-southeast direction, a distance of thirty-three feet and three tenths (33.3′) up to the starting point. Bounded the said piece of land to the south by part of said lot belonging to William J. Deacon, to the north by part of said lot occupied by Jean-Louis Blais, to the west by the North River and to the east by part of lot 1305 described in the preceeding paragraph, with all the buldings thereon erected.

With and subject to a servitude of view registered at Argenteuil, under number 111570."

To be sold at the Registry Office for the county of Argenteuil, situated at 430 Grâce Street, Lachute, WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Sheriff's Office, Saint-Jérôme, October 16, 1970.

GABRIELLE FOURNELLE,
Acting Sheriff.

36903-o

INDEX No 43

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

3647 — Explosifs (*Errata*) ... 6084
3647 — Explosives (*Errata*) ... 6084
3689 — Commissaires-enquêteurs (*Règlement du statut particulier*) ... 6081
3689 — Investigation Commissioners (*Regulation on the status*) ... 6081
3690 — Commissaires-enquêteurs (*Échelle de traitement et certaines conditions de travail*) ... 6083
3690 — Investigation Commissioners (*Salary scale and certain working conditions*) ... 6083

AVIS DIVERS — ***MISCELLANEOUS NOTICES***

Ancienne-Lorette, par. (*Fusion – Amalgamation*) ... 6067
Estate of Jean Denis Camirand (*Benefit in inventory*) ... 6064
Speach and Hearing Society of the Province of Québec (*By-laws 2-A and 3*) ... 6065
Société d'orthophonie et d'audiologie de la province de Québec (*Règlements 2-A et 3*) ... 6065
Ste Foy, ville-city (*Fusion-Amalgation*) ... 6068
Succession Jean Denis Camirand (*Bénéfice d'inventaire*) ... 6064

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: — *Applications:*

Borychowski, Abraham ... 6079
Cauchon, Michel ... 6079
Herscovici, Max ... 6079
Ladurantaye dit Fauteux, Oscar ... 6099
Nicopoulos, Panayotis ... 6080
Zwienicki, Selma Elaine ... 6079

BILLS — ***BILLS***

Sanctionnés ... 6069
Sanctioned ... 6069

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — ***SAVINGS AND CREDIT UNIONS***

Caisse d'économie des employés du papier façonné (*Formation*) ... 6070
Caisse d'économie des travailleurs d'Amos (*Ch. de groupe*) ... 6069
Caisse populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal (La) (*Mod. terr.*) ... 6070

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Permis: — *Licenses:*

BTC Productions, Inc ... 6070
Behavioral Research Laboratories ... 6070

COMPAGNIES ÉTRANGERES — *EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES*

Permis: — *Licenses:*

(*suite*) — (*continued*)

Fairweathers Insurance Limited..... 6071
Farewell Financial Corporation Inc.... 6071
Gold Resources, Inc..... 6071
Great Western Garment Company, Limited (The)..... 6071
Nippondenso Co., Ltd..... 6072
Western-Duff Mines & Oils Ltd..... 6072

COMPAGNIES — LOI DES — *COMPANIES ACT*

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

Beacon Hill Mall Ltd..... 6072
Bédard (J.M.) & Fils inc..... 6074
Cie de construction Giro ltée..... 6073
Fialokov Investment Corp..... 6072
Gam Beauty Parlor Sketches Ltd..... 6073
Giro Construction Ltd..... 6073
Graphite Labelle ltée (Le)..... 6073
Hôpital Notre-Dame de Granby inc... 6073
Labelle Graphite Ltd..... 6073
Litchfield Process Equipment Ltd..... 6073
Rhémont Construction inc..... 6073

Divers — *Miscellaneous*

Aerospace Exhibits Ltd. (*Règl.-By-laws*) 6074
Alouette Amusement Corp. (*Dir.*)..... 6075
Alouette Amusement Québec ltée (*Dir.*) 6075
Association commerciale de l'Est de Montréal inc. (*Règl.-By-laws*)..... 6075
Association de hockey junior du Québec (1969) inc. (*Règl.-By-laws*)..... 6077
Association des services de réhabilitation sociale (Section du Québec) (*Règl.*)... 6075
Association of Social Rehabilitation Agencies (Québec Division) (*By-laws*). 6075
Association sportive Chameran (*Règl.*). 6075
Beaver Realties Ltd. (*Dir.*)..... 6074
Chameran Sports Association (*By-laws*) 6075
Club auto-neige St-Mathias (*Règl.-By-laws*)..... 6074
Comité des oeuvres de la paroisse de St-Fidèle (Le) (*Règl.-By-laws*)..... 6075
Compagnie électrique Pioneer du Québec inc. (*Nom ch.*)..... 6076
Comité des Oeuvres de la paroisse St-Fidèle (*Règl.-By-laws*)..... 6077
Corporation des électroniciens du Québec (*Règl.-By-laws*)..... 6077
Couture (O.) & Fils inc. (*Dir.*)..... 6074
Côté & Labrecque inc. (*Dir.*)..... 6077
Crelinsten Inc. (*Dir.*)..... 6076
Federation of Catholic Community Services, Inc. (*Nom-Name ch.*)..... 6076
Hôpital de Chicoutimi inc. (*Règl.-By-laws*)..... 6078
Hôpital Ste-Justine (*Règl.-By-laws*).... 6074
Immeubles Lemieux inc. (Les) (*Dir.*)... 6076
Lakeshore Syndicated Investors Inc. (*Dir.*)..... 6076
Lave auto mirache inc. (*Dir.*)..... 6075
Mobistyle Inc. (*Nom-Name ch.*)..... 6078
Montreal Pnoto Art & Lithography Inc. (*Dir.*)..... 6077
Pavillon Georges-Frédéric (*Règl.-By-laws*)..... 6078
Pioneer Electric of Québec Inc. (*Name ch.*)..... 6076
Salon Claudette Madore inc. (*Nom-Name ch.*)..... 6076
Scandia Mining & Exploration Ltd. (*Dir.*)..... 6077
Sotec inc. (*Dir.*)..... 6078
Specialty Finance Corp. (*Dist. Actif-Assets*)..... 6075

Letrres patentes — *Letters Patent*

Accessoires à incendie de Québec inc... 5994
Agences-Sécurité de l'Ouest du Québec inc..... 5994
Albert Investments Ltd..... 5995
Aménagements Bergeron inc. (Les).... 5995
Amendements Calcaires inc. (Les)..... 5995
Angelnor Inc..... 5996
Asphalte Jean-Jacques Lauzon ltée.... 5996
Association des Commissions scolaires confessionnelles du Québec..... 5996
Association des propriétaires du Domaine Granger inc..... 5997
Association des propriétaires du Lac d'Aigle inc. (L')..... 5997
Association Fiscale Internationale..... 5997
Association sportive St-Mathieu (Quartier St-Michel) inc..... 5998
Assurix inc..... 5998
Atec inc..... 5999
Audio Atlas associés ltée..... 5999
Audio Atlas Associates Ltd..... 5999
Auto-École Roubec inc..... 5999
B & B Gift, Tobacco Variety Store Inc. 6000
Bauer International (Canada) Ltd..... 6000
Beacon Bay Decor Inc..... 6000
Bernard Beaudoin assurances inc..... 6001
Bélanger (Claude) inc..... 6001
Bergeron (G.) automobile inc..... 6001
Bergial administration inc..... 6002
Blais & Langlois inc..... 6002
Bois (Fernand) ltée..... 6062
Boulangerie Au Vieux Four ltée..... 6003
Boutique chez Francine inc..... 6003
Boutique Lama inc..... 6003
Boutique Madame de la Place, ltée.... 6003
Bouvillon Rouge de Matane inc. (Au).. 6004
Buffet Place Laurier inc..... 6004
C.Q. Minerals Limited..... 6004
Cacciatore & Sons Ltd..... 6005
Camping, Plage La Liberté inc..... 6005
Capri Shirts Inc..... 6005
Centre de nettoyage Zenith ltée..... 6006
Centre des Hôtesses Jocelyne Paquette inc..... 6006
Centre du pneu Universel inc..... 6006
Cercle culturel de la Petite Bourgogne inc..... 6007
Chanteclerc Bar-B-Q inc..... 6007
Charbonneau & Claude Plumbing Inc. 6007
Chaussures Universelles ltée..... 6008
Chemises Capri inc..... 6005
Chenil Laval inc..... 6008
Chouettes, boutique de décoration inc. (Les)..... 6008
Club auto-neige St-Valérien inc..... 6009
Club auto-neige Ville-Marie..... 6009
Club d'auto-neige Corona inc..... 6009
Club d'auto-neige du Canton de Ham inc. (Le)..... 6010
Club des Chevaliers de St-Éphrem (Beauce) inc. (Le)..... 6010
Club du Lac Brière inc. (Le)..... 6010
Club Lambert Closse inc. (Le)..... 6011
Club nautique de Sacré-Coeur inc..... 6011
Club Optimiste Mille-Isles, Laval..... 6011
Coin des Jeunes de St-Eustache inc. (Le) 6012
Compagnie de construction les 88 inc. (La)..... 6012
Compagnie Zimmcor (La)..... 6000

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) *(continued)*

Consortium de recherche sur l'eau (Le) 6012
Constructions Fagi inc. (Les) 6013
Coordination et Intégration des techniques de l'environnement (C.I.T.E.) ltée 6013
Coordination and Integration of the Technique of Environment (C.I.T.E.) Ltd. 6013
Corona Snowmobile Club Inc. 6009
Croteau (L.-P.) et fils ltée 6014
Danhec Finance (International) Ltd. 6014
Décor mur à mur L.P. inc. 6014
Desjardins (Gaétan) inc. 6015
Développement Fortenna & associés inc. 6020
Distributeurs de Tapis Métropolitains inc. (Les) 6028
Dorac Inc. 6015
Drapeau (F.) transport inc. 6015
Drolet (Paul) limitée 6016
École de voile du Lac St-Jean inc. (L') 6016
Entrepôts d'alimentation Bonis inc. (Les) 6016
Entreprise B.D.L. inc. (L') 6017
Entreprises G.C.L. inc. (Les) 6017
Entreprises des consommateurs du Québec inc. (Les) 6017
Entreprises Hampton ltée (Les) 6018
Entreprises Mc'Vi ltée (Les) 6018
Entreprises Thibault & Tremblay inc. (Les) 6018
Équipement avicole Syri ltée 6039
Evanshen (Terry) Enterprises Ltd. 6019
F.P. Auto Leasing Ltd. 6020
Fininvest Inc. 6020
Fortenna Development & Associates Inc. 6020
Fortin (C. & G.) inc. 6021
France-Québec Importation Inc. 6024
Fredbois Construction Inc. 6021
Gagnon (A. G.) ltée 6021
Geoffroy Construction inc. (*Correction*) 6078
Globe Circulation Corp. 6022
Golden Joy Restaurant Inc. 6022
Golden Way Jewellery Co. Ltd. (The) 6022
Golmor Mfg Inc. 6023
Grynspan Holdings Limited 6023
Gui-Jex inc. 6023
Hampton Enterprises Ltd. 6018
Immeubles J. D. L. inc. (Les) 6024
Importations France-Québec inc. 6024
Industrial Photographic Ltd. 6031
Industries Nalec ltée (Les) 6019
Information de l'Est, inc. (L') 6024
International Fiscal Association 5997
Jerana Fashions Ltd. 6025
Jeune Chambre de Saint-Laurent inc. (La) 6025
Jimmy's Sportswear Inc. 6025
Laval Leasing Inc. 6026
La Vigne Investments Ltd. 6032
Ligue de hockey juvénile du Nord-Ouest du Québec inc. (La) 6026
Lingerie Beaulieu inc. 6026
Location d'auto F.D. ltée 6020
Location Laval inc. 6026
Lubri-Mobil Inc. 6027
Marou inc. 6027
Menen Cleaners Inc. 6027
Metropolitan Carpet Distributors Inc. 6028
Michaud (J. L.) & associés inc. 6028
Michaud (J. L.) & Associates Inc. 6028
Millvale Holdings Inc. 6029
Montreal International Auto Salon Ltd. 6029
Morin (L. P.) et associés inc. 6029
Morin (L. P.) and Associates Inc. 6029
Nalec Industries Ltd. 6019
Normandy Carpets Ltd. 6030
North American Wool Stock Ltd. 6030
O.K.M. Corporation 6030
Original Turkish Delight Distributing Co. Ltd. 6031
Parc industriel de Saint-Léonard ltée (Le) 6035
Photographie Industrielle ltée 6031
Placements Albert ltée (Les) 5995
Placements La Vigne ltée 6032
Plani-Clinique inc. 6032
Plomberie Charbonneau & Claude inc. 6007
Pneus Larose ltée 6032
Position Industries Inc. 6033
Productions Actuelles inc. (Les) 6033
Productions MoJack inc. (Les) 6033
Publicité Arcobo inc. 6034
Québec Fire Accessories Inc. 5994
Québechecs 6034
Rapid Service Foods Inc. 6034
Renato Construction Limited 6035
Roy (Lucien) et fils ltée 6035
St. Leonard Industrial Park Ltd. 6035
S.K. Furniture Ltd. 6036
S.L.Y.C. Inc. 6036
Salon Funéraire Arthur Belisle inc. 6037
Salon international de l'auto de Montréal ltée 6029
Service Inter-Provincial de protection St-Denis inc. 6037
Services financiers R.M. inc. 6037
Slim & Trim Manufacturing Limited 6038
Snow Queen Electric Inc. 6038
Société de Biologie de Montréal inc. 6038
Spisi-Alma inc. 6039
Star Fabrics Inc. 6039
Syri Poultry Equipment Ltd. 6039
Swift Laboratories Inc. 6040
Tapis Normandie ltée 6030
Tentex Inc. 6040
Thériault (Maurice) ltée 6040
Transco Tires Ltd. 6000
Transport La Chaudière inc. 6041
Triple B Holdings Ltd. 6041
Turcotte (A. Frs) inc. 6041
United Building Service & Maintenance Inc. 6042
Utilex Inc. 6042
Waterton Realties Ltd. 6042
Wells (C.) Pants Limited 6043
Woodpark Development Corp. 6043

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Baudin (Roger) Automobiles inc. 6043
Bédard (Pierre) inc. 6044
Bonded Business Brokers Ltd. 6044
Boulangerie Montreal inc. 6044
Club de Yacht de Québec (1964) inc. 6044
Club Horizons du Monde inc. 6044
Compagnie Zimmcor (La) 6051
Croteau (Claude) inc. 6045
Deschênes & Fils (1969) ltée 6045
Dunn (J.J.) Investment inc. 6045
Fédération des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (F.E.U.S.) 6045
Fortin Delage & Associés inc. 6046
Foyer Ste-Agathe-des-Monts inc. 6046
Gestor inc. 6046
Goulet (Alphonse) ltée 6046
Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce 6046

Lettres patentes supplémentaires (*suite*) — ***Supplementary Letters Patent*** (*continued*)

Lavigne (C.-E.) limitée 6047
Manach (A,) inc. 6047
Ménard (Serge) ltée 6047
Mount Bruno Association, Limited 6047
Nalpac Company (The) 6047
Papineauville Lumber Company (The) . 6048
Pavillon Saint-Dominique 6078
Placements Miracle inc. (Les) 6048
Pneus Transco ltée (Les) 6048
Produits Esto limitée 6048
Provigo (Saguenay) ltée 6049
Publications Éclair ltée (Les) 6049
Publications Neoscope ltée (Les) 6049
Restaurant au Pékinois inc. 6049
Robac inc. 6049
St-Jean Cartage inc. 6050
S.M.T. Manufacturers Company Ltd. .. 6050
Transco Tires Ltd. 6048
Summit Publishing Company 6050
Val Hugues (Canada) Ltd. 6050
Zimmcor Company 6051

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Artmetwork Inc. 6080
Automation Acme Inc 6080
Da Pasquali Restaurant, inc. 6080
Entreprises Gérard inc. (Les) 6080
JYG limitée 6081
Medicana inc 6081
N.V.I. Industries Inc 6080
Restaurant tabagie Express inc 6081
Urbana Realties Ltd. 6081

DEMANDES À LA LÉGISLATURE — ***APPLICATIONS TO LEGISLATURE***

Église Chrétienne Catholique Traditionnelle inc. 6086
Naggiar, Goerges Michel 6086
Pincourt, ville – town 6085
Roy, Michel 6086
Traditional Christian Catholic Church Inc. 6086

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Cap-des-Rosiers (*Dem.– Appl.*) 6086
Ste-Luce (*Dem.-Appl.*) 6086

Institutions financières, compagnies et coopératives — ***Financial Institutions, Companies and Cooperatives***

Assurance: — *Insurance:*

Independent Order of Oddfellows Manchester Unity, Friendly society, Montreal District (*Liquidation-Winding-up*) 6099

Industrie et commerce — ***Industry and Commerce***

Avis de pêche aux coquillages 6086
Shell fishing notices 6086

Terres et forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Bolton, canton-township 6087
Brest, canton-township 6087
Charlesbourg, par 6088
Pointe-Claire, par 6088
Roberval, canton-township 6088
Ste-Cécile, par 6088
Waterloo, village 6088

Travail et de la Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Alimentation, détail, Québec (*Mod.*) 6088
Clothing, (Men's and Boy's), Province (*Amend.*) 6098
Confection, hommes et garçons, Province (*Mod.*) 6098
Food, Retail, Québec (*Amend.*) 6088

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS — Requests for***

Acton Vale, ville-town 6100
Black Lake, ville-town 6102
Cap-de-la-Madeleine, cité-city 6112
Carleton-sur-Mer 6114
Chambly, c.s.r.-r.s.b. 6109
Laflèche, cité-city 6107
Rimouski, cité-city 6103
St-Jacques, village 6105
Vaudreuil-sur-le-Lac, village 6110

SYNDICATS PROFESSIONNELS — ***PROFESSIONAL SYNDICATES***

Association des employés de Provost Cartage inc. (L') (*Nom-Name ch.*) ... 6100
Syndicat des professionnels et des cadres de l'Université Laval (*Const.-inc.*) 6100

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Express Company ... 6099
Messageries Canadien Pacifique 6099

Par Shérifs — ***By Sheriffs***

Abitibi — ***Abitibi***

Montreal Trust Company *vs* Price Mills (Québec) Ltd 6116

Beauce — ***Beauce***

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Gagnon 6117
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Gagnon 6117

Beauharnois — ***Beauharnois***

Banque Canadienne Nationale *vs* Poirier 6118
National Canadian Bank *vs* Poirier 6118

Gaspé — ***Gaspé***

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents automobiles *vs* Savidant .. 6119
Highway Victims Indemnity Funds *vs* Savidant 6119

Hauterive — ***Hauterive***

Interprovincial Building Credits Ltd. *vs* Therrien 6120

Montréal — ***Montreal***

Alwin Refrigeration & Appliance Co. Ltd. *vs* McGuire 6120

Terrebonne — ***Terrebonne***

Banque provinciale du Canada (La) *vs* Berla Inc. 6121
Natafin Ltd. *vs* Vachon 6124
Provincial Bank of Canada (The) *vs* Berla Inc. 6121
Stipelman *vs* St. Jerome Properties Inc. . 6123

Taxes — ***Taxes***

Hull, cité-city 6052
Shawinigan-sud, ville – town 6052
Trois-Rivières, cité-city 6063
Westmount, cité-city 6051

PRINTED IN CANADA